PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national extraordinaire du 6 décembre 1955, Puteaux

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 2
Guy Mollet 2
André Bidet 5
André Le Troquer 6
Christian Pineau 8
Maurice Deixonne 12
Gaston Defferre 16
Charles Lamarque-Cando (Landes) 18
Etienne Weill-Reynal (Oise) 20
Silber 23
Antoine Mazier 25
Arthur Conte 34
Le président (Albert Gazier) 38
Marcel David (Landes) 38
Delclaux (Gard) 41
Marius Moutet 41
Roger Quillot (Maine-et-Loire) 43
Pierre Rimbert 47
Louis Hornung (Rhône) 52
Victor Ruel (Haute-Loire) 54
Poirier (Manche) 54
Maurice Poirot (Vosges) 57
Augustin Laurent (Nord) 60
Marceau Pivert 66
Vêque (Côte d'Or) 73
Arthur Notebart (Nord) 75
Guy Mollet 81
Pierre Commin 97
Augustin Laurent 99
Le président 100
Guy Mollet 103
Le président 103
Maurice Deixonne 104
Augustin Laurent 105
Guy Mollet 107
Le président 107
Guy Mollet 108

Fondation Jean-Jaurès

Séance du 6 décembre - matinée

Pierre Commin - Pour présider la séance de ce matin, nous vous proposons le bureau suivant :
Président : Gaston Defferre
Assesseurs : Marcheix (Hautes-Pyrénées), Huyard (Vienne), Bayard (Dordogne)
S'il n'y a pas d'opposition, je vais demander à ces camarades de prendre place immédiatement à la tribune.
(Le bureau prend place à la tribune)

Le président (Gaston Defferre)

Camarades, nous avons déjà 11 orateurs inscrits, nous attendons le nom des suivants au Bureau.
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, comme au début de chaque Conseil national, je vais rapidement faire le tour de la situation, telle qu'elle se présente à nous, sans prendre part encore aux débats, me réservant de le faire à la fin de la discussion.
Je crois qu'il est à peine utile de refaire longuement le récit de tout ce qui s'est passé au cours des derniers mois, de tous les événements qui nous ont amenés à la situation actuelle.
En tout cas, deux événements dominent cette situation intérieure, l'un est la dissolution de l'assemblée, qui nous amène aux élections à la date du 2 janvier. Porter condamnation de cette décision là, c'est trop facile, chacun le refera, s'il le veut, dans la discussion ; qu'il soit nécessaire, cependant, à la fin de notre Conseil national, que la condamnation soit renouvelée, je le crois, car il est nécessaire, à mon avis, une fois de plus, qu'il soit dit notre position, non pas sur la dissolution en soi, car j'espère que le parti reste favorable à la dissolution, mais sur la façon dont cette dissolution a été appliquée, c'est-à-dire sur la façon dont on a faussé l'esprit même de la constitution, des textes constitutionnels.
Deuxième fait : c'est que les apparentements subsistant, nous sommes placés dans une situation dont aujourd'hui nous devons tenir compte.
Les apparentements subsistent. Je voudrais dire un mot rapide là-dessus.
Je crois que, lorsque dans notre dernier Conseil national, nous avions prononcé, nous, une condamnation unanime du maintien des apparentements, nous nous étions peut-être un peu mépris sur ce qu'était la volonté réelle d'autres groupements de l'assemblée.
En fait, tout se passe comme si -je ne veux pas en dire plus pour l'instant- il y avait eu dans l'assemblée une volonté non affirmée, souvent camouflée, mais réelle, de maintenir les apparentements. Et tels qui se sont prétendus les adversaires des apparentements, aussi bien à droite que chez les MRP, que chez les Communistes, étaient pratiquement des défenseurs des apparentements et ont bien manœuvré pour les maintenir.

Fondation Jean-Jaurès

J'en termine avec cela sur deux appréciations, et j'en viens maintenant à quelques rapides informations, celles que vous ne pouvez pas encore avoir puisqu'elles remontent aux tous derniers jours.
Aussitôt la décision intervenue, le groupe a essayé de se bien battre, en tâchant d'obtenir une nouvelle convocation de l'assemblée pour faire sauter au moins les apparentements. Edgar Faure est allé jusqu'au bout de son coup de force, s'est refusé à cela, et les partis constituant sa majorité n'ont fait absolument aucun effort pour empêcher les apparentements de continuer. Si bien qu'on s'est trouvé tout de suite placé devant le choix, en ce qui nous concerne, d'éventuels apparentements.
La journée de vendredi dernier est une journée au cours de laquelle il nous a été prouvé que la position qu'allait adopter le Parti Socialiste n'intéressait pas que le Parti Socialiste. Nous avons été très demandés dans la journée de vendredi et des représentants de très nombreux partis ont manifesté leur désir de connaître notre position, et éventuellement de collaborer avec nous.
C'était vendredi que paraissaient dans "L'Humanité" et dans "Libération" les premiers appels du Bureau politique du Parti Communiste et de la direction du journal "Libération", demandes confirmées, vous le savez, par une lettre parue hier dans "L'Humanité" et qu'effectivement nous avons reçu, cette fois.
Voici en ce qui concerne les Communistes et leurs succédanés.
Ensuite, la deuxième démarche officieuse a été faite par un certain nombre de militants de l'UDSR, très soucieux de connaître notre position.
Enfin, vers midi, je recevais la visite de Mendès France qui est, je crois, la visite la plus importante de celles dont j'ai à vous rendre compte.
Mendès France est venu dans le bureau du parti, à la Cité, où nous avons discuté pendant presque deux heures.
C'était le vice-président du parti radical qui rendait visite au Secrétaire général du Parti Socialiste, et c'est bien sur ce plan-là que s'est placé la discussion.
Dès le départ, le premier problème envisagé par nous deux, je ne saurais dire qui a commencé dans la discussion, c'est celui de l'éventuelle participation des Communistes à un apparentement auquel les uns ou les autres, les uns et les autres, ou les uns ou les autres, radicaux et Socialistes, auraient pu appartenir.
J'ai évidemment dit qu'il nous fallait attendre aujourd'hui mardi, pour connaître la position du Conseil national, mais je ne me suis pas caché auprès de lui pour lui faire connaître ma position personnelle, à savoir mon opposition personnelle à une semblable participation des Communistes.
Mais je lui ai posé une question très précise, qui est celle-ci : il doit y avoir, il peut y avoir dans les rangs Socialistes un certain nombre de militants qui, même s'ils étaient hostiles à une participation des Communistes et des Socialistes à un même apparentement, peuvent avoir la crainte, dans le cas où eux le refuseraient, que cet apparentement se fasse par-dessus leur tête, entre les radicaux et les Communistes.
Il m'a répondu : "Non seulement, je suis personnellement -et je suis certain de représenter la volonté de mon parti- absolument hostile à tout apparentement comportant des Socialistes et des Communistes, mais alors, l'hypothèse de

Fondation Jean-Jaurès

radicaux passant par-dessus la tête des Socialistes pour faire l'apparentement avec les Communistes, celle-là, je l'exclus, et je dis que la simple formulation de cette hypothèse est à mes yeux, moi Mendès France, injurieuse !"
Certains pourront estimer qu'il y a sur le plan local des nuances possibles avec cette affirmation, je ne peux, quant à moi, que rapporter l'affirmation de Mendès.
Après quoi, lui et moi avons fait le tour d'horizon de l'ensemble de nos programmes en ce qui nous concerne, ou plates-formes en ce qui le concerne.
Cela a été évidemment très long. Nous avons vu ce sur quoi nous pouvions être d'accord, en politique intérieure, en politique économique, sociale et financière, les points de divergence qui subsistaient, ce sur quoi nous étions d'accord en politique d'Outremer, ce sur quoi nous étions d'accord ou pas d'accord en politique internationale.
Ce que je peux dire, c'est qu'il est ressorti de cette rencontre l'affirmation, la constatation d'une politique commune sur de nombreux points, et l'affirmation d'une volonté chez Mendès France de rechercher, sur les points où s'affirmaient des désaccords, des transactions possibles.
Je me suis engagé à en rendre compte. Il m'a demandé si je pouvais aller au-delà, et je lui ai dit : "Non, pas avant mardi prochain. La seule chose que nous pouvons faire ensemble, avant mardi prochain, c'est ce qui est négatif, c'est la condamnation de l'attitude gouvernementale, c'est par exemple renouveler ce que Edouard Depreux, au nom d'un groupe unanime sur ce point, avait fait en protestant contre la dissolution, c'était encore, dans la journée de dimanche, une protestation, qui ne faisait que reprendre celle de plusieurs de nos camarades, d'ailleurs, Daniel Mayer et Guy Desson, en ce qui concerne l'utilisation de la radio ou de la télévision.
Voici en ce qui concerne Mendès France.
J'ai eu ensuite la visite de la Jeune République.
La Jeune République s'affirme décidée à assurer la succession, sur le plan social, du MRP, et n'a manifesté aucun désaccord sur le programme du Parti.
J'ai eu une rencontre officieuse, -les intéressés ayant tenu à remarquer qu'il s'agissait d'une visite officieuse et non officielle- avec deux représentants du MRP. Il s'agissait essentiellement pour eux de me faire part de la volonté, disaient-ils -je traduis, je ne trahis pas- des dirigeants de leur parti d'éviter les apparentements MRP-extrême droite partout où ils le pourraient, mais ajoutant immédiatement qu'en tout état de cause, ils ne se croyaient pas capables de les empêcher dans de nombreux cas.
(Rires)
J'en ai terminé avec les informations, je crois que nous avons aujourd'hui intérêt à ce que nous fournissions cette fois des réponses très précises aux questions qui nous sont posées.
Je crois que nous devons le faire au cours de ce débat, mais avec la préoccupation que, ce soir, quand nous aurons terminé, il y ait une position du Parti, définie d'une façon telle qu'elle soit applicable à tout le Parti.
Au moment même où nous ignorons ce que peuvent être les décisions du Conseil national, j'insiste sur le fait qu'il va nous falloir, pour ce soir, non

seulement avoir pris une attitude, mais avoir prévu en même temps les modes d'application de la décision prise.
S'il y a quelque chose d'absolument invraisemblable, c'est bien que nous prenions aujourd'hui des décisions avec l'arrière-pensée de ne pas appliquer ces décisions, les uns ou les autres.
Ce que nous avons à préserver, dans une situation comme celle-là, c'est, dans l'action, l'unité du Parti.
Je voudrais encore soulever un dernier point, formuler un vœu avant de quitter cette tribune pour la partie informative.
Des camarades viendront vraisemblablement, sûrement même, à cette tribune défendre l'hypothèse d'un apparentement dans lequel les Communistes pourraient prendre part, soit les Communistes seuls avec nous, ou autrement.
Je me permets de demander aux camarades qui vont défendre cette thèse qu'ils nous distinguent des Communistes. Je vais vous dire pourquoi.
Je sais que ce courant existe dans le Parti, et qu'il n'est pas un courant crypto-communiste, je sais qu'il existe sur le sens de l'autodéfense. Je combattrai cette position, mais je comprends qu'ils la soutiennent, mais je crains l'interprétation absolument erronée, mensongère, qui serait faite demain dans la presse crypto-communiste.
Je ne voudrais pas que, si un certain nombre de mandats, majoritaires ou minoritaires se font dans un sens d'apparentement autodéfense, ce soit traduit comme étant un courant crypto-communiste dans le Parti.
C'est pourquoi je demande à ces camarades qu'ils soient eux-mêmes les plus sévères dans l'action Communiste.
Ce n'est qu'un vœu, mais je sais que cela correspond à l'idée du parti.

André Bidet

Camarades, je veux attirer l'attention du Conseil national sur une conséquence du coup de force de M. Edgar Faure, c'est-à-dire sur les répercussions trop prévisibles de ce coup de force dans les territoires d'Outremer.
Vous savez que, dans une première lecture, l'Assemblée Nationale avait enfin fait droit à deux vieilles revendications des populations des territoires d'Outremer. M. Edgar Faure, en décidant la dissolution, a empêché le vote définitif de cette loi. Il n'y a pas de pire politique Outremer que celles des espérances éveillées et non satisfaites.
Il me semble que, dès l'ouverture de ses travaux, le Conseil national doit élever une protestation énergique et mettre le gouvernement devant ses responsabilités.
Il faut que, dans l'avenir, si des incidents se produisent Outremer, nous puissions dire : "Voilà les responsables".
La Commission nationale de l'Union française du Parti a rédigé un texte que je soumets à vos suffrages.
Voici ce texte :
"Le Conseil national du Parti Socialiste, considérant que l'institution du collège unique et l'augmentation du nombre des députés dans les territoires d'Outremer avaient été votées en première lecture, à une forte majorité, par l'Assemblée

Nationale,
Considérant que la duplicité de M. Teitgen, ministre MRP de la France d'Outremer, et sa frénésie partisane en faveur de la dissolution ont sacrifié les aspirations légitimes des populations autochtones aux intérêts particuliers d'une coalition gouvernementale condamnée par la représentation populaire,
Dénonce l'attitude inadmissible de M. Edgar Faure et de ceux de ses ministres qui, par leur coup de force du 2 décembre, ont interdit le vote d'une loi électorale honnête pour la métropole et les territoires d'Outremer,
Dénonce les manœuvres qui ont empêché de faire droit à la demande du groupe parlementaire Socialiste de réunir l'assemblée, privant ainsi le Parlement de la possibilité de se prononcer définitivement sur le texte voté par l'Assemblée Nationale.
Et tient à mettre M. Edgar Faure et ses complices devant leurs responsabilités."
Camarades, vous allez livrer une dure bataille dans la France métropolitaine, mais soyez sûrs que nos militants Outremer livreront un combat encore plus dur que l'autre.
Le vote de ce texte par vous pourrait leur faciliter leur lourde tâche.
Je vous demande d'adopter ce texte tout de suite, et à l'unanimité.
(Applaudissements)

Le président - Le texte est renvoyé, en vertu du règlement, à la Commission des résolutions. La parole est à Le Troquer.

André Le Troquer

Camarades, le Conseil national est réuni pour discuter de la tactique électorale. Je considère qu'il faut savoir non seulement dans quelles conditions on se battra, mais pourquoi et contre quoi.
Je vais faire un récit très bref d'une séance fort instructive du groupe parlementaire, la dernière.
On avait envisagé ce que serait la dissolution, et j'avais dit, faisant une lapalissade : "La chambre sera dissoute !"
Un certain nombre de camarades, parmi les plus qualifiés, ont protesté. On a invoqué la constitution, l'article 12, qui permet, avec la majorité constitutionnelle, de demander la convocation en session extraordinaire du Parlement.
Je n'ai rien dit parce que j'avais l'impression que j'étais tout seul, mais ma lapalissade s'est avérée exacte, parce que l'Assemblée Nationale est dissoute, et je disais tout à l'heure à Daniel Mayer, avec un peu d'humour : "Quand Edgar Faure vous a répondu, il a été fort obligeant, il a été fort aimable, il vous a encore appelé M. le président, entraîné sans doute par l'habitude, mais vous n'étiez plus rien, nous ne sommes plus rien. Il n'y a plus de Parlement."
Je voudrais attirer là-dessus l'attention des camarades, et c'est une des formules de Guy Mollet, tout à l'heure, qui m'y amène. Il s'agit de savoir si le Parti est pour la dissolution ou s'il doit être contre.
Je vais le dire très fort : il doit être contre, et tout de suite, parce que la

Contribution Jean Jaurès

dissolution a été appliquée par le gouvernement. M. Edgar Faure, me dit-on, a hésité, il pouvait, mais il a été un apprenti sorcier.
Il a été un apprenti sorcier parce qu'il a déclenché une situation infiniment grave pour les républicains, et je voudrais attirer l'attention de tous les délégués des fédérations qui sont ici.
Imaginez, hypothèse impossible, mais qui doit être regardée tout de même, la constitution a prévu le cas de guerre. La guerre ne peut être subie ou déclarée que conformément aux dispositions constitutionnelles. Il faut un vote du Parlement. Si nous étions attaqués, hypothèse absurde, il n'y aurait pas de Réplique convenable constitutionnelle. Il faut un vote du Parlement.
Imaginez encore que le Président du Conseil des ministres décède ou disparaisse, la constitution l'a prévu. Elle a dit : dans ce cas le Conseil des ministres peut nommer un intérimaire, mais j'émets une hypothèse -et je le fais avec beaucoup de tact, j'espère, et de discrétion- imaginez que, par un empêchement imprévu, par décès, la présidence de la République devienne vacante, il n'y a pas de possibilité de pourvoir au remplacement du Président. Je m'élève en effet contre l'interprétation donnée par le bureau de l'assemblée. Il n'y a plus d'assemblée, et par conséquent plus de président de l'assemblée.
L'article 41 a prévu la possibilité pour le président de l'assemblée de remplacer le Président de la République pendant les dix jours où il doit être élu, mais celui-ci n'a pas plus qualité que l'un d'entre nous, parlementaires d'hier, qui ne le sont plus aujourd'hui.
Il y a des choses plus graves encore, aucune assemblée ne représente le Parlement, et Monnerville a très bien dit, dans un souci républicain, qu'il y avait une assemblée permanente, mais que l'article 9 prévoyait que le Conseil de la République devait se réunir en même temps que l'Assemblée Nationale. En conséquence, il n'y a plus de Parlement.
Alors, je le dis au Conseil national, il faut que nous disions très nettement ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas.
M. Edgar Faure a fait un coup de force, car il n'était pas obligé de dissoudre l'assemblée. Il l'a fait, et régulièrement, dans la forme, constitutionnellement, et cela nous amène à cette situation invraisemblable d'un gouvernement mis en minorité de 100 voix qui a les pouvoirs, pour longtemps. Et on ne parle même pas d'expédition des affaires courantes dans la constitution. On dit à l'article 49 : il est démissionnaire quand il est battu à la majorité, mais à l'article 52 : il reste en fonction.
Combien de temps restera-t-il en fonction ? Les élections ont lieu le 2 janvier, on élira le bureau de l’assemblée le 26, et d'ici qu'il y ait un gouvernement pour remplacer celui de M. Edgar Faure, la légalité sera appliquée par M. Edgar Faure, qui restera ministre après avoir été battu par une majorité écrasante, il restera chef du gouvernement, chef du pouvoir exécutif, et je n'ai pas besoin de vous dire que c'est sans contrôle !
Est-ce que c'est cela qu'on veut, qu'on a voulu ? Je m'élève contre cette situation et je demande au Parti d'y réfléchir.
Je suis contre la dissolution d'une façon définitive maintenant, voyez ce que

représente le gouvernement dans un régime démocratique : il représente l'émanation des assemblées. Le suffrage universel est le souverain, il doit rester le souverain, c'est lui qui commande. Il n'est pas admissible qu'un gouvernement battu devienne le maître pendant des semaines et des mois.
(Applaudissements)
J'attire votre attention sur ce point. La constitution est mal faite, c'est possible, mais quand nous aurons à la réviser, nous aurons à nous prononcer sur un principe très grave : est-ce qu'un gouvernement doit dominer les représentants du suffrage universel qui sent la représentation de la souveraineté populaire. L'article 3 le dit, mais l'article 3 est bafoué par le reste de la constitution.
J'attire votre attention sur la gravité de la situation dans laquelle nous sommes, et dans laquelle nous serions si nous acceptions l'idée baroque, invraisemblable, paradoxale, que c'est un gouvernement battu qui peut diriger, qu'il suffit de renverser un gouvernement pour diriger.
On a parlé de stabilité ministérielle, mais quand un gouvernement ne fait pas la politique voulue par ceux qui sont qualifiés pour juger les représentants, il vaut mieux en changer tous les six mois, huit mois, dix mois, que de voir le suffrage universel bafoué.
C'est la plate-forme électorale que vous devriez prendre demain : un coup de force, c'est vrai, mais menace pour la République.

Christian Pineau

Le Conseil national a pour principale tâche de discuter les programmes.
Nous ne nous faisons aucune illusion, nous n'aurons entre nous aucune espèce de difficulté sur les programmes, aucune difficulté sur la condamnation des méthodes gouvernementales, le seul point qui sera réellement mis en discussion aujourd'hui, c'est le problème des apparentements.
Nous avons le choix entre quatre solutions : ou aucun apparentement, position de principe, ou apparentement avec les Communistes seuls, ou apparentement avec les Communistes et les radicaux dans la mesure où les radicaux l'acceptent, ou apparentement avec les radicaux, et quand je dis "les radicaux" je pense à M. Mendès France et à ses amis, et bien entendu pas aux autres.
Je suis peut-être assez mal placé pour parler le premier de la question des apparentements, car, en 1951, j'étais de ceux qui étaient contre par principe.
La première question qui se pose est celle de l'apparentement avec les Communistes, et au fond, apparentement avec les Communistes, ou apparentement avec les Communistes et certains radicaux, le problème n'est pas fondamentalement différent.
Je suis, pour ma part, résolument hostile, quelles que soient les circonstances, à tout apparentement avec le parti Communiste.
Il y a à cela des raisons de fond et des raisons de tactique, les raisons de tactique n'ayant pas d'ailleurs tellement moins d'importance que les raisons de fond.
Sur les raisons de fond, il y a un certain nombre de problèmes que nous connaissons bien, et sur lesquels je ne veux pas revenir aujourd'hui.
Je ne veux pas revenir en particulier sur tout ce qui nous a opposé au Parti

Fondation Jean Jaurès

Communiste, et je crois d'ailleurs très franchement que se serait une faute, dans les circonstances politiques actuelles, de prendre comme première plate-forme électorale un anti-communisme forcené.
Ce serait inutile et maladroit. Si nous avons conservé, les uns et les autres, à l'égard du parti Communiste, des sentiments qui n'ont pas changé, il est bien certain que la grande bataille est à livrer contre la Droite, et que c'est là-dessus que doit porter l'essentiel de nos efforts.
Il n'en reste pas moins que nous avons entre nous à considérer les raisons profondes qui s'opposent à une alliance contre les Communistes.
Je n'insisterai pas sur un certain nombre de thèmes traditionnels, ce n'est pas le moment de rappeler entre nous les problèmes qui se sont posés au cours de la scission de Tours et qui sont toujours valables, car les conditions de Tours, à mon avis, n'ont jamais été démenties.
Mais ce sont des arguments qui ne touchent plus beaucoup à l'heure actuelle nos auditoires électoraux, il s'agit de problèmes anciens, et que certains peuvent, à juste titre, estimer dépassés, tout au moins sur le terrain de la propagande, mais il y a un point sur lequel je voudrais particulièrement insister, car il pose le problème même de l'existence du Parti Socialiste et de son rôle au cours des années qui vont venir.
C'est un problème qui a été évoqué au sein de la CGT et je crois que nous n'avons peut-être pas attaché assez d'importance à la grande discussion doctrinale qui a opposé Benoît Frachon et un certain nombre de syndicalistes de la CGT sur le problème de la paupérisation des masses.
Je crois que c'est un problème essentiel pour l'examen que nous devons faire aujourd'hui de la situation, et je m'explique.
La grande différence entre les deux thèses soutenues devant la CGT, c'est que l'une admet qu'en régime capitaliste il est tout à fait inutile de faire quoi que ce soit pour améliorer la condition des travailleurs et pour modifier la structure économique, tant que l'on reste dans le cadre du régime capitaliste, l'autre thèse, qui était celle de Lebrun, est qu'en attendant la révolution Communiste, le Parti Communiste devait essayer dans une très large mesure d'améliorer la situation des travailleurs et de transformer autant qu'il le pourrait, par des mesures réformistes, les conditions économiques de la vie actuelle.
La CGT s'est prononcée à une très large majorité pour la thèse de la paupérisation qui est celle de Benoît Frachon, et bien entendu, celle du chef du Parti Communiste Maurice Thorez.
Qu'en est-il résulté ?
Il en résulte que, maintenant, à l'égard du grand patronat français et de la Droite, le Parti Socialiste se trouve le seul qui puisse à l'heure actuelle valablement, et avec le désir de les faire aboutir, proposer des améliorations d'ordre social et d'ordre économique, en attendant une révolution hypothétique du Parti Communiste.
Qu'en résulte-t-il ? C'est qu'à partir de ce moment-là, ce n'est plus le Parti Communiste qui devient le grand ennemi de la réaction française, c'est le parti Socialiste, car le patronat estime maintenant, à tort ou à raison, qu'il n'a plus à

craindre quoi que ce soit de la part des Communistes. Il sait que leur agressivité a considérablement diminuée sur le plan de l'action de masse. Il ne craint plus de mouvements aussi violents que ceux de 1947 et 1948, et, je le répète, à tort ou à raison, il n'imagine pas de révolution Communiste possible dans un délai plus ou moins rapproché.

Par conséquent, ce qui l'intéresse, c'est exclusivement tout ce qui peut menacer les avantages qu'il a acquis, et tout ce qui paît, au cours des prochaines années, diminuer les bénéfices capitalistes, ou modifier profondément la structure économique du pays.

Le patronat est bien décidé au cours de ces élections, à exécuter, non pas le Parti Communiste, mais le Parti Socialiste. Et je suis convaincu que tout ce qui s'est passé au cours de ces dernières semaines a été dirigé surtout contre le Parti Socialiste et contre tous ceux qui pourraient, par une même méthode, être associés à son action.

Ceci, camarades, est très important, car, à partir du moment où le patronat et la Droite sont décidés à éliminer en tant que tel le Parti Socialiste, ils deviennent à ce moment-là, logiquement et naturellement, partisans du Front populaire. Le Front populaire en effet, en mettant dans une très large mesure le Parti Socialiste entre les mains du Parti Communiste, a pour avantage de détourner l'action du Parti Socialiste vers celle du Parti Communiste. Or, comme ils craignent l'une et qu'ils ne craignent pas l'autre, ils ont un avantage incontestable à nous jeter dans cette voie, avantage d'autant plus grand qu'ils savaient bien que dans cette expérience nous perdrons une partie de nos troupes, et, contrairement à ce que certains pensent, cette partie de nos troupes que nous perdrons, ce sera la partie de la classe ouvrière, et probablement pas l'autre. Ils ont donc le plus grand intérêt à nous jeter dans cette voie.

Dernièrement, au cours d'un déjeuner, je me suis trouvé à coté d'un membre du grand patronat français, et je lui ai tenu ce raisonnement, que nous avons les uns et les autres tenus des dizaines et des dizaines de fois dans les couloirs de la Chambre, quand nous voulions éviter les apparentements ou un scrutin majoritaire à deux tours, je lui ai dit : "Mais faites attention, avec votre système d'apparentements ou de scrutin majoritaire à deux tours, vous allez favoriser le Front populaire". Il m'a répondu : "Mais pourquoi pas, qu'est-ce que cela peut nous faire !"

J'ai alors compris les hochements de tête que nous avions souvent constatés chez un certain nombre de nos parlementaires, des parlementaires appartenant à notre Parti, lorsque, au cours des discussions de ces dernières semaines, nous leur faisions craindre la possibilité de la reconstitution d'un Front populaire et nous étions surpris, un certain nombre d'entre nous de constater que ces idées ne soulevaient chez eux aucune crainte particulière.

Et bien camarades, j'ai acquis la conviction que c'est le piège que l'on tend à l'heure actuelle au Parti Socialiste. Car on sait bien que le Front populaire ne se présenterait pas dans les conditions de 1936, que le Parti Communiste est infiniment plus fort qu'il ne l'était à cette époque, que le Parti Socialiste l'est malheureusement moins, que le Parti Radical est profondément divisé et que,

par conséquent, la crainte du Front populaire tournerait vers les coalitions de droite ou du centre droit toute une partie de la masse électorale française. Celle-ci, par le jeu des apparentements recueillant deux tiers des suffrages, apporterait au pays une majorité et une chambre de droite qui seraient, elles, totalement aux ordres du patronat français.
Il n'y aurait plus alors que cette épreuve de force qu'ont toujours recherché dans l'histoire les partis de droite et le Parti Communiste qui ont toujours cherché à se trouver seuls en face les uns des autres, le Parti Communiste estimant que, seul en face du monde capitaliste, il pourrait le renverser, et les partis capitalistes estimant que, seuls en face des Communistes, ils auraient tous les moyens de leur barrer la route, au besoin par des moyens anti-constitutionnels.
Voila, camarades, la raison profonde pour laquelle je considère aujourd'hui, sur le fond du problème, que nous ne devons pas faire une alliance avec le Parti Communiste.
Mais il reste aussi une question de tactique électorale.
Certains camarades nous disent : "Dans un certain nombre de départements, nous faisons la majorité avec le Parti Communiste." Ce n'est vrai que pour un nombre limité de départements, et je demande à ceux de nos camarades qui ont encore l'esprit de solidarité du Parti de se dire que cette alliance qu'ils feront dans un certain nombre de départements gênera beaucoup les camarades qui, dans les autres départements, n'auront pas fait la même alliance. Car on leur reprochera, bien entendu, ce qui a été fait par des camarades dans des départements voisins.
Mais, admettons même que cette notion de solidarité ne joue pas, et admettons que les camarades en question pensent à ce qui se passe dans leur circonscription, je me suis aperçu que beaucoup d'entre eux considéraient qu'une majorité Socialiste Communiste l'emporterait aux élections, parce qu'en additionnant aux élections de 1951 les voix Communistes et les voix Socialistes, ils se sont aperçus qu'elles faisaient plus de 51% des suffrages.
Mais, camarades, pouvez-vous faire une addition de ce genre ?
Est-ce que vous supposez a priori, est-ce que vous considérez comme une chose certaine qu'à partir du moment où le Parti Socialiste, dans un département, se sera apparenté avec le Parti Communiste, il retrouvera l'intégralité de ses suffrages ?
Il risque d'en perdre un certain nombre et, à ce, moment-là, il n'y aura plus les 50%, et la proportionnelle jouera.
Entre un Parti Communiste qui, lui, aura tout gagné dans l'opération car il aura repris peut-être un certain nombre de voix et un Parti Socialiste qui aura perdu des voix du côté du Parti Communiste et du coté de sa droite, celui-ci se trouvera minorisé par rapport à sa situation antérieure.
C'est pourquoi, camarades, à part peut-être deux ou trois départements où la majorité Communiste et Socialiste atteint 60%, qui sont par conséquent à l'abri d'une surprise, je suis convaincu qu'il n'y a en France que très peu de cas où cet apparentement serait payé. Mais par contre sur l'ensemble de tous les départements français, le Parti Socialiste porterait la responsabilité des

apparentements réalisés dans quelques départements par un certain nombre de camarades.
Alors voyez-vous, camarades, le grand choix, je crois, que nous avons à faire aujourd'hui, c'est de savoir ce qui compte le plus pour nous. Est-ce que c'est le succès que nous pouvons les uns et les autres remporter dans tel ou tel de nos départements ? Ou bien est-ce que c'est l'avenir du Parti à l'issue de la bataille électorale ?
Et bien je vous le dis très nettement sans insister davantage, et j'ai le droit de le faire étant un de ceux qui sont le plus menacés dans son département, j'aurais moins d'autorité pour le faire, peut-être, si j'étais plus sûr de ma réélection, je considère qu'il vaut mieux être battu, qu'il vaut mieux avoir vingt-cinq ou trente parlementaires de moins, mais que le Parti reste une force morale dans la nation plutôt que d'arracher trois ou quatre sièges de plus au prix d'une démission ! (Applaudissements)
C'est pourquoi ma conclusion, camarades, sera très simple. Peu importe, au fond, le nombre de sièges que nous aurons. Ce qui compte, c'est que le Parti reste vivant et fort, et qu'il reste au lendemain des élections plus uni que jamais.
(Applaudissements)

Maurice Deixonne

Mes chers camarades, il y a un point sur lequel je suis d'accord avec Pineau, c'est que nous devons, les uns et les autres, apporter à la tribune, non pas notre opinion personnelle, ni même celle qui serait conforme aux intérêts de notre fédération, mais nous devons penser à l'échelle de la nation et du Parti tout entier.
En ce qui me concerne, ces conditions sont réalistes, étant de ceux qui avaient pris leurs dispositions pour ne point être candidat dans la présente campagne, et il a fallu le coup d'état d'Edgar Faure et cette espèce de prise à la gorge dans laquelle nous nous sommes trouvés pour que je me sois cru obligé de ne pas abandonner mes camarades dans une pareille conjoncture.
D'autre part, ce qui se prépare dans le Tarn, je vais vous le dire, c'est que nous irons à la bataille tout seuls sans apparentement. Par conséquent, la thèse que je vais défendre prouvera bien que je songe à des situations qui ne sont pas la nôtre, mais que je sais exister dans le pays.
Je vais tout de suite, camarades, vous lire la motion que nous avons votée et qui diffère totalement, je dois le dire, de ce que Pineau vient d'exposer à la tribune.
La voici :
"La fédération Socialiste du Tarn -et je répète c'est une position qui n'est pas la notre mais que nous voudrions voir prendre au Congrès- considérant que le coup de force de M. Edgar Faure, inspiré par le MRP et les pires réactionnaires, place tous les démocrates et en particulier notre Parti en état de légitime défense, laisse toute liberté aux fédérations d'assurer par les moyens appropriés la défaite d'une majorité de catastrophe et la victoire de la République."
(Applaudissements)
Mes chers camarades, je vois bien, et j'en ai touché un mot à Guy Mollet tout à

l'heure, lui qui porte la lourde responsabilité, le poids de la défense de l'unité du Parti, que l'on peut me dire : "Mais c'est une espèce de radicalisation, dans le sens péjoratif du terme, que tu proposes".
Eh bien, mes chers camarades, si c'était cela, et je crois que vous êtes un certain nombre à connaître mes convictions profondes, évidemment, je considérerais que je serais un misérable, je le dis tout net, de vous présenter une telle idée. D'ailleurs, encore un détail pour situer tout de même ma position : nous avons pris une décision préalable qui n'avait même pas besoin d'être prise dans le Tarn, c'est Paulette Marcoux (?) qui nous l'a suggérée, et si je l'évoque, c'est parce que, non seulement vous connaissez tous cette femme au grand cœur, mais vous savez également le souvenir précieux qui est attaché à sa personne, cette décision est la suivante : quelle que soit la décision qui va sortir de ces assises, dans le Tarn nous l'appliquerons.
Mais, mes chers camarades, je déclare que nous avons à songer à cette espèce de guerre qui va se passer dans certains départements où toutes les armes vont être employées contre notre Parti qui, Pineau le disait, devient l'ennemi n°1 de tous les adversaires sur lesquels nous savons pouvoir compter.
Eh bien, que se passe t-il ?
Je vais reprendre l'image que je citais tout à l'heure, ou plus exactement l'autre jour, à notre excellent camarade Doutrelot : nous sommes un peu dans la situation de quelqu'un, qui, passant la nuit sur un pont un peu désert, se voit attaqué par un malandrin. Eh bien, si à ce moment un passant presque providentiel vient lui prêter main forte, est-ce qu'on va lui demander l'état civil de sa grand-mère ?

Augustin Laurent - C'est que le passager n'est pas providentiel ! …

Maurice Deixonne - Nous aurons, en effet, à nous interroger sur les lendemains que nous préparerait ce passant et je vais moi-même parler d'un certain nombre de précautions qu'il est peut-être encore possible de prendre, mais en tout cas, je supplie nos camarades de certaines fédérations de faire attention. Je pense à cet ordre du jour, par exemple, qui a été publié par une certaine presse, je pense à la décision prise par les camarades du Pas-de-Calais, peut-être du Nord, textes qui ont été publiés comme étant le préambule de ce que notre Conseil national pourrait décider...

Dans la salle - C'est une interprétation !

Maurice Deixonne - Je suis persuadé que s'en est une, mais je dirai à notre camarade Mazier- je ne sais s'il est dans la salle- qu'il a écrit un article qui voulait sur le plan doctrinal, en quelque sorte, faire contrecoup à Guy Mollet, et qui nous mettait en garde, qui était une justification a priori d'une alliance avec le Parti Communiste, et qu'à mon avis, c'est précisément ce qu'il faut éviter. Je reproche également à notre ami Christian Pineau d'avoir fait l'inverse, d'avoir, lui aussi, apporté des justifications doctrinales dans un temps qui n'en comporte

Fondation Jean Jaurès

pas.
Tous les arguments qu'on peut citer, nous les connaissons. Tu nous dis : "On va perdre des troupes", mais c'est exact, et c'est exact que c'est dans les milieux ouvriers qu'on en perdrait le plus avec une alliance avec les Communistes ; à Carmaux, le maire me confirmait hier que c'était sur le plan de nos camarades FO que nous aurions le plus de réticences, mais vous ne pouvez pas ignorer qu'il y a toute une masse de gens, je pourrais citer des noms dans mon département, qui sont dans leur couloir, qui ne viennent plus voter, parce qu'ils attendent comme le plus grand jour de leur vie -c'est leur opinion- ce qui apparaîtrait comme un renouveau de l'unité ouvrière.
Alors, cela dépend des départements ; moi je ne dis pas ce qui se passe chez le voisin, mais c'est à chacun d'apprécier s'il a plus à gagner ou plus à perdre dans une hypothèse comme celle que je suis en train d'évaluer.
Que l'on vienne nous dire qu'il y a des précautions à prendre, qu'il faut voir ce que le secours providentiel nous apporterait dans les mois ou les années à venir, tout à fait d'accord et je vais tout de suite vous dire une idée qui m'a été glissée à l'oreille tout à l'heure par mon camarade Becquart, elle me parait bonne : si cette thèse que je défends était adoptée par le Congrès, nous pourrions tout de suite la corriger de la façon suivante : demander qu'après les élections, nous ayons, non plus un Conseil national, mais un Congrès qui serait alors un Congrès d'orientation politique, au lendemain de ces élections malgré tout un peu troubles et un peu hâtives, où le Parti redonnerait une boussole à ceux qui par hasard, pourraient avoir égaré la leur !
Mais ne vous y trompez pas, vous avez voté -je sais que Guy l'a combattu- le scrutin d'arrondissement, mais si on avait été à la bataille à l'arrondissement, ne croyez-vous pas que malgré toutes les précautions que nous aurions pu prendre, il y aurait eu des alliances fort variées ?

Guy Mollet - Tu le dis maintenant !

Maurice Deixonne - Je le dis maintenant ! Le temps, en tout cas, n'est plus de ressusciter cette controverse, je dis que le Parti, à tort ou à raison, a pris cette position et qu'il aurait dans cette voie rencontré des difficultés pour le moins aussi graves que celles qui résultent de la position que je lui demande de prendre.
Voilà tout ce que j'en tire et, d'autre part, mes chers amis, pour les fédérations qui adopteraient cette alliance avec les Communistes -et je répète que ce ne sera pas le cas du Tarn- je leur demande de ne pas faire de listes communes et ici j'ouvre une légère parenthèse : des listes communes, j'entends qu'il en est question peut-être moins avec les Communistes qu'avec d'autres partis, et à cet égard si l'on pouvait nous donner un état de ce qui se passe dans les départements où tout le monde n'a pas eu vis-à-vis du Parti la déférence que nous, nous avons, où il y a déjà des actes d'accomplis, ce serait bien. Je crois qu'il y a là, peut-être, des conseils à donner : pas de listes communes, cela me parait évident, surtout avec les Communistes, pas de réunions communes, pas de

manifestes communs, je suis prêt à voter cela. Il serait bien entendu que l'on n'aurait pas le droit d'aller plus loin que les apparentements et chacun sait bien, sans qu'il soit besoin de faire un dessin, qu'un apparentement n'est pas une alliance électorale. A ceux qui pourraient l'oublier, je demande de se reporter aux événements de septembre 1951 qui en ont apporté une démonstration aussi claire que possible.

D'autre part, on nous la dit tout à l'heure, même dans le cas favorable des conversations avec Mendès France, et compte tenu toujours des circonstances exceptionnelles, du peu de temps qui nous est imparti, on n'est pas arrivé à dégager un programme commun. Donc, le sort en est jeté, vous n'irez pas plus loin que cette loi d'apparentement qui nous est imposée et vous ne pourrez pas l'assortir d'un programme commun qui pourrait ressusciter peut-être le Front populaire, je n'en sais rien.

Alors, camarades, quelles objections peut-on nous opposer ? On nous dira : "Mais en 1951, vous avez fait des apparentements", je pense toujours à ces départements, à ces quelques-uns dont, pour ma part, je ne sais pas si, même s'il n'y en a que 4 ou 5, et on nous dira peut-être aussi : "Les apparentements de 1951, c'était peut-être tout le contraire de ce qui va se produire". Je réponds : "Non, non d'abord en ce qui concerne les Communistes". Je conteste que l'apparentement de 1951 ait été fait contre les Communistes. Retenez cette thèse, camarades, vous aurez peut-être besoin de l'exposer, j'estime qu'on doit lui rester fidèle : l'apparentement de 1951 n'a été fait ni contre les gaullistes, ni contre les Communistes, il a été fait contre l'addition des uns et des autres.

C'est pour éviter les 325 ou 350 voix majoritaires à l'Assemblée Nationale que nous avons, à notre corps défendant, recouru à cette mesure exceptionnelle. Si vous pensiez autrement, il faut, ou plutôt, il aurait fallu le dire et mettre carrément le Parti Communiste hors la loi, c'est là la logique du système !

Nous nous y sommes toujours refusés. A tort ou à raison, je dis que les apparentements de 1951 n'étaient pas plus dirigés contre les gaullistes avec qui nous sommes capables de nous battre par les moyens légaux que contre les Communistes, je répète que c'était contre une menace très déterminée, contre des circonstances déjà exceptionnelles -et on dirait que la vie politique en est faite dans ces temps troublés de circonstances exceptionnelles- c'est là la justification des apparentements de 1951, et, chemin faisant, j'ouvre encore cette parenthèse : camarades, je souffre pour ma part quand j'entends des camarades jugeant le passé à la lumière du présent, qui ont l'air de s'excuser d'avoir fait les apparentements en 1951.

Je trouve cela, pour ma part, fantastique ! Je vous assure qu'avec la position que j'affirme, je ne me sens nullement gêné, mais pas du tout, pour dire que dans les mêmes circonstances historiques, je serais tout prêt à les refaire pour obtenir le même résultat, à savoir le maintien de la République, et, finalement, la liquidation du RPF.

Eh bien, camarades, nous avons eu le réflexe républicain en 1951 ; je vous demande de le conserver en 1955 ou 1956.

D'ailleurs, dans les grandes circonstances historiques, (vous savez la gravité de

la situation, Le Troquer vous l'a expliquée, il vous a dit la gravité de l'acte qui a été commis, de ce véritable attentat, moins contre l'assemblée réactionnaire, celui là je m'en moquerais pour ma part, que contre le pays) il se passe ce que je vous disais sur le pont, la nuit quand on est en face de malandrins : contre les traités Laval, on a su prendre les mesures d'où sont sortis notamment le Front populaire à l'époque ; pendant la guerre, sous la résistance, et alors que nous avions des raisons fort valables, hélas, de nous méfier du Parti Communiste et de son entreprise de trahison, eh bien les alliances qui devaient se faire se sont faites, quelquefois dans le sang.
Il s'agit maintenant d'avoir ce réflexe républicain je dirai ce réflexe Socialiste.
Je déplore pour ma part, très sincèrement, que des fédérations aient pu prendre des positions, non seulement comme je viens de le faire, dans le cadre des décisions dont nous aurons à débattre, mais des positions qui sont déjà des faits accomplis, et je demande à tous ceux là de ne pas nous rejeter, de ne pas rejeter le Parti dans une entreprise qui serait une entreprise de division.
Je ne sais pas quelle mesure vous allez prendre du côté des fédérations qui se sont déjà engagées, qui n'ont pas attendu, comme nous avons voulu le faire, cette date d'aujourd'hui mardi, je demande d'être prudents : nous sortons d'événements que j'hésite à rappeler, car ils nous sont très douloureux, je vous en supplie, ne retombons pas dans les mêmes erreurs.
Nous vivons dans des circonstances troublées ; je souhaite que le Parti Socialiste apparaisse comme un guide de l'opinion républicaine, qui attend qu'on fasse front à l'attentat d'Edgar Faure, comme un guide de ce bloc des gauches qui est en train de se ressouder et qu'il n'écarte pas à la légère des attitudes qui ne seront pas prises dans tous les départements, mais qui peuvent permettre, dans les circonstances présentes difficiles, de répondre à la manœuvre d'Edgar Faure par des manœuvres qui seront victorieuses et qui, demain, assureront le triomphe de la République et le maintien du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Je m'excuse, camarades, de me donner la parole, je m'étais fait inscrire comme orateur en arrivant ici ce matin.

Gaston Defferre

Camarades, je voudrais, en ce qui me concerne, souligner un aspect du problème des apparentements qui ne semble ne pas avoir encore été évoqué à la tribune du Congrès ce matin.
En 1951, les apparentements ont eu, Deixonne l'a rappelé, un caractère purement défensif. C'est qu'il exact que les apparentements avaient pour objet d'empêcher que la conjonction des voix RPF et Communistes ne constitue la majorité de l'Assemblée Nationale.
Nous avons soutenu ce point de vue tout au long de la campagne électorale et j'avoue que, pour ma part, je croyais que nous avions été compris et que les électeurs et même que nos camarades s'étaient rendu compte que les apparentements de 1951 n'étaient en aucune façon une alliance ni

gouvernementale ni même une alliance parlementaire.
Or, je me suis rendu compte, et vous vous êtes sûrement rendu compte tous, que le grand discrédit qui est maintenant jeté sur les apparentements résulte, non seulement des manœuvres parlementaires ou gouvernementales de M. Edgar Faure, mais aussi du fait qu'au lendemain des apparentements, alors que dans l'opinion publique un certain nombre de gens avaient cru que ceux qui s'étaient apparentés étaient d'accord, au moins sur un minimum de programme, les apparentés de 1951 se sont divisés.
Ce n'est pas notre faute, c'est la faute du MRP mais néanmoins les apparentés se sont non seulement divisés, mais dressés les uns contre les autres et pendant cinq ans on a assisté au spectacle que vous avez connu à l'Assemblée Nationale, de chutes du gouvernement de plus en plus fréquentes et d'incohérences, et d'incapacités gouvernementales.
Actuellement, contre notre gré, nous sommes de nouveau saisis de ce problème des apparentements.
Notre fédération, la fédération des Bouches-du-Rhône, pense que si le Parti Socialiste doit contracter les apparentements, ou s'il peut le faire, notre devoir est de donner à ces apparentements un caractère complètement différent de celui qu'ils avaient en 1951. Il ne faut plus cette fois ci que si apparentements il y a, l'opinion publique ait le sentiment d'être trompée. Libre à la Droite de le faire si elle le veut, nous ne devons pas le faire et nous devons prendre pour base des apparentements à notre avis, à l'avis de la fédération des Bouches du Rhône, non pas tel ou tel scrutin pour l'investiture ou la chute de Mendès France, non pas tel ou tel scrutin contre ou pour le scrutin d'arrondissement, mais nous devons prendre pour base, non pas, ce serait peut-être trop ambitieux, un programme minimum, mais une entente minimum sur une base politique.
Si nous nous présentons devant le pays en disant : nous sommes d'accord avec telle et telle formation politique sur l'Afrique du Nord, sur les questions sociales, sur les questions économiques, alors on comprendra notre apparentement et ce dernier aura un caractère absolument différent de celui des modérés, car eux n'auront aucune base politique commune, car eux vont de nouveau se dresser les uns contre les autres dans des combinaisons électorales et ne vont chercher à faire de l'apparentement qu'un système de manœuvres électorales, qu'un système d'intrigues, de combinaisons, et si face à cette bataille personnelle, à cette bataille qui a un côté sordide, à cette bataille de ceux qu'on a appelés "le syndicat des sortants", si face à cela, il y a une sorte de front politique constitué entre un certain nombre de formations et s'il a son aboutissement dans un apparentement, le pays le comprendra, l'approuvera et nous pouvons espérer qu'il se créera un grand courant d'opinion dans le pays en notre faveur.
A partir du moment où ce principe est posé, où il est admis, alors le choix des apparentements devient beaucoup plus facile.
Avec qui alors pouvons-nous nous apparenter ?
Bien entendu, il est impossible de nous apparenter avec toute la Droite et notamment avec le MRP puisque nous sommes en total désaccord avec eux sur toutes les questions, qu'il s'agisse de la politique sociale, économique,

financière, ou d'Afrique du Nord.
Pouvons-nous nous apparenter avec le Parti Communiste ? La fédération des Bouches-du-Rhône a dit non à une énorme majorité.
Je ne veux pas revenir sur les arguments exposés par Pineau, je veux seulement ajouter un mot : qu'est-ce qui fait la force des Partis Socialistes en Angleterre, en Suède, en Norvège ? C'est l'appui d'organisations syndicales, non seulement fortes, mais à tendance Socialiste. Nous avons fait de notre mieux pour soutenir Force ouvrière, mais est-ce que vous ne pensez pas que si nous nous entendions demain avec le Parti Communiste, nous porterions un coup mortel à Force ouvrière ? Est-ce que vous ne pensez pas que les syndicales libres seraient désemparées et n'auraient plus de raison d'être ?
Je sais qu'on nous a dit : "Il faut sauver la laïcité ", et rien que pour Marseille voilà le paquet de télégrammes que je viens de recevoir des Communistes marseillais qui se disent défendre la laïcité, mais je crois sincèrement, camarades, que les Communistes ne sont pas qualifiés pour parler de laïcité, qu'ils ne le sont pas véritablement et que ce ne serait pas défendre la laïcité que de s'apparenter avec le Parti Communiste.
Et puis, et c'est le dernier argument que je veux donner, si on admet cette idée qu'il ne peut y avoir apparentement qu'avec un minimum d'accord politique, est-ce que nous sommes d'accord avec eux sur la politique d'Afrique du Nord, par exemple ? Ils sont pour le départ de la France d'Afrique du Nord, nous sommes pour que la France reste en Afrique du Nord en modifiant la nature des liens qui nous unissent à ces pays, mais nous ne sommes pas pour le départ.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, ce que je voulais dire au point de vue du sens qu'il faut donner à l'apparentement et je veux conclure tout de suite, car si j'ai, cru pouvoir me donner la parole étant Président, je veux être bref.
Je pense que si nous donnons à notre apparentement ce sens, ce sens politique, il n'aura plus cet aspect immoral que peut avoir un apparentement qui n'est qu'un apparentement purement électoral, qui est un apparentement sans lendemain, un apparentement qui n’a pour objet que de piper les voies des électeurs et qui a oublié, le lendemain des élections, les engagements pris.
Et c'est pourquoi je me tourne, non seulement vers le Conseil national, mais vers le Bureau, et je demande qu'une tentative soit faite pour établir, sinon un programme du moins une déclaration commune sur un certain nombre de points qui nous permettra, alors, de savoir avec qui nous pouvons nous apparenter, car tous ceux qui se seront déclarés favorables à cette énumération, à ce nombre de points limités, établis, seront des hommes avec lesquels nous pourrons demain voter au Parlement, avec lesquels nous pouvons aujourd'hui nous apparenter.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lamarque-Cando.

Charles Lamarque-Cando (Landes)

Ce n'est pas, camarades, une opinion personnelle que je viens porter à cette

tribune, c'est celle du Conseil Fédéral que nous avons tenu dimanche matin.
Nous n'avons pas repoussé d'une façon catégorique la possibilité d'apparentement, et nous n'avons même pas repoussé la possibilité d'apparentement, sous certaines formes, avec le Parti Communiste.
Je dois vous dire que ce n'est pas là mon opinion personnelle, que je n'ai pas changé d'avis, et je l'ai dit, que je n'ai pas, que je ne peux pas compter demain plus qu'hier sur le Parti Communiste pour défendre les institutions républicaines et pour défendre la laïcité. Et je me souviens que je n'avais pas pu faire confiance à Maurice Thorez quand on voulait en faire un Président du Conseil.
Je n'ai pas changé d'avis pour ma part, mais un certain nombre de camarades ont été, je crois, très influencés par la propagande menée par le cartel d'action laïque, et je crois que certains de nos camarades sont quelque peu imprudents.
Je souhaite que ce Conseil national fasse ce que Defferre nous a demandés, et je souhaite que les conditions dans lesquelles nous pourrons nous apparenter soient précises et qu'elles soient les mêmes pour tous.
Nous avons rejeté l'idée de l'autonomie et nous ne voulons pas que le Parti Socialiste se transforme en un Parti Radical.
Les consignes devront être les mêmes pour tous et il faudra qu'on les respecte partout.
La fédération des Landes est une de celles qui est, comme Pineau disait tout à l'heure, peut-être à même, avec les apparentements Communistes, d'avoir la majorité absolue, si l'on tient compte des chiffres de 1951 -c'est ainsi- largement, et, bien entendu, c'est tentant pour certains camarades de s'arrêter à cette idée que l'on pourrait balayer le MRP qui nous a trompés et un Radical qui nous a trompés aussi, de balayer la Droite qui, en ce moment-ci, est en train de tenter de faire des listes. Et c'est pour cela que la fédération des Landes, si elle n'a pas adopté la position de la fédération du Pas-de-Calais, veut quand même qu'on prenne beaucoup de précautions.
Nous ne voulons pas nous rallier à qui que ce soit. Nous ne voulons pas paraître nous rallier tant soit peu au Parti Communiste, et nous ne voulons pas accepter ses conditions ; nous voulons qu'il ait accepté les nôtres.
Et nous ne voulons pas davantage nous rallier à Pierre Mendès France. Nous ne voulons pas paraître aller à la bataille sous sa bannière, pour toutes sortes de raisons : parce qu'il ne nous inspire pas confiance, parce qu'il a tenté, sans aucun doute, de faire éclater le Parti Socialiste, et il a réussi à faire éclater le Parti Radical, et on peut se demander, à cette heure-ci, quelle force réelle il représente, puisque, si l'on en croit certains renseignements, il ne réussit plus à dominer la situation dans son propre département.
Nous ne voulons donc pas d'apparentement inconditionnel pour les raisons exposées par Defferre, parce que se serait une dangereuse déception pour l'opinion publique si, demain encore, elle constatait que nous n'avons fait que des apparentements électoraux et qu'ils ne peuvent avoir aucun prolongement pour une construction ou une action constructive quelconque au Parlement.
Pour défendre les institutions républicaines, il faut aussi ne pas décevoir l'opinion publique et ne pas décourager l'électeur d'utiliser son bulletin de vote.

Fondation Jean-Jaurès

Aussi, nous demandons que ce soit le Parti Socialiste qui prenne la tête du front républicain. Nous avons dit, à la fédération Socialiste : nous ne voulons pas du front commun, nous ne voulons pas nous trouver seuls avec les Communistes. Sous certaines conditions acceptées par eux et acceptées par d'autres, nous pourrions accepter des apparentements : un programme minimum -nous y verrions naturellement des engagements précis et nécessaires pour la défense de l'école laïque-, la loi électorale, la seule suppression des apparentements, au moins cela, politique extérieure, la solidarité atlantique européenne maintenue.
Un de nos camarades, qui est peut-être le plus favorable à l'entente éventuelle avec les Communistes, a fait observer qu'il fallait, bien entendu, que l'on précise l'attitude que nous prendrions en Afrique du Nord, et il est partisan du maintien de la présence française en Afrique du Nord, et, bien entendu, d'assurer à l'Afrique du Nord le développement économique, social et culturel, et, pour ce qui est de l'Algérie, l'association la plus étroite avec la France.
Je pense que si nous mettions sur pied un programme qui est très court, très précis, de cette nature, et que si le Parti Socialiste disait : "Nous sommes le plus grand parti républicain, et peut-être, à l'heure actuelle, le seul parti républicain, nous sommes les seuls à pouvoir sonner le ralliement", l'opinion publique finirait peut-être par nous découvrir tels que nous sommes.
(Applaudissements)

Etienne Weill-Reynal (Oise)

Camarades, Le Troquer a eu raison d'attirer l'attention du Conseil national sur une question qui sera sûrement posée au cours de la campagne électorale.
Il y a eu une dissolution. Que doit-on en penser ? Quels enseignements doit-on en tirer dans l'avenir ?
Nous savons déjà que les partis de droite et que M. Edgar Faure proposeront, après les élections, une réforme de la constitution qui permettra un usage plus fréquent de la dissolution. Par conséquent, c'est un problème auquel nous ne pouvons pas nous dérober.
Le motif invoqué pour pratiquer la dissolution, c'est qu'il est nécessaire de remédier à l'instabilité ministérielle.
Nous pourrons, et nous devrons observer que c'est une singulière manière de remédier à l'instabilité ministérielle que d'introduire l'instabilité parlementaire. Par conséquent, on remplace un mal par un mal pire, et, à cet égard, Le Troquer a absolument raison.
Néanmoins, je ne tire pas de considérants communs la même conclusion que lui, et voici pourquoi :
En premier lieu, si nous nous opposons, après les élections, à toute dissolution, nous serons certainement battus, et il ne serait pas bon de n'avoir qu'une position négative. Mais encore, je ne suis pas complètement en accord avec lui sur ses conclusions en elles-mêmes.
Ce qu'il y a de vrai dans ce qu'il dit, c'est que l'on ne doit pas abaisser le Parlement devant le gouvernement. Il faut donc trouver un moyen de permettre à cette assemblée d'affirmer sa volonté en face du gouvernement. Et voilà, à mon

avis, comment il faut poser le problème :
Eh France, contrairement à la situation en Angleterre, tout gouvernement, toute majorité, est normalement le résultat d'une coalition. Nous n'avons pas, comme en Angleterre -c'est une question de fait qui durera probablement très longtemps- deux partis opposés.
Donc, lorsqu'il y a une investiture, c'est une sorte de contrat, comme l'avait dit Léon Blum, entre le gouvernement et la coalition gouvernementale qui l'institué. Il y a une majorité, et il y a une minorité qui refuse d'investir ce gouvernement. Si les membres de la majorité continuent à voter pour le gouvernement, c'est normal et régulier ; si la minorité continue à voter contre le gouvernement, c'est la même chose.
Ceux qui doivent des comptes, ce sont ceux qui faisaient partie de la majorité et qui se joignent à la minorité pour renverser le gouvernement.
Voilà donc comment se pose le problème, et c'est pourquoi nous proposons, et la question a été déjà soumise au printemps au Comité directeur et au groupe parlementaire, et c'est cette résolution qui avait été accueillie avec une
certaine faveur, mais sur laquelle vos organes n'avaient pas encore pris position, que je représente devant le Conseil national, c'est pourquoi, dis-je, nous proposons ceci :
On institue un délai de 21 jours. Pendant ce délai, la défection, puisque c'est elle qui a les responsabilités, doit, ou bien s'unir à l'ancienne opposition pour constituer une nouvelle majorité et un nouveau gouvernement -c'est l'issue normale de la crise -, ou bien, si elle en est incapable, elle doit voter une motion redonnant la confiance au gouvernement démissionnaire et annulant cette décision, ou bien, si elle ne peut ou ne veut ni l'un ni l'autre, elle doit se joindre à l'ancienne minorité pour autoriser le gouvernement à la dissoudre.
Voilà les trois positions qu'elle peut prendre.
Si elle laisse passer les 21 jours, sans en avoir pris aucune, elle aura montré ainsi son incapacité, et le gouvernement aura alors le droit de dissoudre l'assemblée. Mais, dans l'un ou l'autre cas, qu'il ait été autorisé dans le délai de 21 jours ou que ce délai soit passé sans qu'une position ait été prise, il faudra que le décret de dissolution explique pourquoi, le contrat ayant été conclu, une partie de l'ancienne majorité a violé ce contrat.
Et ainsi, le pays saura, au contraire de la situation actuelle, pourquoi on dissout, que c'est une question de malentendu, de désaccord entre l'ancienne majorité et le gouvernement qu'elle avait investi.
Voilà, à notre avis, la solution que l'on peut présenter au pays, et vous aurez ainsi donné une réponse à une question qui se pose effectivement.
Et c'est pourquoi je vais vous lire la motion que je vous demande de renvoyer à la Commission des résolutions, pour qu'elle vous rapporte, à la fin de ce Conseil national, et qui est ainsi libellée :
"Pour remédier à l'instabilité ministérielle, le Parti Socialiste propose un système fondé sur les principes suivants :
1°- Un gouvernement mis en minorité continue d'exercer tous ses pouvoirs jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale "ait donné l'investiture à un autre Président

Fondation Jean Jaurès

du Conseil.
2°- Pendant les 21 jours qui suivent la démission collective d'un gouvernement, l'assemblée a le choix entre les trois solutions suivantes :
- investir un nouveau gouvernement,
- redonner sa confiance au gouvernement démissionnaire,
- autoriser sa propre dissolution.
3°- Passé le délai de 21 jours, le gouvernement démissionnaire non remplacé peut dissoudre l'assemblée en exposant les motifs dans le décret de dissolution signé malentendu, de désaccord entre l'ancienne majorité et le gouvernement qu'elle avait investi."
Voilà, à notre avis, la solution que l'on peut présenter au pays, et vous aurez ainsi donné une réponse à une question qui se pose effectivement.
Et c'est pourquoi je vais vous lire la motion que je vous demande de renvoyer à la Commission des résolutions :
"Pour remédier à l'instabilité ministérielle, le Parti Socialiste propose un système fondé sur les principes suivants :
1°- Un gouvernement mis en minorité continue d'exercer tous ses pouvoirs jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait donné l'investiture à un autre Président du Conseil.
2° - Pendant les 21 jours qui suivent la démission collective d'un gouvernement, l'assemblée a le choix entre trois solutions suivantes :
- investir un nouveau gouvernement,
- redonner sa confiance au gouvernement démissionnaire,
- autoriser sa propre dissolution.
3° - Passé le délai de 21 jours, le gouvernement démissionnaire non remplacé peut dissoudre l'assemblée en exposant les motifs dans le décret de dissolution signé du Président de la République".
Voilà les dispositions essentielles. On peut en ajouter deux sur lesquelles il peut y avoir discussion, à savoir : si l'on doit introduire la proposition, qui avait été faite par Mendès France, qu'aucun ministre de l'ancien gouvernement ne pourra faire partie du nouveau, et, secundo, si un gouvernement non missionnaire peut dissoudre l'assemblée, ce qui peut être controversé.
Et voici pourquoi la question se pose : supposez qu'un nouveau gouvernement ait été, en effet, investi, qu'il veuille montrer qu'il n'est pas le résultat d'une coalition sans lendemain, qu'il veuille demander au pays de confirmer la nouvelle majorité. Il faut pouvoir lui donner le droit de dissoudre.
Voilà, mes chers camarades, les propositions que je vous présente. Je crois que la question en vaut la peine, et je vous demande simplement de renvoyer cette motion pour examen à la Commission des résolutions.
(Applaudissements)

Le président - La proposition sera soumise à la Commission des résolutions.
La parole est à Silber, de l'Isère.

Collection Jean Daniel

Silber

Camarades, je voudrais tout d'abord vous présenter un bilan objectif, celui de la situation telle que je la vois à la veille de la consultation électorale.

L'assemblée qui vient d'être dissoute a prouvé son impuissance devant tous les problèmes majeurs, elle devait être frappée de la même impuissance devant le problème électoral.

Et nous voilà maintenant nantis d'élections brusquées, avec un mode de scrutin truqué qui est entre les mains de la Droite. "Le Monde" des 5, 6 et 8 novembre a donné une statistique partielle des conséquences possibles des apparentements, d'après les suffrages de 1951.

J'ai jugé utile de reprendre ces calculs et ce sont les conclusions de ce travail que je vous d'abord vous présenter. Si les forces de droite allant du MRP à l'ancien RPF, utilisaient en plein les forces, les ressources de l'apparentement, dans les circonscriptions où ils ont obtenu alors la majorité absolue, et si certains de ces apparentements se produisaient entre la Droite et des Radicaux de Droite ou RGR là où ils ont eu lieu, en 1951, à contre courant, alors, et où ils ont obtenu tous les sièges et si de plus dans les autres circonscriptions, leurs adversaires se présentaient désunis, la proportionnelle y jouant équitablement, si j'ose dire, le résultat serait le suivant :

Sur les 544 sièges de la métropole, 330 environ droite/RGR.

10 Radicaux, 40 Socialistes, 55, je dis bien 55, Communistes, 110. Donc, 330 sur 544 pour la Droite seule.

Cette assemblée nous ramènerait à des jours lointains parmi les plus sombres de notre histoire et je ne vois qu'un terme pour la qualifier : la chambre introuvable, semblable à celle que Louis 18 avait appelée de ce nom et qui résultait également d'un artifice électoral.

Mais "Le Monde" du 5 novembre indiquait une prétendue parade dans 29 circonscriptions, Socialistes et Communistes apparentés pourraient obtenir la majorité absolue et tous les sièges, ceci avec un calcul très optimiste dont voici quel serait le résultat :

Sur 544 sièges, droite 290 environ, RGR 10, Radicaux 40, Socialistes 70, Communistes, 135. 290+10, soit 300 sièges encore au bloc des droites sur 544, ce qui aparraissait comme un contrepoison se révèle être un cautère sur une jambe de bois !

Et ceci nous rappelle une vérité historique qui est inscrite presque à chaque page de l'histoire de la 3ème République, c'est qu'à un bloc formé par les forces de droite, la Gauche ne peut s'opposer avidement que par un plan sans fissure.

Dois-je vous rappeler l'ordre moral dont Edgar Faure vient de raviver le sinistre mémoire, le bloc des gauches, le cartel des gauches, le Front populaire ?

Et nous voilà ramenés, semble-t-il du moins, à l'alternative écrasement ou Front populaire.

Les dangers de la seconde phase de l'alternative, nous les connaissons bien. J'entends déjà mon camarade de captivité Métayer me rappeler l'histoire du Parti Socialiste de l'Europe Centrale, j'entends notre Secrétaire général Guy Mollet déclarer que le Parti Communiste ne se situe ni à droite ni à gauche. Je tiens à

dire que je partage pleinement les craintes de l'un et l'opinion de l'autre.
Les dangers de la seconde phase de l'alternative, ai-je besoin de les rappeler ? Sur le plan intérieur, régression économique et sociale, statuts de l'enseignement libre ; sur le plan de la France d'Outremer, que deviendront les quelques mesures de sagesse que la Droite s'est laissée arracher à contre cœur, et qu'elle taxe déjà de mesures de faiblesse ? Et sur le plan de la politique internationale ?
Mais là n'est pas le seul danger. Je voudrais attirer votre attention sur la dégradation de l'esprit civique, sur le discrédit dans lequel sont tombés nos institutions et nos hommes politiques. Il est malheureux mais il est nécessaire de dire que ce discrédit englobe tous les hommes, qu'ils appartiennent, à la majorité qui avait à prendre ses responsabilités ou à l'opposition qui est restée fidèle au rôle qui est le sien en régime démocratique.
Mais que deviendra alors, je vous le demande, l'opinion devant une chambre élue par une supercherie électorale, qui ne serait qu'une représentation travestie de la nation ? Ce sera la levée sans frein de toutes revendications professionnelles et corporatives, les grèves, la paralysie du pays et le Front populaire même, peut-être, dressé à partir de la base et que nous serons incapables d'endiguer.
Car c'est également une vérité historique inscrite dans les pages de l'histoire de la 3ème République que l'union des gauches, bloc, cartel ou front, n'est pas un phénomène volontaire voulu par les dirigeants, mais une formation spontanée, suscitée en réaction contre les exagérations de la Droite.
Voici le bilan. Il est sombre. Est-ce à dire qu'il faille se désespérer ? Je réponds non. Ne pourrions-nous rejeter l'alternative devant laquelle on a voulu nous poser ?
Je me révolte quant à moi contre l'idée de me laisser enfermer dans un dilemme, comme un poisson stupide dans une nasse ! Il faut ranimer, et j'ai l'intime conviction que c'est encore possible, l'enthousiasme certain qu'avait suscitée l'expérience Mendès France. Pour cela il faudrait, par une manœuvre spectaculaire, provoquer un choc psychologique qui réveillerait la conscience populaire.
Une solution de ce genre, je vais vous en présenter une, qui n'a qu'un énorme défaut, c'est qu'elle ne tient pas compte de la faiblesse humaine. Il faudrait pour le moins la voix de Jaurès pour pouvoir la faire adopter.
La voici à titre d'exemple, telle que je l'ai présentée au bureau de la fédération de l'Isère :
"Le Bureau de la fédération de l'Isère du Parti Socialiste proclame sa conviction que, dans les circonstances présentes, alors que de l'aveu même du Président du Conseil des mesures graves seront à prendre d'où dépendra l'avenir de la nation, une assemblée élue par un mode de scrutin truqué ne sera qu'une représentation travestie du collège électoral dépourvue de toute autorité morale.
Il demande en conséquence au Conseil national du Parti de proposer à la nation de transformer la prochaine consultation électorale en un référendum contre les apparentements. A cet effet, le Parti Socialiste proposera à tous les partis qui se sont élevés contre le bâillon avec lequel on veut étouffer la République :

Collection Jean Jaurès

1°- de prendre l'engagement solennel de provoquer la dissolution de la nouvelle assemblée dans les quinze jours qui suivront son entrée en fonction, après avoir voté la suppression des apparentements et de la clause majoritaire de la loi électorale ;
2°- d'effectuer entre tous ceux qui auront souscrit cet engagement des apparentements, sans discrimination, dans l'ensemble des circonscriptions."
Cette solution, si ces partis pouvaient avoir la grandeur d'âme de l'accepter, permettrait des apparentements sans fissure, en les faisant porter non sur un programme mais sur une annulation pure et simple du mode de scrutin truqué. Elle serait un "non" lancé à Edgar Faure et à ses complices, dans lequel pourraient s'associer sans confusion possible des hommes de tendances diamétralement opposées, unis pour la circonstance, par un souci de justice ou même de simple et légitime défense.
Elle porte en elle des caractères de sincérité et de désintéressement, et permettrait une consultation électorale ultérieure saine, où chaque parti pourrait se présenter avec son propre programme, comme le Parti Socialiste l'avait toujours demandé.
Je suis convaincu en outre qu'elle pourrait provoquer ce choc psychologique et ce renouveau d'enthousiasme dont j ai parlé tout à l'heure.
Mais si cette proposition relève du rêve et de l'utopie, trouvez-en une autre !
Ce n'est pas la première fois que la démocratie est en péril. A l'époque de l'ordre moral, du Boulangisme, de l'affaire Dreyfus, de grandes voix se sont élevées et ont ranimé la conscience civique de la nation.
Je conjure Guy Mollet et tous nos leaders de trouver dans leur talent et dans leurs convictions des accents profonds, à la mesure de leurs illustres devanciers.
Que le Parti Socialiste aille à la bataille hardiment, en se débarrassant des complexes qui parfois le paralysent, et à la place qui est la sienne, à la pointé du combat. C'est le secret des victoires de demain !
(Applaudissements)

Guy Mollet - Quelques mots sur l'organisation du débat : ce matin nous avions pensé au bureau, à quelques-uns, que peut-être nous aurions pu faire comme la fois passée et ne pas interrompre à l'heure du déjeuner. Ceci maintenant devient impossible étant donné le nombre d'orateurs inscrits. Nous serons donc obligés d'interrompre. Nous interromprons par exemple à une heure et essaierons de reprendre à 2 heures et demi, trois heures au maximum.
J'insiste pour que chacun fasse un effort de concision parce que nous avons beaucoup de camarades de province qui désirent repartir ce soir.

Le président - La parole est à Mazier.

Antoine Mazier

Mes chers camarades, vous auriez été sans do lie surpris si le représentant de la fédération des Côtes-du-Nord on a beaucoup parlé, trop parlé même dans la presse parisienne, ne venait pas exposer le point de vue de ses camarades.

Fondation Jean Jaurès

On a beaucoup parlé de la fédération des Côtes-du-Nord parce qu'au moment des élections au Conseil régional elle avait pris une certaine position et conclu une entente avec non pas le Parti Communiste mais ses candidats, et ensuite parce que lors de son dernier Congrès fédéral elle a exprimé le souhait que soit modifiée l'orientation des rapports avec le Parti Communiste.
C'est là dessus que je voudrais d'abord m'expliquer avant d'aborder le problème d'actualité qui est celui des apparentements.
C'est exact, et avant de commencer, je tiens à dire que je répondrai volontiers à l'invitation de Guy Mollet, car j'espère que personne ne nous fera l'injure de penser que parce que la fédération des Côtes-du-Nord a adopté de telles positions elle n'est pas pour cela fidèle au Socialisme. Elle a seulement la conviction que dans les positions qu'elle désirerait voir prendre au Parti le Socialisme serait servi d'une façon plus efficace.
Au moment des élections au Conseil général par exemple, nous avons décidé de retirer nos candidats dans le canton où le Parti Communiste arrivait avant nous à condition qu'il se retire lui-même des cinq cantons où il arrivait derrière nous. Je ne vois pas en quoi véritablement nous avons trahi là les intérêts du Parti Socialiste, et je pense pour ma part que le Parti Socialiste devrait assouplir dans bien des cas une méthode qu'il reproche à d'autres d'être trop totalitaire, et qu'il devrait tenir compte de la variété de ce pays sur le plan économique, sur le plan social comme sur le plan psychologique.
Il devrait tenir compte de la différence fondamentale qu'il y a entre une élection locale et une élection de caractère national. Nous disons pour notre part qu'un conseiller municipal Communiste, qu'un conseiller général Communiste ne fait courir aucun risque au régime, aucun péril. Nous constatons que dans notre région tout au moins, et je pense que c'est la même chose dans d'autres départements, dans les conseils municipaux et dans les Conseils généraux les Communistes ont, sur les questions qui sont de la compétence de ces assemblées, écoles, voierie, les mêmes préoccupations que les conseillers Socialistes. Nous savons qu'ils peuvent émettre des vœux, qu'ils peuvent faire des propositions de caractère général que leur demande le comité central, mais cela ne tire pas à conséquence, et sur le plan du concret où se meuvent ces assemblées les ordres de Moscou sont sans portée, ni conséquences réelles ou dangereuses.
C'est pourquoi dans une situation comme celle là nous voudrions qu'on tienne toujours compte de la grande diversité de nos régions, des conditions historiques, des révolutions, de la vertu et du caractère de l'implantation du Socialisme qui, dans certaines régions, est enraciné -elles ont de la chance- dans une mentalité ouvrière qui a su résister à la pression Communiste, mais qui dans d'autres régions doit s'appuyer sur l'anti-cléricalisme toujours nécessaire, dans d'autres encore sur une démocratie paysanne plus évoluée que celle que nous connaissons ailleurs.
Par conséquent nous estimons pour notre part que lorsque nous avons fait cela sur le plan local, nous n'avons pas desservi les intérêts du Parti, et nous ne pensons pas encourir un blâme sérieux et sévère.

Je tiens à ajouter que cette tactique que nous avons appliquée, nous l'avons appliquée en 1955, alors que nous l'avions refusée dans les consultations précédentes, parce qu'en 1955 le Parti Communiste ne posait aucune condition. Il est bien évident -et par-là on reconnaîtra que nous sommes fidèles au Parti- que si le Parti Communiste avait demandé à notre candidat d'appuyer des déclarations contraires aux directives générales du Parti, contraires à la doctrine du Parti, en matière de politique extérieure par exemple, nous aurions refusé, comme nous l'avons fait dans les consultations précédentes.

Mais je crois que nous aurions intérêt dans tous les départements à tenir compte de ce fait essentiel : il se peut que dans certains départements le Communiste apparaisse comme l'adversaire numéro un ; dans notre propre département, le Communiste est certes un adversaire que nous combattons, mais c'est un adversaire qui représente le danger d'un système qui serait sans doute insupportable et abominable, mais qui reste problématique ; et en même temps cet adversaire est l'allié nécessaire contre un adversaire qui, lui, représente un passé encore vivant et un présent que nous voulons changer.

On nous dira que, faisant cela, nous sombrons dans le neutralisme et l'opportunisme. Soit. Je connais les défauts d'une telle position et tout ce qu'on peut en dire. Mais alors il faudrait que le Parti dise vraiment ce qu'il veut ! Ou nous sommes un parti révolutionnaire qui fait fi par conséquent des mérites des conseillers généraux, des mandats parlementaires, et alors il faut le dire et il faut en même temps reconnaître que nous avons beaucoup de choses à changer et d'habitudes à perdre, ou bien nous entendons mener de front deux tâches différentes : maintenir l'espérance révolutionnaire dans une société que créera le Socialisme, et en attendant pénétrer toutes les fois que nous le pouvons les institutions afin d'arracher au régime actuel le maximum d'avantages. Dans ce cas, nous avons à la fois à sauvegarder une ferveur doctrinale, qui s'atténue singulièrement, et pas seulement dans les départements comme le mien, et aussi à adopter une tactique assez souple pour faire face à des conditions et à des situations locales différentes.

Ce que je viens de dire sur le plan des élections locales, je voudrais le dire ensuite sur le plan des élections nationales, et manifester par-là qu'à notre avis le Parti Socialiste aurait intérêt, pour accomplir la mission qui est la sienne, à modifier ses rapports avec le Parti Communiste.

Nous partageons entièrement, vous pouvez en être convaincus, votre point de vue sur la nature et les objectifs du Parti Communiste. Nous savons qu'il représente un système qui, s'il était appliqué en France, serait pour la classe ouvrière de ce pays, pour les travailleurs de ce pays pour employer une expression plus générale, une véritable régression. Seulement il existe, et nous disons qu'en présence de ce fait il s'agit de savoir quel est le meilleur moyen de combattre son influence, de la diminuer, de la réduire, et nous pensons que la méthode utilisée actuellement n'est pas la bonne. Nous savons qu'en refusant d'utiliser cette masse qui se trouve à notre gauche nous aillons contre un sentiment populaire qui est évident et profond, car il y a des centaines de milliers de gens dans ce pays qui ne comprennent pas nos querelles -qui sont

pourtant parfaitement compréhensibles, mais il faut tenir compte de l'ignorance du pays-, qui ne comprennent pas, malgré toutes les explications que nous donnons dans les Côtes-du-Nord comme partout, pourquoi il y a un fossé infranchissable entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, mais qui comprennent fort bien une chose : tant que le Parti Socialiste et le Parti Communiste auront entre eux les relations qu'ils ont aujourd'hui, il n'y aura pas de gouvernement de gauche possible, le pays est condamné à des gouvernements de droite, qui feront une politique réactionnaire contre l'intérêt des travailleurs, ou des gouvernements modérés qui ne feront pas beaucoup mieux, les législatures l'ont démontré.

Par conséquent nous ne sommes pas d'accord sur les rapports actuels avec le Parti Communiste.

Les camarades du groupe parlementaire me rendront cette justice que je ne le dis pas aujourd'hui pour la première fois et en vue d'une bataille électorale, je l'ai dit assez souvent au groupe parlementaire. Il y a deux ans notamment, je me souviens d'un jour où M. Jacques Duclos avait envoyé une lettre au président du groupe parlementaire Socialiste, et dont la lettre avait été accueillie par un éclat de rire général. Le président avait dit : "Nous ne lui répondrons pas". Je m'étais levé et avais dit que cette solution ne me paraissait pas bonne, que c'était une solution de paresse et non pas une véritable solution de combat.

Nous pensons que nous avons employé contre le Parti Communiste des slogans trop faciles, des formules qui se sont usées et qui n'ont plus de contenu vivant.

Nous croyons que c'est au parti le plus libre, le plus intelligent, au parti qui est en passe de devenir le plus fort, non pas immédiatement, non pas peut-être numériquement, mais par le rayonnement que lui donne, justement, le fait qu'il est libre en face d'un parti qui est asservi, de prendre les initiatives et de ne pas craindre les confrontations.

Au fond la position que nous avons dans le Parti Socialiste devant le Parti Communiste depuis quelques années est une position trop commode, qui révèle beaucoup plus de paresse d'esprit, de timidité et de crainte que d'intransigeance réelle. Nos interdictions de contacts avec les Communistes, que vous avez du mal comme nous à faire respecter dans vos petites communes, nos interdictions de réunions communes traduisent davantage l'appréhension des confrontations que la volonté de combattre efficacement le Parti Communiste.

Nous avons peur, au fond, de quoi ? Nous avons peur que nos troupes se laissent capturer, séduire. Nous savons que seuls, dans ce pays idéologiquement et matériellement civilisé, nous ne pouvons pas faire triompher l'ordre nouveau, mais nous repoussons avec horreur les contacts qui, occasionnellement et à certains moments, pourraient se produire. Nous sommes comme la mère de famille qui voudrait bien marier sa fille mais qui a peur de la laisser sortir parce qu'elle redoute qu'elle ramène un gosse à la maison. Et bien un gosse, même un bâtard, c'est quelque chose de vivant, c'est de la vie, et les gosses, on risque aussi de les attraper, d'ailleurs, avec les enfants de Marie que représente le MRP.

Par conséquent nous devrions laisser plus de liberté à nos sections, à nos camarades, à condition évidemment de les armer et à condition d'être sûrs d'eux,

et de cela nous pouvons l'être, et nous le serions encore plus facilement dans une perspective comme celle-là que dans la perspective d'interdiction actuelle. Nous obtiendrons d'eux qu'ils se défendent plus efficacement contre le Parti Communiste.
Notre anti-communisme sommaire, il a été valable à l'époque de la guerre froide, à l'époque où le Parti Communiste voulait lui-même rester isolé afin de mieux servir les intérêts de la Russie. Mais nous pensons maintenant que le Parti Communiste, non pas pour nous faire plaisir, non pas pour l'intérêt des travailleurs français mais dans son propre intérêt, cherche à nouer de nouveaux rapports avec ses voisins. Nous pensons qu'il ne faut pas rejeter ces offres sans les avoir examinées, sans savoir ce que nous pourrions en tirer dans les perspectives de la détente internationale, qu'elles soient réelles ou non, que cette détente soit apparente ou qu'elle soit une réalité.
Il est inévitable que des modifications se produisent dans les rapports entre le Parti Communiste qui, à l'époque de la guerre froide, s'alignait derrière la Russie, et les autres partis. Cela, je crois que c'est inévitable, et que vous n'échapperez pas à cette évolution. Si la détente internationale continue, ce que nous souhaitons tous, la compétition se passera sur un autre plan, sur le plan de la compétition des niveaux de vie et du bien-être, et vous n'arriverez pas, dans un pays comme le nôtre, étant donné la force du Communisme, à soutenir cette compétition sans l'appui des masses électorales qui votent pour le Parti Communiste.
De plus, notre intransigeance, elle, se justifiait beaucoup plus devant un parti fort, devant un parti en expansion, solidement uni, et à ce moment là nous avons eu raison et nous nous sommes peut-être sauvés de l'absorption par le Parti Communiste. Mais aujourd'hui nous savons que ce parti est en régression, qu'il est divisé, qu'il est inquiet ; je sais bien d'ailleurs que c'est en partie pour cela qu'il veut se rapprocher de nous.
Nous savons aussi que beaucoup d'électeurs Communistes fatigués par la démagogie et par les tournants perpétuels de la direction du Parti se tourneraient vers nous, à condition que se modifie l'orientation des rapports que nous avons eus avec eux jusqu'ici, que nous ne continuions pas à les traiter d'innocents, de valets de Moscou. Il est absurde de traiter un conseiller municipal d'une petite commune de France de valet de Moscou étant donné qu'il ne sait même pas si Moscou se trouve à l'Est ou à l’Ouest !
Nous regrettons d'autant plus cette position qui est plus intransigeante en apparence qu'en réalité que le Parti Socialiste aurait, dans cette détente actuelle, un rôle immense à jouer, un rôle immense auprès de certaines couches de la population qui, malheureusement, ne s'intéressent pas assez à ce qui se passe chez nous parce que trop souvent nous avons fui les discussions, nous avons fui les confrontations, nous avons fui les échanges.
Je pense aux jeunes, je pense aux intellectuels, ces intellectuels que vous avez le droit de mépriser bien que vous ayez dû la force et le rayonnement de ce parti ouvrier à la chance que vous avez eue d'avoir eu deux grands intellectuels à votre tête pendant un demi-siècle, Jean Jaurès et Léon Blum. Les jeunes et les

intellectuels ont soif de quelque chose de nouveau.
Vous avouerez que c'est tout de même inconcevable, un tel manque de curiosité dans un parti comme le nôtre ! Le Secrétaire général -je le dis amicalement- au cours du Congrès de juillet nous mettait en garde contre des voyages au-delà du rideau de fer, et un mois plus tard le bureau de l'assemblée réactionnaire mandatait un certain nombre de ses membres pour se rendre à Moscou.
Eh bien je dis que c'est nous, c'est le Parti Socialiste qui aurait dû prendre l'initiative d'envoyer là-bas des gens pour voir ce qui s'y passe, poux pouvoir en témoigner, poux pouvoir apporter, comme l'ont fait Depreux ou Gazier, des témoignages auxquels nous croyons davantage qu'aux témoignages que nous apportent les thuriféraires du Parti Communiste, ou bien ceux qui pour des raisons de voyages économiques ou diplomatiques seront de l'autre côté, ou bien ces gens que nous respectons pour les souffrances qu'ils ont subies mais qui, ayant été victimes du régime et l'ayant fui, sont évidemment des témoins auxquels il faut prêter beaucoup de déférence et beaucoup de sympathie, mais dont il faut discuter les affirmations.
Par conséquent, je suis persuadé que si nous avions pris une attitude comme celle là, une attitude de curiosité, nous aurions soulevé un certain intérêt dans des milieux sans lesquels vous ne pouvez pas véritablement entraîner et faire vivre notre Parti.
Nous nous attachons depuis trop longtemps à des problèmes spécifiquement parlementaires ou d'organisation interne, et très jalousement préservés. Nous voulons transporter dans le pays, à une échelle importante, les problèmes de combinaisons, de dosages, de programmes établis en fonction de données d'ailleurs mouvantes, qui sont du domaine des milieux trop fermés de l'assemblée et des techniciens.
Il faut ouvrir les fenêtres, il faut assouplir les fenêtres, il faut faire un parti moins sec -vous excuserez l'expression- pour ne pas dire moins sectaire... Je ne dis pas cela pour vous convaincre, et je sais que le Secrétaire général qui prend des notes me mettra tout à l'heure en pièces avec son talent habituel, mais ce que je dis, je suis persuadé que beaucoup le pensent, et que les schémas et les formules qui sont devenus, dans le Parti, des articles du catéchisme, ont perdu une grande partie de leur valeur. Un jour viendra, et un jour que je crois proche, où vous serez obligés d'en tenir compte.
Il aurait suffi, pour que vous en teniez compte -et c'est une des raisons pour lesquelles celui qui vous parle était partisan du scrutin d'arrondissement- qu'il y ait une nouvelle loi électorale, et à ce moment là, bien sur, sans qu'il y ait eu le moindre attiédissement de notre ferveur Socialiste, vous auriez constaté qu'évidemment chaque département aurait utilisé les possibilités que lui offrait la situation locale.
Et voyez-vous, que vous le vouliez ou non, vous ne résisterez pas à une pression instinctive qui monte des larges couches populaires. Et par conséquent, convaincus que vous n'y échapperez pas, vous devez aller au devant avant de pouvoir ensuite, à force de vous y opposer avec obstination, prendre la tête ou en tous les cas discipliner cette pression. Or, à mon, sens vous vous y opposez avec

maladresse et perdez ainsi la chance de pouvoir ensuite prendre la tête.
Notre Parti, je le dis en terminant sur ce point -j'aurai vite fait ensuite de traitez de l'actualité- notre Parti s'est sclérosé. Pour lui redonner plus de souplesse, plus de vie, il faudrait autre chose, je m'excuse de le dire, et je vous prie de ne pas me conspuer, mais vous pouvez le faire si vous voulez...
Pour redonner un peu de vie à ce Parti, il suffirait que vous modifiiez le mode d'élection et de composition du Comité directeur. C'est un Comité directeur préfabriqué où par conséquent n'est représenté qu'un point de vue et où des points de vue très différents ne peuvent se faire entendre. Notre Parti me rappelle un peu cet empire romain sclérosé, qui n'arrivait pas, dans son économie cloisonnée, à trouver les exécutants nécessaires à certaines tâches.
Je pense par conséquent que le problème se posera bientôt, dans le Parti, d'un rajeunissement de ses méthodes et même de sa structure.
(Applaudissements)
Ceci dit, j'en viens à l'actualité. Ce ne sera pas long, car vous comprenez bien que ce que je viens d'exposer commande évidemment une certaine position sur le plan des apparentements que nous devons faire, ou ne pas faire, dans les circonstances présentes.
Mais ce n'est pas à un point de vue purement politique que je voudrais m'attacher actuellement. Dans les circonstances où nous sommes, en effet, nous devons faire ces observations que je viens de faire et elles nous conduisent à la conclusion que vous soupçonnez, qui est que nous devons former face à la réaction le bloc de tous ceux qui sont prêts à s'associer à nous pour l'abattre, fussent-ils Communistes !
Je prétends pour ma part que nous avons eu un grand tort, au mois de juillet, lors du Congrès national ; si nous avions laissé peser une menace de coalition massive pour faire échec à une majorité de faillite, cette majorité, soyez tranquilles, n'aurait pas songé à venir si vite devant les électeurs, sans avoir modifié la loi électorale. Au mois de juillet, nous avons dit que nous ne nous apparenterions pas au Parti Communiste, et que nous ferions des réserves vis-à-vis du MRP. La Droite avait la partie belle ; la Droite était sûre qu'il lui suffisait des quelques mois dont elle disposait pour maintenir le scrutin actuel et pour revenir en force dans la prochaine assemblée.
Le Parti Socialiste, là, a commis une faute majeure, une faute énorme. Pour ma part, je me proposais de dénoncer cette faute si mon état de santé me l'avait permis à ce moment-là.
Aujourd'hui, en tous les cas, c'est la composition de la future législature qui se joue dans cette salle et selon les décisions que nous allons prendre, la Droite pourra faire d'ici samedi, sans aucune espèce d'inquiétude, en toute sérénité, le bloc, alors que si elle sentait la menace d'être décapitée dans 20 ou 30 départements elle y réfléchirait sans doute à deux fois, et les apparentements ne se feraient pas avec la même facilité.
Il ne s'agit pas là d'un apparentement, je ne vous propose pas un apparentement politique, il s'agit, en face d'une coalition de circonstance, de nouer une coalition de circonstance. Sans elle, vous livrez ce pays à la Droite, vous découragez des

Fondation Jean Jaurès

centaines de milliers d'électeurs, vous leur enlevez ce qui, en période électorale, est le stimulant de loin le plus efficace : l'espérance du succès.
Je pense que ceux qui ont fait 5 ou 6 campagnes électorales, comme moi, savent bien que ce n'est pas sur le programme que se prononcent les électeurs, et je le déplore autant que vous, ce n'est pas sur la raison, sur la réflexion que nous devons compter, mais c'est sur leur instinct profond, qui fait appel à la ferveur, qui fait appel aux sentiments républicains. C'est de nous, par conséquent, que dépend la majorité de demain.
Vous craignez le Font populaire. "Il faut songer à l'avenir du Parti", dit Pineau, et je suis bien d'accord avec lui, croyez bien que c'est à l'avenir du Parti que nous songeons nous aussi. Nous le voyons sous une autre forme, et c'est notre droit. Je vous remercie de me laisser exprimer mes idées dans un calme que je n'attendais pas, et je vous dis tout de suite que la fédération des Côtes-du-Nord, contrairement à ce qui a été écrit, publié, respectera les décisions du Parti, comme elle les a toujours respectées, sauf dans le cas des élections locales au sujet desquelles j'ai dit que le Parti devait avoir plus de souplesse.
Que voulez-vous faire, si vous avez peur du Front populaire ? Vous voulez rester seuls ? Moi, je veux bien, vous resterez ainsi une force morale... Oui, les forces morales, ça compte. La force morale, il faut toujours que le Parti essaie effectivement de la représenter et là-dessus nous sommes bien d'accord, mais je ne vois pas comment survivra le dernier carré d'un Parti Socialiste battu et qui risque d'être écrasé ?
Je ne pense pas que vous perdriez votre base populaire en ne redoutant pas, ou même en favorisant la constitution d'un Front populaire et en vous entourant bien sûr des précautions dont nous savons qu'elles sont indispensables.
Pour ma part, je ne crains pas le Front populaire. Je ne le crains pas, parce que de même que l'instinct profond du peuple le porte vers l'unité, de même l'instinct profond de larges couches de populations les porte contre le Communisme. Le Communisme, sans doute, s'est implanté chez 25% des électeurs, mais il n'a pas pu aller plus loin, malgré des conditions qui, il y a quelques années, furent exceptionnellement favorables.
Eh bien je ne pense pas, malgré tout ce qu'on a dit du rôle des minorités agissantes, -et je sais qu'il est important- je ne pense pas qu'une telle force ne puisse pas être canalisée dans un Front Populaire qui ne s'appellerait pas comme cela, la formule n'est pas bonne, mais je ne pense pas qu'une réunion de tous les partis, y compris le Parti Communiste, pour aller à l'assaut de la Droite puisse dégénérer en je ne sais quelle victoire inévitable et fatale du Parti Communiste. A mon avis, le Parti ne restera pas vivant s'il ne répond pas à l'appel, à l'attente, des couches populaires de ce pays.
Je conclus, par conséquent, en disant que la solution que nous proposons, ne croyez pas que ce soit une solution de facilité. Une solution de facilité serait de s'abandonner aux appels du Parti Communiste, d'aller dans ces comités de défense laïque, ou tout ce que vous voudrez, qu'ils proposent à nos militants, d'y aller résignés à l'avancé à faire ce qu'ils nous demanderont. Cela, ce serait une solution de facilité. Ce n'est pas ce que propose la fédération des Côtes-du-Nord,

car elle croit qu'il faudrait aller dans ces réunions là, mais qu'il faudrait y aller pour discuter devant les gens qui sont attirés par cette idée de l'unité, qui ne sont pas tous des Communistes, et devant lesquels nous pourrions parler, que nous ne pouvons pas toucher ailleurs, et que nous pourrions toucher là pour leur montrer que c'est nous, en vérité, qui avons raison contre le Parti Communiste.

Une autre solution de facilité, c'est celle que nous avons adoptée depuis quelques années, qui au début était une solution féconde, une solution nécessaire, mais qui peu à peu est devenue une solution routinière, c'est celle qui consiste à réciter les préceptes d'un catéchisme anti-communiste et dont la Droite serait bénéficiaire.

La solution difficile, qui est la solution d'avenir, est celle qui consiste à nous affirmer dans des confrontations courageuses, au lieu de nous figer dans des oppositions sans issue. Dans l'immédiat, c'est, par tous les moyens, de faire face à une situation exceptionnelle par des moyens exceptionnels, et dont on peut limiter les conséquences lointaines, comme le disait très bien Deixonne tout à l'heure, en réunissant après les élections un Congrès national, qui fixerait l'orientation politique du Parti dans la prochaine législature.

Je ne pense pas, par conséquent, qu'en disant cela nous puissions accepter d'être accusés de tiédeur Socialiste. Nous ne sommes pas crypto-communistes, nous ne voulons pas aller à Prague, mais nous trouvons étrange que dans un Parti Socialiste on entende longtemps encore maintenir certaines positions uniquement par l'épouvantail de Prague ou de Moscou. Vraiment je ne sais pas si vous réfléchissez à l'impression que cela peut produire d'entendre le Parti Socialiste dire et répéter que de nouveaux rapports avec le Parti Communiste inévitablement et fatalement nous conduiraient à une catastrophe comme celle qu'a connue la Tchécoslovaquie.

Mais alors ce serait d'abord ignorer le passé. En 1936 est-ce que cela nous a conduits à Prague ? Cela n'a peut-être pas conduit le Parti Socialiste à recueillir tous les bénéfices qu'il aurait pu en attendre en raisons de la position prise par le Parti Communiste, mais cela a appris à des millions de travailleurs que c'était le seul moyen d'obtenir quelque chose dans le régime actuel et cela, vous ne le leur ferez pas oublier. Ils ont oublié les difficultés qu'a eues le Parti Socialiste mais ils n'ont pas oublié ce qu'ils avaient obtenu grâce à ce Front populaire, et en définitive en 1945 le Parti Communiste a été au gouvernement, et cela ne nous a pas conduits à Prague non plus.

Et au lieu de dire que l'alliance avec le Parti Communiste nous conduira inévitablement à Prague, vous feriez mieux de dire qu'en 1945 c'est le Parti Socialiste qui a pris acte de la position du Parti Communiste qui voulait nous y conduire, et nous n'y sommes pas allés.

Par conséquent, votre position qui consiste à dresser sans cesse des épouvantails alors que l'histoire même de notre parti nous prouve que ces épouvantails, vous avez été assez forts pour les écarter, je dis que c'est une position de faiblesse, que ce n'est pas une position de force.

Par conséquent nous ne voulons pas aller à Prague. Nous disons que le Front populaire ne nous y conduirait pas inévitablement, comme on a tort de le laisser

croire. On a tort aussi de laisser croire que l'expérience des Partis Socialistes de l'Est ne nous aurait pas servi d'avertissement. Mais d'avertissement pourquoi ? Non pas un avertissement pour refuser tout contact avec le Parti Communiste, dont nous avons besoin pour réaliser certaines choses sur le plan social et économique, mais un avertissement qui nous a instruits tout de même sur les précautions que nous devons prendre dans nos rapports avec lui.
Par conséquent, nous devons dire que nous sommes encore capables de faire ce barrage que nous avons déjà fait. Nous serions plus encore capables de le faire dans la perspective de rapports différents avec le Parti Communiste.
Nous sommes convaincus, pour notre part -soyez-en assurés- que le Socialisme est le seul Parti, la seule doctrine à répondre -ce qu'on a dit souvent dans ces Congrès- aux exigences de l'évolution économique comme à celles de la sauvegarde de la dignité humaine, mais il faut qu'on le sache davantage dans l'opinion, et ce n'est pas en nous refermant sur nous-mêmes, en nous isolant, en refusant tout contact, que nous porterons notre message à un pays dans lequel il doit réveiller l'espérance que, nous en sommes convaincus, il est le seul à pouvoir donner.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Conte.

Arthur Conte

Chers camarades, la position de la fédération des Pyrénées-Orientales est à l'opposé de la position que vient d'expliquer Mazier.
Certes, à l'unanimité, nous avons décidé de centrer toute notre action contre la politique de faillite et d'abandon du gouvernement actuel. Mais à l'unanimité, sans même l'ombre d'une discussion, nous avons refusé tout apparentement avec le Parti Communiste, position très simple et très claire.
Mon intention n'est pas de reprendre ici les excellents arguments développés par Christian Pineau, mais Mazier - je te le dis de toute mon amitié, combien je regarde avec une certaine inquiétude l'assurance qui est la tienne, les risques que tu prends ou le pari que tu joues !
Car tu nous parles de variété du pays et du droit de chacun de nous de nous placer différemment, selon le département où nous habitons, selon le village où nous vivons, selon le climat et notre géographie. Allons ! Doit-il y avoir une différence entre les Socialistes de Bretagne et les Socialistes des Pyrénées, entre les Socialistes de la mine et les Socialistes de la terre ? Certes, nous devons lutter contre le poids qu’exerce sur nous la géographie, mais je crois que la position du Parti Socialiste aujourd'hui plus encore que jamais, doit être une. Elle doit éviter ce que tu appelle la souplesse, mais qui est en réalité le manque de franchise à l'égard des problèmes qui sont posés à notre conscience et, pour notre part, nous souhaitons de tout cœur qu'une liberté ne soit pas donnée aux fédérations départementales et qu'une position nationale soit fixée par l'instance où nous sommes en train de discuter.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Tu nous parle aussi, avec une assurance qui me bouleverse, de dangers problématiques. Crois-tu que certains de nos camarades qui sont dans des prisons de l'autre côté du rideau de fer, pourraient accepter que nous puissions parler de dangers problématiques ?
J'ai été le premier des députés Socialistes à faire un voyage au-delà du rideau de fer. Je suis allé en Pologne avec la mission Daladier. J'y ai pu remarquer des choses remarquables sur le plan de la construction, sur le plan de certaines réalisations, mais Mazier, si tu avais vu cette terrible et pathétique tristesse que l'on voit, si tu avais pu discuter avec certains ouvriers que nous avons pu toucher, avec certaines vieilles femmes qui ne pouvaient pas craindre de nous parler, si tu avais vu le manque de liberté complète, le poids que l'on fait peser sur la République polonaise, l'exercice permanent d'un contrôle soviétique sur toutes les organisations du pays, tu n'aurais pas pris le droit de parler de dangers problématiques et de nous tromper sur ces dangers problématiques avec la sincérité qui est la tienne et la bonne foi que personne ne discute ici.
Tu nous parles de responsabilité de division de la classe ouvrière, mais nous voudrions tous ici faire l'alliance et faire l'unité avec la classe ouvrière, mais lorsque tu fais une alliance, un apparentement avec le Parti Communiste aujourd'hui, ce n'est pas avec le paysan qui vote Communiste, ce n'est pas avec l'ouvrier qui vote Communiste, ce n'est pas avec l'artisan qui vote Communiste. Tu fais alliance avec les chefs du Parti Communiste qui sont les pires adversaires de la classe ouvrière et du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Tu dis que nous avons peur. Nous hésitons, Mazier, nous avons une angoisse, nous regrettons que la classe ouvrière, par la faute même des chefs Communistes, par la faute de leur docilité aux commandements de l'étranger, nous avons peur que des Socialistes se laissent tromper, se laissent duper, alors que c'est par une position franche, loyale, devant eux, que nous garderons et les confiances que nous avons acquises et que nous gagnerons de nouvelles confiances.
Tu nous parles de certaines vagues qui montent du fonds populaire, mais il faut quelquefois savoir lutter contre certaines vagues, même si on doit en être victime sur le plan électoral.
Pour notre part, me référant d'ailleurs à un remarquable discours que je t'ai entendu prononcer à la tribune de l'assemblée lorsque nous avons discuté, je crois, des pouvoirs spéciaux à donner à Pierre Mendès France, pouvoirs économiques et financiers, je vais t’indiquer tout de suite la position de ma fédération et je souhaite que tout le Parti prenne cette position.
Pas d'apparentements possibles avec la Droite, inutile même d'en parler. Pas d'apparentements possibles avec le Parti Communiste. Je souhaite, au nom de toutes les fédérations qui se battront contre les apparentements, qu'il ne puisse pas y avoir d'hésitation de la part de ce Conseil national, parce que certaines positions qui seront prises, certaines phrases qui seront prononcées ou qui l'ont été, je le dis avec toute mon amitié, nous feront un mal extraordinaire, alors que notre position, celle que nous devons prendre, est si simple. Mais elle tombe

sous le sens ! Quelle a été notre position depuis 5 ans ? Etre seuls, mais nous n'avons pas toujours été seuls. Notre position logique, quelle est-elle ? Nous avons soutenu un homme. Il s'appelle Pierre Mendès France. Nous avons soutenu son gouvernement. Tu as été toi-même un de ceux qui ont le plus ardemment, le plus passionnément soutenu, au sein du groupe parlementaire, ce gouvernement, cette politique, cette légende qu'elle a provoquée et dans le pays, et dans le monde.

Pourquoi ne pas continuer ? Pourquoi n'être pas en accord demain avec ce que nous avons fait hier ? Pourquoi ne pas garder cette alliance ? Pourquoi ?

Pourquoi ne pas déclarer ici, aujourd'hui, un grand appel à tous les républicains? Pourquoi ne pas tendre la main à Pierre Mendès France et à ses amis. Pourquoi ne pas le faire ? Pourquoi le Parti ne le ferait-il pas ? Pourquoi certains d'entre tous peuvent-ils penser, en nous alliant avec les Communistes, ou en restant seuls, isoler Pierre Mendès France dans son Parti, isoler François Mitterrand, et les exposer à être écrasés par le poids de la réaction qui est d'abord dirigée contre eux beaucoup plus encore que contre nous. On n'a pas le droit d'abandonner des républicains comme eux, à l'heure où nous sommes. C'est un peu pour eux que le Parti doit avoir le courage, en se défendant, de se battre et d'affirmer ses positions. Nous n'avons pas le droit de les laisser isoler.

Et si je suis partisan d'un apparentement dans ma fédération, de l'apparentement avec les listes mendéssistes, ou ce qu'on appellera ainsi, je suis partisan d'un front républicain contre cette majorité d'abandon et de faillite c'est parce que je crois à son avenir.

Vois-tu, Mazier, il m'est difficile de te parler, puisque je suis le benjamin du groupe parlementaire, mais du moins je vis beaucoup parmi les jeunes et la jeunesse française est aujourd'hui mortellement angoissée, à un point extraordinaire d'intensité. Et l'on se trompe d'ailleurs quand on dit, ici ou là, que l'on s'abstiendra beaucoup aux prochaines élections, que la France est indifférente. Non, la France est silencieusement passionnée. La jeunesse de France est silencieusement passionnée, et ses yeux sont fixés aujourd'hui sur nous, c'est nous qui devrons prendre la tête d'un front républicain, contre ceux que j'appelle les coupables, et j'appelle les coupables, aussi bien les réactionnaires qui nous ont conduits à la situation où nous sommes que les Communistes qui, à tout instant, se sont rendus complices de leurs opérations ou ont aidé à leurs opérations.

(Applaudissements)

Apparentements contre les coupables, apparentements de la Gauche contre la Droite et contre l'Est, comme a dit Guy Mollet, et je crois de toute ma foi, de toute ma conviction, que si le Parti croit cela, que s'il donne son effort dans ce sens, il répondra à une attente profonde de la nation, à une attente profonde du pays, mieux encore, vois-tu, j'arrive de l'étranger, eh bien l'on attend aussi à l'étranger cette détermination de notre part, et les étrangers -ceux de nos amis j'entends- verraient avec autant de bonheur que le pays lui-même, une grande alliance entre Guy Mollet et Pierre Mendès France.

(Applaudissements)

Je sais très bien que nous répondrions à cette attente, car, j'ai voyagé tout à l'heure avec ton co-listier, ce que je découvre en vous, voyez-vous, c'est une sorte d'amer pessimisme qui m'inquiète plus que tout.
Je prends ton département comme département type, et je crois qu'il en est un, et je dis qu'il y a encore dans ce département, et dans certains milieux, l'idée que René Pleven, responsable de Dien Bien Phu peut encore faire la majorité absolue, du fait qu'il s'apparenterait avec la liste MRP et la liste indépendante.
Si tu comptes les chiffres, oui, il faut la majorité, mais si vous réussissez à faire une alliance de gauche contre Pleven et contre l'Est, je suis certain que vous empêcherez la coalition de droite de l'emporter et je suis certain que si vous répondez à l'attente profonde du pays, eh bien il y aura...

Antoine Mazier - J'espère que tu cherches à illustrer ta démonstration par un exemple local, mais que tu ne partages pas le sentiment qu'ont exprimé des camarades du Parti, qu'en réalité, toutes les réactions de la fédération des Côtes-du-Nord étaient commandées par la situation du département par rapport à M. Pleven...

Arthur Conte - Tu sais très bien que c'est hors de ma préoccupation et je l'ai dit tout à l'heure peut-être d'une manière trop nuancée, mais je considère que ton département est vraiment caractéristique des problèmes qui nous sont posés et je considère que pour l'avenir, pas pour les élections de demain, mais pour les années à venir, nous n'avons pas le droit de rester seuls, et que nous devons, je le dis de toute ma sincérité, garder des amitiés dans les partis républicains et nous acharner à garder ces amitiés.
Si même nous sommes provisoirement vaincus le 2 janvier, nous pouvons, sur cette base, préparer des jours bien meilleurs pour le Parti Socialiste et pour la République.
C'est pourquoi la fédération des Pyrénées-Orientales a pris cette position, elle engage le Conseil national, non seulement à faire une déclaration commune avec un certain nombre de Partis ou de personnalités, mais à engager l'avenir en lançant un grand et solennel appel qui serait entendu par le pays, qui trouverait une profonde résonance dans le pays et qui surtout pourrait enthousiasmer la jeunesse.
Dernièrement, j'ai participé à une conférence devant des étudiants de province qui sont à Paris, eh bien, notre Parti a beaucoup gagné auprès d'eux. Nous avons fait dans le désordre actuel un effort franc, sérieux, solide, et lorsque maintenant on leur dit : "Venez à nous, vous qui avez peur d'aller à l'Est, mais qui aussi voulez condamner ceux qui ont sur leur conscience le sang de Dien Bien Phu, les erreurs sanglantes d'Afrique du Nord, un déficit de 1 000 milliards, une crise prochaine dans toute l'Union française, et peut-être le sort du Portugal pour nous et l'absence du pays de Pasteur et de Jaurès des grandes conférences internationales où notre présence est si précieuse, nous vous proposons des solutions pour nous sauver", nous ne trouverons peut-être pas d'approbation dans quelques semaines, mais dans quelques années oui, et avec le Parti Socialiste, la

France et la République seront sauvées.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je lève la séance et je vous propose de reprendre cet après-midi à 14h30.
La séance est levée à 13h.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national extraordinaire du 6 décembre 1955

Séance de l'après-midi

Pierre Commin - Pour présider la séance de cet après-midi, nous vous proposons le bureau suivant :
Président : Albert Gazier,
Assesseurs : Guillet (Alpes-Maritimes), Poirier (Manche), Caron (Haute-Saône)
S'il n'y a pas d'opposition, je vais demander à ces camarades de prendre place immédiatement à la tribune
(Le bureau prend place à la tribune)

Le président (Albert Gazier)

Mes chers camarades, j'ai encore seize orateurs inscrits.
Je pense que vous ne verrez pas d'inconvénient à ce que l'on prononce la clôture.
Que ceux qui sont partisans d'accepter la clôture le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
La clôture des inscriptions est prononcée. J'invite néanmoins les camarades qui vont intervenir à limiter au maximum la durée de leurs interventions.
La parole est à David, des Landes, et ensuite à Rimbert de la Seine.

Marcel David (Landes)

Camarades, mon intervention sera brève après celle qu'a faite ce matin Lamarque-Cando.
Les Landes connaissaient d'ailleurs leur position. Ils sont partisans des apparentements, à la condition toutefois que soit respecté par les partis apparentés le programme minimum du comité d'action laïque, et que le programme d'apparentement soit un programme d'action commune, au point de vue social au point de vue extérieur, et qu'il soit rédigé par le Parti opposé aux partis qui voudraient s'apparenter. C'est la position des Landes.
Je ne serais pas intervenu si je n'avais pas été particulièrement ému ce matin par l'intervention de Christian Pineau, et ce sont quelques réflexions que m'a inspirées cette remarquable intervention dont je voudrais vous faire part à l'instant.
Christian Pineau nous dit : "Une différence essentielle nous sépare des

Fondation Jean-Jaurès

Communistes", en prenant l'exemple de la paupérisation. Il l'a fort bien développée. Tous ceux qui se sont penchés sur ce problème ne peuvent que l'approuver. Sur ce point là, il n'y a aucune contestation. Mais ce que je pourrais opposer, objecter à Christian Pineau, c'est qu'il voit le problème dans la doctrine, dans le fond, dans l'avenir lointain. Je voudrais, moi, voir le problème dans l'immédiat, dans la réalité d'aujourd'hui, peut-être de demain.

Un apparentement, vous le savez bien, cela ne dure pas longtemps. Nous avons eu l'expérience de 1951, et en 1951, l'apparentement a duré trois mois.

Christian Pineau nous dit : "Attention, nous allons perdre une partie de la classe ouvrière". C'est cela qui m'inquiète, et c'est pour quoi je suis venu vous confier mes scrupules à cette tribune. Nous perdons une partie de la classe ouvrière si nous ne nous apparentons pas, mais si nous nous apparentons, quelle politique va-t-il être pratiqué demain par la chambre issue des élections truquées ?

C'est là-dessus que je voudrais attirer votre attention, mes camarades. Nous avons entendu, à la Commission des finances, Monsieur Pflimlin, et nous avons eu l'impression, Pineau comme moi, que la grande crainte de Pflimlin, la grande crainte de ce gouvernement, c'était de ne pas pouvoir tenir les prix et de courir à l'inflation dans les jours qui viennent, et d'être dans l'obligation de prendre des mesures draconiennes qu'ils ne veulent pas prendre en fin de législature.

Mais demain, ils vont pratiquer une politique d'austérité. Et sur qui vont-ils pratiquer cette politique d'austérité ? Sur la classe ouvrière qui est en train de réclamer, dont le pouvoir d'achat est assez faible, plus faible que les salariés anglais que l'on prend souvent comme exemple. On va pratiquer cette politique d'austérité, et c'est la classe ouvrière française qui fera les frais de l'opération.

Alors, si nous refusons un apparentement systématique avec le Parti Communiste, est-ce que la classe ouvrière ne pourra pas nous dire un jour : "Si vous vous étiez apparentés, si vous aviez été plus nombreux pour défendre nos droits, notre pouvoir d'achat, peut-être qu'en ce moment les souffrances que nous endurons auraient été rendues plus légères".

Voilà un programme auquel je vous demande de réfléchir.

Je veux vous citer quelques exemples. Nous avons posé des questions à Monsieur Pflimlin, en pensant aux camarades de la fonction publique. La réponse, ce n'est pas Pflimlin qui nous l'a donnée, c'est Gilbert Jules. "Il n'y a rien de plus, il n'y aura rien de plus, il ne peut y avoir rien de plus".

Pour les Anciens Combattants, Daroux (?) a posé une question concernant l'application du plan quadriennal : "Est-ce qu'il y aura, l'an prochain, les huit milliards prévus en dépenses ?" La réponse a été : "Non".

J'ai posé moi-même quelques questions en ce qui concerne l'agriculture. La réponse a été très favorable, mais ce sont des paroles, je le sais, qui resteront vaines.

Et pour l'Education nationale, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, avec un afflux d'élèves, avec un manque de professeurs, avec un manque de locaux, il n’y aura, l'an prochain, rien dans les mesures nouvelles, car le gouvernement a pris ses précautions dans un article de la loi de finances. Il a reconduit le budget de 1955 en 1956, et il s'est trouvé une majorité pour

approuver ce coup audacieux.
Alors, c'est cela que vous admettez. Nous allons lutter contre, bien entendu, mais avec simplement une alliance avec les radicaux, je crois que ce sera beaucoup trop léger. Nous ne pourrons pas opérer le coup de frein qui serait nécessaire. J'attire votre attention, camarades, sur les conséquences que cela peut avoir.
Il ne s'agit pas, bien entendu de parler d'une alliance permanente. Non. Je ne suis pas un crypto, bien entendu. J'ai, au contraire, eu à lutter dans ma fédération contre les Communistes, je les ai fait condamner, il n'y a pas tellement longtemps, à d'importants dommages-intérêts pour diffamations. Ils ne me l'ont peut-être pardonné, mais cela vous indique tout de même quelle position je puis savoir avec eux.
Mais attention ! En 1951, nous nous sommes apparentés, dans les Landes, avec le MRP, avec les radicaux, parce qu'il y avait un danger qui venait de la conjoncture de la Droite et de la Gauche. Cette année, le danger vient de la Droite… (applaudissements)… Je trouve normal que l'on puisse demander à tous ceux qui peuvent nous aider, de venir nous porter secours car nous en avons besoin.
Et quel est ce danger ? C'est d'abord un danger de la hiérarchie de l'Eglise, un danger clérical… (applaudissements)… ; en même temps, c'est le danger de l'ensemble du patronat français.
Pineau faisait allusion à une conversation qu'il a eue au cours d'un dîner. On pourrait vous en rapporter d'autres semblables. Oui, le patronat français est prêt. Sa caisse est constituée, il aura sa presse qui va agir, qui a déjà agi, qui est achetée par lui. Il fera un effort considérable, parce qu'il sent actuellement que la situation lui échappe, la situation sociale, la situation économique, et que l'ensemble des revendications de la classe ouvrière pose pour lui des problèmes très graves. Le patronat veut profiter des circonstances pour augmenter, à l'égard des exploités, l'exploitation que nous avons, nous, si souvent dénoncée.
Alors, à ceux qui nous reprocheraient un apparentement avec l'extrême gauche, avec les risques que cela représente, nous pouvons dire : "Il faut choisir. Nous avons, d'un côté, un coup de frein possible à donner. De l'autre côté, nous voyons le danger pour la classe ouvrière".
Moi, je vous le dis, je crois qu'auprès de la classe ouvrière c'est l'argument le meilleur que l'on puisse donner. La Droite nous menace aujourd'hui. Nous répondons à l'acte de défense de la Droite par un acte de légitime défense, pour la défense de la République.
(Applaudissements)
C'est pourquoi je pense, sans faire un acte d'adhésion au Communisme, que nous ne devons repousser aucun apparentement. Je pense que la SFIO ne peut pas porter la responsabilité des jours sombres qui vont suivre, et c'est pourquoi, dans cet état d'esprit, nous avons voté, à la fédération des Landes, l'apparentement avec tous ceux qui, sur un problème minimum établi à l'avance, voudront nous suivre pour défendre le régime républicain.
(Applaudissements)

Contribution Jean Jaurès

Le président - Rimbert n'étant pas là, la parole est à Delclaux, du Gard. Ensuite Moutet.

Delclaux (Gard)

Camarades, après les parlementaires éminents que vous avez entendus ce matin, c'est un simple militant qui vient prendre la parole, simple militant de la base.
Je représente ici la fédération du Gard et le camarade Rousset, Secrétaire fédéral, que ses obligations professionnelles ont empêché de venir.
La fédération Socialiste du Gard qui a réuni un Conseil fédéral dimanche dernier, a considéré je serai très bref, soyez-en sûrs- que le parti le plus important est celui des abstentionnistes, parce que le système électoral actuel n'a pas la faveur du corps électoral. Et elle a proposé la motion suivante qui a tout de même le mérite de l'originalité et qui a été votée à l'unanimité par ce Conseil fédéral. Je vous en donne lecture :
"Les élus du Parti Socialiste et des autres formations qu'on aura contactées s'engagent à voter, au lendemain de l'élection, le système de scrutin, uninominal d'arrondissement et de fixer à deux mois la durée du mandat de l'assemblée élue le 2 janvier.
A l'expiration de ce délai, des élections générales auront lieu dans le cadre du scrutin uninominal d'arrondissement, afin de désigner, pour cinq ans cette fois, les représentants du peuple à l'Assemblée Nationale.
"La fédération Socialiste du Gard a considéré que l'adoption d'une pareille motion pourrait entraîner un certain nombre d'électeurs à porter leurs suffrages sur la coalition de partis qui en seraient partisans".
J'ai fini.
(Applaudissements)

Le président - Le camarade Delclaux vient de donner un exemple de brièveté que je recommande aux suivants, aux pluriels.
(Applaudissements)
La parole est à Moutet, de la Drôme ; ensuite Quillot de la Maine-et-Loire.

Marius Moutet

Je remercie tout d'abord Gazier pour le pluriel ! Je m'efforcerai néanmoins de suivre sa recommandation. D'ailleurs, les choses que j'ai à vous dire me paraissent simples et doivent, par conséquent, être rapides et claires.
Aucun de nous ne se fait d'illusions sur la difficulté de la situation dans laquelle nous sommes placés, et l'homme qui est à la tête du gouvernement, auquel on ne peut dénier ni l'intelligence, ni la ruse, s'est très bien rendu compte que c'est nous qui serions le Parti le plus embarrassé et le plus sacrifié dans cette lutte. Il s'est rappelé, sans doute, sa classe de philosophie et l'exemple de l'âne de Buridan qui, placé entre le picotin d'avoine et le seau d'eau fraîche, et ayant également faim et soif, risque de mourir et de faim et de soif. C'est un peu peut-être la situation dans laquelle le Parti Socialiste peut se trouver.

Fondation Jean Jaurès

Eh bien, dans une situation aussi difficile, je crois qu'il faut voir clair et ne pas méconnaître les faits. Les faits, c'est qu'à l'heure actuelle, essaie de se constituer, dans le pays, un bloc réactionnaire d'une puissance et d'une valeur que nous ne saurions non plus méconnaître. Et c'est en face de ce bloc qu'il faut savoir ce que nous allons faire. Mon intervention à la tribune a simplement comme objet de vous demander de laisser aux fédérations une certaine latitude.
(Applaudissements)
Je signale au Comité directeur que la direction d'un parti comporte toujours une certaine souplesse, et à nous placer toujours en face d'une discipline rigide et de véritables ultimatums, on risque évidemment de troubler profondément le Parti, sans compter que les camarades qui se décident dans un sens le font de bonne foi et toujours dans l'intérêt du Parti.
Or, je veux vous faire juge de la situation de notre département de la Drôme. Certes, il n'est pas de ces puissantes fédérations qui ont pu, grâce à l'importance de leur population et à son homogénéité, peser de telle façon dans nos Congrès qu'on peut dire que se sont de véritables usines à motions préfabriquées ; et qui, dans les Congrès, nous donnent pour ainsi dire le sentiment de l'impuissance, à partir du moment où nous avons franchi cette porte, et nous donnent aussi le sentiment que dans certaines fédérations, nous pourrons prendre les directions que nous voudrons car elles n'influenceront que très peu les directives générales du Parti.
Dans le département de la Drôme, la situation est la suivante. Il est certain qu'avec le régime actuel, nous n'empêcherons pas les Communistes d'avoir deux sièges, mais nous pouvons, à la fois, perdre le nôtre, et (avec les Communistes ayant deux sièges) avoir les deux MRP, c'est-à-dire les deux candidats du bloc des droites, et perdre notre siège que nous ne pouvons sauver qu'à la plus forte moyenne.
Or, la tête de liste du MRP, c'est Monsieur Simonet qui, au lendemain même de l'apparentement que nous avons fait avec le MRP, pensant que nous pourrions avec lui faire un certain bout de chemin, nous a tout de suite coupé la route en proposant la loi Simonet Barange qui a été la première des à offensives cléricales qui ont donné à la puissance cléricale et à l'école libre une telle puissance dans notre pays.
Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons. Dans cette situation, les radicaux, eux, ont senti le danger et ils ont été les premiers à venir nous dire : "Dans la Drôme cela a toujours été un bloc de gauche contre un bloc de droite".
J'entends bien tout ce que nous pouvons dire des Communistes. J'ai mené contre eux assez de campagnes, j'en ai été assez victime pour que nul ne puisse penser que je ne sache pas exactement ce qu'ils représentent. Mais la situation est telle, créée par la dissolution -et c'est là où c'est un véritable attentat contre la nation, qu'alors qu'elle aurait dû être faite pour avoir une majorité sur un programme commun, telle qu'elle a été faite nous ne pouvons ni nous apparenter avec la Droite parce que, sur les questions laïques, nous ne serons pas d'accord, ni avec la Gauche. Or, si nous nous apparentons avec la Gauche, il y a beaucoup de chances que, sur les questions de politique extérieure, il nous soit aussi très

difficile de réaliser un accord.
En ce moment, c'est la bataille, c'est la lutte. Il s'agit de savoir qui l'emportera, ou des masses populaires ou d'un bloc de droite soutenu par le patronat.
(Applaudissements)
Eh bien, dans cette situation, je viens vous dire, avec beaucoup de camarades : si nous ne nous apparentons qu'avec le Parti Radical, d'abord nous ne sommes pas sûrs de nous en tirer. Ensuite, définitivement, les masses populaires diront : "Qu'est-ce que nous allons faire avec le Parti Socialiste ?" Les jeunes surtout, pour lesquels tout ce qui est récent, tout ce qui est nouveau apparaît comme beau et séduisant. Ils diront : "Oui, le Parti Socialiste est définitivement enlisé dans le ministérialisme, dans les alliances avec la bourgeoisie". Et chez nous, que représente le Parti Radical, comme ailleurs ? 25% de radicaux de gauche et 75% de conservateurs de droite. Je crains bien que, dans beaucoup d'endroits, ce soit autre chose.
Mais quand les trois partis seront d'accord pour s'apparenter dans ces conditions, est-ce que quelqu'un peut se tromper sur les conditions dans lesquelles l'apparentement est fait ? Est-ce que quelqu'un peut penser que, sur un certain nombre de points, en ce qui concerne les Communistes ou la Droite, nous pouvons modifier quoi que ce soit à notre attitude politique ou à notre doctrine.
Vous me direz peut-être que cela rendra la chambre de demain plus difficile. Mais qui donc a pensé qu'après une pareille dissolution, dans de telles conditions, vous auriez une chambre qui sera plus facile à gouverner que la dernière ? Vous allez au scrutin avec un mode de scrutin universellement condamné et vous pensez que vous trouverez à mettre de l'ordre dans cette chambre, comme tous les journaux conservateurs nous le disent, à la suite d'élections faites dans ces conditions ? Allons donc ! Cette dissolution a été faite contre vous, contre nous, et c'est cette situation que je vous demande, camarades, d'examiner de très près et de voter une motion qui tienne compte de circonstances comme celles du département que je vous cite en exemple, où nous risquons de perdre notre élu, alors que nous avons la possibilité de balayer la réaction, sauf ensuite à régler nos comptes comme nous devrons les régler, avec le Parti Communiste.
Voilà ce que j'avais à vous dire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Quillot (Maine-et-Loire), ensuite à Rimbert.
Camarades, faites le plus grand silence ; il n'est pas possible de continuer dans le bruit des conversations.

Roger Quillot (Maine-et-Loire)

Mes chers camarades, je parlerai au nom de la fédération de Maine-et-Loire et, pour l'essentiel, pour mes conclusions, également au nom de la fédération de la Loire-Inférieure, qui a pris la même position.
La fédération de Maine-et-Loire m'avait chargé, au dernier Congrès, d'attirer votre attention sur le risque de voir la Droite s'accorder sur un scrutin truqué, et

prolonger du même coup l'incohérence et le funambulisme de Monsieur Edgar Faure.
A ce moment-là, nous craignions évidemment le scrutin Barrachin et non pas, bien entendu, des élections brusquées avec apparentement. Je dois dire d'ailleurs, là-dessus, qu'un certain nombre de militants n'ont pas été absolument satisfait de la manière dont le groupe parlementaire a manœuvré.
La situation actuelle, en tout cas, n'a pu que nous renforcer dans les positions que nous avions défendues à ce moment. Il est clair, aujourd'hui, que nous avions sainement jugé du MRP. D'inspiration cléricale -il n'est ni de droite, ni de gauche, aurait-on pu dire pour reprendre une formule historique, il est de Rome- a prévalu sur sa prétendue vocation sociale. S'il est quelques hommes récupérables de ce qui fut la grande espérance d'un Socialisme chrétien -mais pourquoi chrétien, puisqu'il y a Socialisme tout court ?- le prochain scrutin les révélera sans doute, et peut-être la jeune République pourra-t-elle jouer son rôle en la matière. En tout cas, le reste ira vers son destin, et son destin, vous savez ce qu'il est. Il se dispense de la justice, au nom d'une charité verbale, de la fraternité au nom de la communion spirituelle et il couvre les formes ultimes de la colonisation du nom d'universalité catholique. De ce côté, au moins, les choses sont claires et j'ai l'impression que nous sommes tous d'accord.
Elles le sont aussi, je crois, relativement, à l'égard de Monsieur Mendès France
Avec lequel il nous paraît possible, en effet, d'organiser et la défense du régime, et peut-être, ultérieurement, son amélioration. Nous avons, certes -et je crois que le Parti en a dans son ensemble- des observations, des objections à présenter à son programme. Nous ignorons quelle sera, demain, la consistance du Parti Radical qu'on aimerait croire rénové sans en être absolument sûrs. Peut-être, en vertu d'une tradition solidement établie, le Parti Radical finira-t-il à droite, après avoir commencé à gauche ! Tout est possible.
Mais l'heure, à mon avis, n'est pas aux chicanes sur ce point. Refuser tout apparentement, nous le ferions volontiers si nous avions la certitude que tous les groupes, tous les partis le refuseront demain. Evidemment, il est possible de proposer à tous de le refuser, et seulement à cette condition, nous pourrions faire de même. Mais le refuser si les autres ne le refusent pas, vous devez vous rendre compte que c'est courir au suicide, et c'est rendre à nos ennemis de droite le plus signalé des services.
Irons-nous maintenant jusqu'à englober tous ceux qui se sont peu ou prou réclamés de Mendès France ? La référence au scrutin du 5 février 1955 et du 17 novembre 1955 ne va pas sans équivoque car, si je prends l'exemple de mon propre département, nous y avons là deux républicains sociaux dont l'un est incontestablement un bourgeois libéral -je veux parler de Monsieur Catroux avec lequel, n'était la question scolaire, il y aurait peut-être des accommodements- mais dont l'autre est, à l'inverse, un aimable conservateur, je veux parler de Monsieur Chatenay (?) Il est bien évident que les deux hommes qui ont voté de la même façon, dans cette circonstance -cela leur arrive extrêmement rarement- n'ont absolument aucun rapport l'un avec l'autre. Par conséquent, la référence me paraît insuffisante.

Et puis, sérieusement, entre nous, s'il fallait consentir au scrutin d'arrondissement pour obtenir un brevet de républicanisme, je crains qu'un, certain nombre d'entre nous, à commencer par moi, ne l'obtenions as immédiatement. Donc, je crois que le critère, en la circonstance, est discutable.
Toutefois, en dépit de la méfiance toute normale que nous pouvions garder à l'égard de certains ex-RPF, nous passerions, dans certains cas, et dans certains cas qui auraient besoin d'être examinés localement, sur nos préventions, dans la mesure où la situation actuelle nous parait grave.
Dans son communiqué, le Comité directeur a parlé d'un coup de force. S'il n'y a pas eu abus de langage de la part du Comité directeur, et je ne le crois pas, qui dit coup de force, dit situation exceptionnelle ; qui dit situation exceptionnelle dit mesures exceptionnelles. Ou alors, est-ce que nous attendrons que la radio soit absolument entre les mains de Jean-Paul David, ou que l'ordre moral soit absolument instauré pour réagir ? C'est évidemment la question que l'on peut se poser immédiatement.
Le premier de nos buts est -je crois que nous serons tous d'accord là-dessus- de faire échouer la coalition électorale fondée sur le cléricalisme et l'esprit réactionnaire qui tendent actuellement de se perpétuer dans l'imposture.
Situation exceptionnelle, dites-vous, donc mesures exceptionnelles, vous avez tous deviné qu'il s'agissait de nos rapports électoraux avec le Parti Communiste, car nous ne croyons pas -et ici je ne suis pas d'accord avec Conte- que l'alliance avec Mendès France, et même avec ce qu'on peut appeler les républicains actuellement puisse suffire à faire le poids, si vous me permettez de parler en termes sportifs.
Je voudrais ici prendre quelques précautions élémentaires. Mon dernier passage à la tribune du Congrès m'a appris qu'il valait mieux les prendre, et en particulier, j'ai découvert dans un journal ami que la fédération de Maine-et-Loire, hélas, devait un certain nombre de ses élus aux voix Communistes. Je dis "hélas" parce que nous avons un malheureux conseiller général élu au premier tour par situation personnelle, et que nos conseillers municipaux sont tous élus à la proportionnelle. Alors, je vois mal comment nous ferions la moindre voix au Parti Communiste, mais enfin, il est bon de le rappeler, il y a quelquefois des erreurs.
Je préciserai aussi que, même si la liberté nous en était accordée, des considérations de caractère purement mathématique nous amèneraient, nous ont amenés à accorder la priorité à un apparentement avec les radicaux plutôt qu'à un apparentement avec les Communistes.
C'est vous dire qu'en la circonstance, j'aborde le problème en dehors de toute psychose électorale.
J'ajouterai encore, pour plus de clarté, que nous distinguons très nettement les alliances électorales proprement dites, apparentements en l'occurrence, de ce qu'il est convenu d'appeler l'unité d'action qui, elle, suppose des réunions communes, des affiches communes, et qui suppose au fond un accord profond, dont il est bien certain qu'il n'existe pas entre nous. C'est ce que je répondais dernièrement au Secrétaire fédéral Communiste en lui disant : "Je vous ai déjà

dit sur ce point ma pensée. Le premier devoir d'un militant est d'observer la discipline de son parti, et vous êtes sur ce point le modèle.
Le second est de ne travailler que dans la clarté. Si nos positions sont proches de nombreux problèmes, il reste entre nous des divergences essentielles. L'affirmation parallèle et répétée de nos points d'accord est une excellente chose. L'affirmation commune prêterait à équivoque et pourrait éventuellement valoir aux laïcs de ce département des déceptions dont nous ne pouvons pas prendre aussi légèrement la responsabilité. C'est vous dire que, là-dessus, nous sommes tous d'accord.
Ceci, je ne sais ce qu'il en est dans la plupart des autres départements, mais je puis vous dire que, chez nous, s'exerce une pression considérable pour que s'effectuent des alliances de toute la Gauche, contre le coup de force. Je ne parle pas seulement ici des militants les plus résolument anti-communistes -et j'en ai été très étonné- je parle aussi du nombre de nos électeurs les plus fidèles. Il me faut inlassablement et sans toujours convaincre, répéter que le mieux est dans la circonstance l'ennemi du bien et qu'il importe de séparer l'arithmétique des élans sentimentaux.
Vous connaissez dans nos régions -je parle aussi pour la Loire-Inférieure- la raison de cette sorte de colère populaire. Il est incontestable que les gens attendaient, quel que soit le scrutin, un renversement de majorité qui permettrait de rétablir les lois laïques de la République.
J'allais dernièrement faire une réunion dans la campagne. Certains me disaient : "Voilà la situation chez nous. Il y a des conseillers municipaux réactionnaires ici; or, en tant que parents d'élèves de l'enseignement libre, ils se sont fait accorder, ils ont fait accorder à leurs enfants le lait Mendès France, mais en tant que conseillers municipaux, ils l'ont fait refuser à l'école laïque".
C'est un petit exemple parmi beaucoup d'autres. Vous comprenez la réaction de ces gens-là quand vous venez leur dire ce que je leur ai dit : il y a des points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord avec les Communistes ; nous ne comprenons pas la laïcité comme eux. Je leur ai rappelé certaines oppositions absolument fondamentales sur le problème de la liberté. Ils m'ont répondu ; vous nous parlez de fascisme stalinien, c'est vrai, mais nous, nous connaissons le fascisme sous une forme larvée, le fascisme clérical et entre les deux périls, ces gens-là ne voient que ce qu'ils subissent et non pas ce qu'ils risquent de subir.
Il ne s'agit pas, en la circonstance, de se laisser emporter par les élans purement sentimentaux, mais enfin, si on se place à l'échelle du pays, la presse est unanime. L'élection triangulaire, si elle était généralisée sur le plan national, serait l'échec assuré de la Gauche. C'est à ce point qu'hier, "Franc-Tireur" écrivait que "le salut était dans la reconstitution de l'unité radicale, et pourquoi pas ? Et dans le repêchage du MRP. Sinon -nous disait-on- c'est à terme la probabilité d'un front populaire."
"Jouerons-nous donc la population du pays ? 5 ans de désagrégation de la France et de son Union française, 5 ans où les principes de la féodalité risquent d'aggraver mortellement -je cite toujours "Franc-Tireur"- le retard de la France, cela n'est-il donc rien ?"

Fondation Jean Jaurès

L'horreur que je partage avec vous pour Prague et ses suites nous ferait-elle oublier la certitude de la mort lente pour le pays et la probabilité de nouveaux massacres dans l'Union française ? Nous avons la possibilité d'équilibrer ici ou là les pertes qui nous seront infligées ailleurs.
Etes-vous bien surs que la route la plus sûre, celle vers le Front populaire que vous redoutez, que je redoute avec vous -il se ferait sous la pression instinctive des masses et au profit des Communistes- n'est pas celle d'une victoire des droites que certains craignent mais contre laquelle -et nous le comprenons- il faudrait n'agir que sous condition ? Dix députés Communistes de plus, cela peut être gênant, mais ce n'est pas Duclos au pouvoir, mais dix députés Socialistes de moins. Je m'inscris en faux contre ceux qui disent "Peu importe la représentation, nous garderons une force morale". Dix députés Socialistes de moins, à mon avis, c'est peut-être Laniel et sa politique bovine, c'est peut-être Pinay et la désagrégation du civisme français et la stagnation économique.
On craint les conséquences d'une alliance électorale. J'ai dit qu'alliance électorale et unité d'action sont deux choses totalement différentes, qu'il ne s'agissait pas de faire une alliance sur le plan national. Ces conséquences ne peuvent être graves, à mon avis, s'il est bien entendu que les circonstances seules, le coup de force dont il a été parlé, nous les ont imposées, à moins qu'on ne craigne maintenant les espoirs suscités dans les masses. Ce serait un autre problème, d'une autre gravité. Nous n'avons pas le loisir de le traiter ce soir. Nous ne pouvons en tous cas pas raser ces 5 années d'écœurement. Il ne faut pas dire : on rasera gratis dans 5 ans, comme on l'a dit tout à l'heure, parce que, d'ici 5 ans, il se passera bien des choses. Cet écœurement est, à mon avis, le meilleur des éléments qui nous poussent sur la route de Moscou.
Je crois en avoir assez dit. Vous comprenez maintenant notre position. La fédération du Maine-et-Loire, comme celle de la Loire-Inférieure, demandent au Conseil national, devant le coup de force qui a placé les éléments de gauche en état de légitime défense, de laisser aux fédérations le soin d'assurer la défaite de la majorité cléricale et réactionnaire, responsable du coup de force du 2 décembre défaite qui est, vous le savez, la condition même d'un redressement du peuple français, redressement qui devrait être pour demain, et non pas -je le répète- pour dans 5 ans.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rimbert.

Pierre Rimbert

Je voudrais rapidement présenter deux textes et les accompagner de quelques commentaires.
Le premier a trait à la tactique électorale que nous sommes en train de discuter. Les commentaires dont je vais l'accompagner seront brefs, étant donné que deux camarades ont développé un point de vue qui est celui que je voulais expliquer, d'un coté Defferre, de l'autre côté Comte.
A mon avis -c'est l'idée du texte que je vous présente- le Parti, dans cette

question de tactique, doit non seulement envisager quels sont les apparentements et les alliances qu'il peut faire à l'occasion de cette campagne électorale, mais encore prendre l'initiative de créer un rassemblement de la Gauche démocratique.
Je crois que nous devons, d'un côté, exclure la Droite y compris le MRP, et de l'autre exclure le Parti Communiste, pour des raisons dont je dirai quelques mots tout à l'heure. Il nous faut chercher à réaliser en France un rassemblement de toute la Gauche démocratique et laïque. Or, ce rassemblement est possible aujourd'hui. A plusieurs reprises, le Parti a essayé de créer un tel rassemblement, dont la première initiative a été -de la part d'un certain nombre de camarades dont j'étais- le RDR, puis la Troisième force, puis le mot d'ordre du front démocratique et social.
Toutes ces tentatives ont échoué, parce que nous étions en présence d'une situation qui faisait que nous avions, d'un côté, le MRP qui n'avait pas encore définitivement choisi sa voie et dont on pouvait se demander s'il était vraiment un parti démocratique et social ou bien un parti clérical et réactionnaire, et d'un autre côté, nous avions le Parti Radical, qui se présentait comme le survivant de ce libéralisme périmé du 19ème siècle.
Aujourd'hui, la situation est plus claire. En ce qui concerne le MRP, son choix est fait. Il s'est classé à droite, mais en ce qui concerne le Parti Radical, un événement extrêmement important s'est produit, une coupure, dont le camarade qui m'a précédé disait que "Franc-Tireur" souhaitait qu'elle se ressoude. En ce qui me concerne, je crois au contraire qu'il faudrait qu'elle s'accentue car, dans ce parti, il y avait, il y a des éléments vraiment réactionnaires, des éléments qui derrière Mendès France, veulent essayer d'aller de l'avant, de devenir des éléments progressifs dans la bataille politique et économique. Notre rôle, c'est précisément de chercher, avec ces éléments progressifs, une alliance, une entente dans la lutte que nous voulons mener.
Or, cette situation nouvelle créée pour le Parti Radical, l'évolution qui s'est produite au sein même de l'UDSR et l'évolution qui s'est produite sous l'influence des événements parmi un certain nombre de républicains démocrates, tout cela crée des conditions favorables, cette fois, pour que le Parti prenne l'initiative d'un rassemblement de la Gauche démocratique.
C'est pourquoi, dans le texte que je vous soumets et que je soumets à la Commission, plus qu'une simple question d'apparentement ou d'alliance électorale, comme l'ont dit Defferre et Comte, je voudrais que le Parti prenne l'initiative de créer un rassemblement de la Gauche démocratique.
Je suis persuadé que si nous prenons cette initiative, si nous construisons un tel rassemblement, il sera alors possible de créer et de provoquer, au sein du MRP comme au sein des Communistes, une sorte de rupture entre les éléments qui suivent ces partis parce qu'ils n'ont pas d'autres perspectives, mais qui seraient prêts à rompre avec ces partis si, de main, se présentait devant eux une perspective qui ne soit pas la stagnation, l'immobilisme, mais au contraire la lutte pour le progrès et pour l'émancipation sociale.
Voilà le sens que je veux donner à l'idée de ce rassemblement.

Maintenant, je vous lis le texte en question.
"Le Parti Socialiste, réuni en Conseil national pour déterminer sa tactique électorale à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale.
Dénonce le coup de force du gouvernement Edgar Faure et de la Droite qui, en prononçant cette dissolution et en provoquant des élections brusquées, ont voulu masquer la faillite d'une majorité cléricalo-réactionnaire.
Devant ce coup de force, le Parti Socialiste, rejetant toute alliance ou apparentement avec le MRP et les modérés dont la politique réactionnaire et anti-laïque est évidente, et avec les Communistes dont la servilité envers la Russie nationaliste et totalitaire fait de ce Parti un ennemi de la démocratie,
Décide de faire appel à l'Union des gauches démocratiques, afin de s'opposer à la menace réactionnaire.
Dans ce but, le Conseil national mandate le Comité directeur, pour prendre immédiatement contact avec le Parti Radical de Mendès France, l'UDSR et tous les républicains démocrates et laïcs, en vue de constituer immédiatement un rassemblement de la Gauche démocratique, d'apparenter les listes et si nécessité il y a, de constituer des listes communes".
Le deuxième texte se rapporte au fait qu'il faut rejeter tout apparentement et, à plus forte raison, toute alliance avec le Parti Communiste.
Je voudrais faire quelques brefs commentaires, sans pour cela me placer sur le terrain passionnel ou de haine qui est celui, d'ailleurs, que pratiquent les Communistes quand ils discutent de nous.
Dans le passé, on a fait une série d'expériences, pour essayer de réaliser l'unité ouvrière qui est, à mon avis, une chose que nous devons rechercher, mais il faut retenir la leçon du passé et ne pas recommencer indéfiniment les mêmes erreurs.
En regardant l'histoire depuis la fondation du Parti Communiste, nous voyons trois étapes très nettes.
La première, c'est celle qui débute à la scission de Tours, que je n'ai pas connue mais que j'ai étudiée assez attentivement.
A la suite de cette scission, il a existé entre les Socialistes et les Communistes une lutte, une animosité et une certaine haine.
Ensuite, est venue une tentative d'unité qui s'est faite à l'occasion du Front populaire, en 1936.
Après cette expérience, qui a échoué, le résultat a été que la lutte, l'animosité et la haine qui existaient entre Socialistes auparavant, ont continué, mais multipliées par dix.
Puis, est venue une troisième expérience. A la libération, de nouveau, on a fait une tentative d'alliance et d’unité avec les Communistes,
Cette expérience a également échoué. Le résultat a été que la lutte, l'animosité et la haine entre Socialistes et Communistes ont continué, mais cette fois multipliées par mille.
Autrement dit, chaque fois que nous avons fait une tentative pour réaliser un accord, une unité d'action et même une unité organique avec les Communistes, elle a échoué et le résultat a été que la haine entre nous a été multipliée par dix ou par cent.

Fondation Jean Jaurès

Si on recommence, avec les mêmes principes que ceux du passé, une nouvelle tentative, j'ai peur de son échec, et de son échec très rapide dont le résultat sera d'aggraver encore plus la haine et de rendre plus impossible encore cette unité que nous voulons rechercher. Ce n'est pas un paradoxe.
Très souvent, ce sont les camarades qui, après une expérience ayant abouti à un échec, viennent chaque fois nous proposer d'essayer une nouvelle expérience, pour ensuite venir de nouveau avec une haine, multipliée par cent ou par mille.
Camarades, si nous voulons aborder le problème, ce problème tragique pour la France et pour l'Italie -ce sont les deux seuls pays du monde occidental ou existe une force Communiste- si nous voulons examiner attentivement ce problème tragique, je crois qu'il faut le faire sous une forme différente. Cette forme différente, c'est, à mon avis, de ne pas rester silencieux devant les propositions Communistes, de ne pas opposer un silence méprisant, mais au contraire de répondre et de répondre en s'adressant aux militants Communistes, en s'adressant aux électeurs Communistes, en leur disant : mais oui, nous savons comme vous que cette unité ouvrière est nécessaire à notre victoire, mais qui est responsable de cette scission ? Qui est responsable de cette haine qui existe entre les Communistes et les Socialistes ? Ce sont vos dirigeants. C'est votre Parti parce que ce n'est pas un parti démocratique, parce que c'est un parti qui est organisé sur le fameux "Führer Prinzip". C'est un parti dont la politique n'est pas décidée par une libre discussion dans votre sein, mais dont la politique est déterminée uniquement et exclusivement par les intérêts de la diplomatie soviétique.
Il faut s'adresser à ces militants et à ces électeurs Communistes, leur montrer que leur action pleine d'abnégation, pleine de courage et pleine d'héroïsme -car il ne faut pas oublier entre nous que ces militants Communistes sont très dévoués et que leur action est perdue puisqu'elle fait le jeu de la réaction, parce que c'est une action en faveur d'un parti dont ils ne savent pas eux-mêmes ce que sera la politique- dépend uniquement de la conjoncture internationale.
Camarades, c'est à eux qu'il faut s'adresser. Le deuxième texte que je veux vous proposer est un appel aux militants Communistes et aux électeurs Communistes, appel que je voudrais voir adopter par le Conseil national et rendu public le plus rapidement possible.
Voici cet appel :
"Aux Militants et aux Electeurs Communistes,
Camarades,
Le bureau politique au Parti Communiste, après une période au cours de laquelle il n'a cessé d'injurier et d'insulter les Socialistes, de les traiter d'agents du capitalisme, de vendus aux Américains et autres épithètes dignes du vocabulaire des dirigeants Communistes, vient d'adresser au Comité directeur du Parti Socialiste une proposition tendant à l'apparentement des listes Socialistes et Communistes.
Le Parti Socialiste est convaincu que l'unité Socialiste et Communiste serait le meilleur moyen d'assurer la victoire des travailleurs contre la réaction cléricale et capitaliste, mais, pour cela, il faudrait que cette unité soit sincère, profonde et

durable.
Or, une telle unité est rendue impossible par les dirigeants du Parti Communiste qui ont fait de ce parti un simple appendice de la diplomatie russe, et qui, selon les intérêts de cette diplomatie, préconisent l'unité avec les Socialistes ou pratiquent l'insulte grossière contre ces mêmes Socialistes.
Unité entre les travailleurs Socialistes et les travailleurs Communistes, oui, mais comment pouvons-nous prendre au sérieux des gens qui, hier, nous insultaient et qui, aujourd'hui, nous tendent la main parce que tel est l'intérêt de la Russie, des gêna qui, demain, nous insulteront de nouveau parce qu'elle tel sera l'intérêt de la Russie ? Si nous acceptons cette main tendue, l'unité durera ce que durera le sourire de Messieurs Kroutchev et Boulganine, et tout le monde sait que ce sourire est déjà en train de devenir une grimace menaçante.
Alors, ce sera de nouveau la déception, avec tout le désespoir qu'elle comporte pour les travailleurs, et la réaction serait assurée d'une victoire définitive.
Non, camarades Communistes, nous ne pourrions pas faire le moindre accord avec un parti dont la politique est déterminée par la diplomatie d'une nation étrangère, même si cette nation était Socialiste, ce qui n'est pas le cas pour la Russie qui est une nation impérialiste, au sein de laquelle il n'existe aucune liberté de discussion, de critique, d'information, et où les ouvriers sont exploités comme nulle part ailleurs dans le monde, alors que la grève est punie de déportation et même de mort.
Camarades Communistes, pour que l'unité puisse se faire entre nous, il faut que le Parti Communiste devienne un parti démocratique, tenant tous les ans un Congrès au sein duquel pourront s'affronter les différents points de vue qui existent chez vous comme chez nous ; il faut que le Parti Communiste élise démocratiquement dans ses Congrès ses dirigeants et élabore lui-même sa ligne politique ainsi que son programme ; il faut que le Parti Communiste cesse d'être le simple soutien de la diplomatie russe.
Camarades, pour que puisse se faire l'unité des travailleurs, il fout que vous fassiez du Parti Communiste un parti démocratique et indépendant de la diplomatie russe. C'est dans la mesure où vous réussirez cela que l'unité des travailleurs deviendra possible. Mais, tant que vous suivrez docilement un parti qui obéit aveuglément à la diplomatie russe et qui pratique le culte du chef comme cela se fait dans tous les groupes fascistes, non seulement l'unité sera impossible, mais votre action et vos voix seront perdues pour la Gauche et feront le jeu de la réaction."
Voilà, camarades, ce qu'il faut dire aux militants Communistes, aux ouvriers Communistes et aux électeurs Communistes. C'est cela que nous devons leur dire. Nous devons leur montrer que si l'unité n'existe pas en France, c'est parce que, pour la première fois, dans l'histoire le mouvement ouvrier, il existe un parti qui est à la solde d'un gouvernement, et même si ce gouvernement était Socialiste, cette tactique, cette méthode de dire que ce gouvernement a toujours raison est inadmissible pour le mouvement ouvrier.
Cela, il faut leur dire, et il faut leur dire : "Brisez ce carcan qui vous attache aux destinées de la Russie, et alors, nous parlerons d'unité, et alors, il sera possible

d'envisager notre unité avec vous."
(Applaudissements)
Et je suis sûr, camarades, que si nous tenons ce langage, alors qu'il y a une crise à l'intérieur du Parti Communiste, une crise qui se révèle de temps en temps par des éclats, comme l'histoire Marty, comme l'histoire Tillon, comme l'histoire Lecœur -et l'immense succès rencontré par les brochures de Lecœur prouve qu'il y a dans ce parti un réveil de conscience-, si vous faites une alliance avec le sommet de ce parti, vous étoufferez ce réveil, tandis que si nous tenons ce langage, nous aiderons ces militants, ceux qui commencent à se réveiller, à se soulever contre cet arbitraire qui existe dans leur parti, et alors, nous créerons les véritables conditions de l'unité ouvrière.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Hornung, du Rhône.

Louis Hornung (Rhône)

Camarades, après avoir entendu, et Deixonne, et Moutet, j'aurais volontiers renoncé à la parole si je n'avais pas à la fois deux observations à présenter et des informations à vous donner.
La première observation que je ferai, au nom de ma fédération, au nom des militants, c'est un certain étonnement quant à l'absence de tactique parlementaire qui a permis d'aboutir à la dissolution.
Camarades, nous avons eu, il y a un mois, un Conseil national qui a siégé plusieurs heures durant, et toutes les éventualités ont été examinées. On a oublié que l'on pourrait aboutir à la majorité constitutionnelle en votant contre le gouvernement Edgar Faure. Voyez-vous, il est tout de même paradoxal que, alors qu'il y a eu plus de 100 voix de majorité, on n'ait pas pensé qu'en évitant qu'une dizaine de parlementaires votent, on pouvait éviter la dissolution. Mais cela, c'est de la tactique, et je vous assure que dans le pays on n'a pas très bien compris que, étant pour l'arrondissement, on vote la proportionnelle, et qu'étant pour la proportionnelle on vote pour l'arrondissement. Cette tactique n'a pas été entièrement comprise.
Mais la deuxième observation que je voudrais présenter, c'est en ce qui concerne notre réaction après la dissolution. On a parlé d'un coup de force. Oui, camarades, il y a eu coup de force. Mais je crois que nous avons manqué l'occasion de lever l'hypothèque Communiste. Coup de force ! Eh bien ! Il fallait faire ce que le Parti Socialiste a osé faire en 1934, il fallait peut-être, camarades, que nous sentions à nouveau le sang des conventionnels couler dans nos veines, que nous acceptions immédiatement de descendre dans la rue pour dénoncer le coup de force, et l'on aurait vu, alors, qui était avec nous et qui était contre nous.
On ne l'a pas fait. Je sais bien que l'on a envoyé des lettres à la Radiodiffusion au Président du Conseil. Cela n'a pas été une réaction suffisante. Mais, actuellement, nous sommes placés -et c'est Moutet qui employait cette expression- comme l'âne de Buridan, entre le sac de son et l'avoine. Oui, nous avons les apparentements. Et alors, voyez-vous, dans notre fédération, nous

Fondation Jean-Jaurès

avons pensé tout d'abord uniquement, pour avoir des informations, qu'il fallait que nous consultions le sphinx.
Le sphinx, c'est le Président Edouard Herriot, car il se trouve qu'il a à la fois été élu maire de Lyon avec les voix de Monsieur Monteil, uniquement celles-là, et être prix Staline de la Paix. Nous pensions donc que sa réponse pouvait peut-être nous orienter dans le sens des apparentements.
Et voici la réponse que m'a faite samedi soir le Président Herriot :
"Je crois que pour sauver une dernière fois -dit-il- la République, il faut constituer un large front républicain, allant des Socialistes à Soustelle."
Je vous dis tout de suite une chose, et là je rappellerai un souvenir de 1951 : si André Philip est dans cette salle, il se rappelle certainement qu'il a dû, en partie, d'être battu, à Lyon, au courage qu'il a montré en allant porter, à plusieurs reprises, la contradiction à M. Soustelle, qu'à l'époque nous qualifiions tous d'un même accord de "fasciste". Mais je rappellerai également, pour ceux qui l'auraient oublié, que M. Soustelle se trouve être actuellement le gouverneur général de l'Algérie, et je me tourne là vers nos camarades d'Afrique du Nord.
Je l'ai dit au Président Herriot, je lui ai dit que nous ne pourrions éventuellement envisager de présenter à nos fédérations cette demande d'apparentement qu'autant que nous aurions dans nos poches la démission motivée de Monsieur Soustelle de son poste de gouverneur général de l'Algérie.
Et puis, il y a une autre chose qui est paradoxale : c'est que si dans le premier secteur on nous offre cet apparentement, dans le second secteur, où une coalition de droite peut permettre à la Droite d'emporter tous les sièges, on laisse entendre que Monsieur Frey (?), qui serait la tête de liste du second secteur, délégué national du ex-RPF, s'apparenterait à droite pour enlever tous les sièges.
Vous voyez donc que le problème des apparentements, si on le pose sur le plan des principes, n'est pas aussi facile que cela à résoudre. Et c'est pourquoi la fédération du Rhône rejoint ceux qui ont demandé que l'on laisse aux fédérations une certaine autonomie. Mais elle le demande en considérant que l'apparentement ne peut être qu'un réflexe d'autodéfense, et non pas du tout une alliance quelconque, une coalition quelconque. L'apparentement doit être une réaction d'autodéfense contre le coup de force du 2 décembre.
Voilà, camarades, pourquoi, nous aussi, nous demandons que l'on laisse aux fédérations une certaine autonomie et que l'on ne nous enferme pas dans une alliance éventuelle avec des gens qui nous avons violemment, nous, dans le Rhône, combattus hier et dont nous combattons, pour certains d'entre eux, la politique menée actuellement en Afrique du Nord.
Front républicain, oui, mais, camarades, posons-nous un instant la question et demandons-nous si, demain, ce front républicain, à lui seul, aura la majorité à l'Assemblée Nationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Ruel, de la Haute-Loire.

Victor Ruel (Haute-Loire)

Camarades, je serai extrêmement bref. J'obéirai pour une fois à notre président. J'aurais eu certainement beaucoup de choses à vous dire, mais la liste les orateurs est encore longue et j'ai l'impression qu'on se fatigue déjà, au fond de la salle.

La fédération de la Haute-Loire s'est réunie samedi dernier. Elle m'a chargé de vous faire part d'une motion qu'elle a adoptée à l'unanimité. Je vais vous en donner lecture et quitterai ensuite cette tribune :

"La fédération de la Haute-Loire :

1°- Rappelle qu'elle a toujours voté contre les apparentements et qu'elle s'est jusqu'ici refusée à les pratiquer.

2°- Constate les brèches inquiétantes ouvertes dans notre idéal démocratique et laïque par la chambre élue en 1951 avec la loi des apparentements.

3°- Estime, après les escamotages qui ont été systématiquement pratiqués par Edgar Faure afin de reconduire déloyalement une majorité réactionnaire, se refusant à rendre des comptes désastreux, qu'il faut répondre à cette cynique politique par les armes même qu'il emploie, qu'il faut voir la réalité en face et prendre acte que se sont les partis de droite qui ont manœuvré pour nous conserver ce système des apparentements. Il serait par conséquent naïf, pour des questions de principe, de nous laisser jouer par nos adversaires et, dans notre splendide isolement, de nous laisser écraser par une loi électorale destinée à renforcer la réaction.

4°- Demande au présent Conseil national de laisser aux fédérations toute latitude de pratiquer tous les apparentements qu'elles jugeront susceptibles de battre la majorité "réactionnaire."

Le président - La parole est à Poirier, de la Manche.

Poirier (Manche)

Camarades, avant d'aborder le fond même du problème, je voudrais tout simplement, à la demande de quelques-uns de mes camarades de province, demander que les prochaines réunions du Parti commence un peu plus tôt, qu'on reste dans l'ordre du jour prévu, pour que tous les délégués de province puissent participer au vote, car, parfois, ils sont obligés de partir avant la fin du débat, et, en fait, ils sont venus ici pour à peu près rien, sinon entendre quelques camarades qui leur ont dit ce qu'ils savaient déjà. Je dis cela très amicalement, mais je ne suis pas le seul à être obligé de repartir pour être demain matin chez moi...

(Applaudissements)

Je voudrais aussi dire, pour rassurer tout de suite mon excellent camarade Guy Mollet, que j'appartiens à une fédération à qui le Parti Communiste ne ménage pas les coups de bâton -il n'a d'ailleurs pas à faire à des ingrats-. Si, tout à l'heure, je vais défendre une position qui n'est pas celle de Guy Mollet, je prends l'engagement d'honneur, pour ma fédération, de respecter, bien sûr, la décision

de ce Conseil national, mais je mets dans l'autre plateau de la balance le regret que j'éprouve que toutes les fédérations n'aient pas fait comme nous. Et j'ajoute que je pense que si l'on doit respecter les décisions du Conseil national, il faut d'abord attendre que les décisions soient prises avant de rendre publique une décision fédérale ; c'est le moins qu'on puisse demander... (applaudissements)…

Dans l'assemblée - Mais pas du tout !

Poirier - Mais, camarade, je m'excuse de motiver votre intervention violente, je suis un démocrate convaincu, et j'ai entendu des choses qui m'étonnaient, ce matin, je n'ai pas réagi. Je vous demande d'en faire autant, cela a toujours été la loi d'un parti qui s'honore d'être un parti de liberté.
Je dis et je répète que nous ne devions pas rendre publiques des décisions de fédérations avant les décisions du Conseil national. Et alors, votre intervention, mon camarade, m'amène à dire ce que je n'aurais pas dit. La démocratie, dans notre Parti, doit partir de la base, et il n'appartient à personne, quelle que soit l'amitié fraternelle qu'on lui porte, et quel que soit son poste, de prendre des décisions qui pourraient paraître pouvoir peser sur les décisions d'un Congrès souverain.
Je regrette, j'ai dit ce que j'avais envie de dire, et ce que je devais dire, ici.
Eh bien ! Je veux dire que l'apparentement n'est pas l'abandon de votre souveraineté, l'abandon d'aucun de vos principes, c'est simplement un geste d'autodéfense, et si vous me permettez une image, vous mettez quelquefois sur les fraises de votre jardin un engrais qui sent bien mauvais pour avoir de beaux fruits, et il faut savoir utiliser quelquefois des choses qui ne plaisent pas pour obtenir le résultat qu'on cherche. Nous ne sommes pas ici en doctrine, nous sommes ici en tactique, et nous devons utiliser tous les moyens utiles pour sauver la République et la laïcité, ne l'oublions pas non plus.
(Applaudissements)
Il eut été sage, je crois, que ce Conseil national, une fois qu'il s'est réuni, mette tous les partis, quels qu'ils soient, devant le choix : apparentement ou pas apparentement, voulez-vous prendre l'engagement d'honneur, écrit, de ne pas recourir aux apparentements ? Et nous, Socialistes, nous aurions pu dire au pays: "Voilà les maquignons, voilà ceux qui, à la tribune de l'assemblée, dénonçaient les apparentements mais qui veulent les utiliser pour le syndicat des rééligibles, qui sont à zéro". Voilà ce que nous aurions pu dire, voilà les arguments qui comptent à une tribune électorale.
Autre problème qui se pose : nous ne sommes pas, je vous l'ai dit tout de suite, ici pour faire de la doctrine.
Nous sommes ici pour faire de la tactique. Lorsqu'il y a un malade, où prend la fièvre du malade bien souvent. Avez-vous pris la température de la masse ouvrière ? Si oui, vous ne vous êtes pas rendu compte d'un certain vent qui souffle ? Vous ne vous êtes pas rendu compte que vous risquez peut-être de vous couper, dans certains départements de la classe ouvrière si, systématiquement, vous refusez certains apparentements ? Avez-vous peur de voir la vérité ?

Fondation Jean Jaurès

J'en parle à mon aise, la Manche ne s'apparentera pas, mais en d'autres endroits, est-ce qu'il ne faudrait pas savoir si tous les Messieurs de Boisdé et compagnie ne sont pas à mettre dehors une fois pour toutes ?
Oui, je sais, et je rejoins quelques-uns de mes prédécesseurs ici : il y a lieu dans notre Parti d'étudier les questions départementales ou de circonscriptions, et ce matin, on disait à cette tribune qu'il fallait sauvegarder l'avenir du Parti.
L'avenir du Parti, mes camarades, la grandeur du Parti elle n'est tout de même que la somme des grandeurs des différentes fédérations. C'est là la vérité. Il y a une addition à faire pour obtenir la grandeur du Parti. Et puis, lorsque vous avez peur de vous apparenter avec les uns ou les autres, est-ce que vous manqueriez de conviction ? Est-ce que vous manqueriez de courage ? Est-ce que vous n'auriez pas les arguments nécessaires poux être les meilleurs, les plus convaincants, pour être les pilotes de la véritable République sociale ? Est-ce que vous n'auriez pas même, si vous vous apparentiez avec les Communistes, le courage d'aller leur dire : "On s'apparente avec vous parce que ma foi on ne vous craint pas, parce qu'on sait que le peuple nous suivra." Mais il faut en tenir compte. Et il ne s'agit pas simplement de leur faire des lettres, il faut aller les trouver sur leurs planches, c'est là qu'il faut dire la vérité aux auditeurs Communistes ; il y a 5 millions de voix peut-être à déplacer, le jeu en vaut bien la chandelle !
Et puis, on a dit : il ne faut pas radicaliser le Parti. Bien sur, qu'il ne faut pas radicaliser le Parti, mais il ne faut pas à ridiculiser non plus ! Notre camarade Ramadier a déjà annoncé qu'il était sur une liste commune avec un radical dans l'Aveyron. Quelle serait donc l'attitude de la fédération de l'Aveyron si, aujourd'hui, le Conseil national décidait des listes homogènes ? Eh bien, vous auriez bonne mine, camarades de l'Aveyron, enfin tout de même !... Pas d'ostracisme systématique, on peu de prudence et de raisonnement.
Et puis, la discipline des fédérations, elle est indispensable, mais je pense -ma fédération pense- qu'il faut une plate-forme, et je vais vous faire tout à l'heure une proposition concrète.
Il y en a d'abord une, plate-forme : le Parti Socialiste. Et les Mendésiens et d'autres ont signé tout de même, autant que je sache, le programme minimum du cartel d'action laïque ? Et bien, si une assemblée n'est élue que pour trois ou quatre mois, pour abroger les lois Marie-Barangé-Barrachin, déclarer qu'on revient à la législation scolaire de 39, dresser le bilan d'une législature lamentable qui vient de se terminer, présenter le bilan au pays, et que le groupe Socialiste dise : voilà les bêtises qui ont été faites, voilà ce que nous ne voulons plus voir, voilà ce que nous proposons... cette assemblée de trois ou quatre mois n'aurait pas perdu son temps et le pays retrouverai peut-être là un peu de confiance dans les organisations républicaines.
Et alors, que faudra-t-il faire au cours de cette campagne ? Bien sur, dénoncer le coup d'Etat du 2 décembre bien sûr, dire à Edgar Faure tout ce qu'il est, dire aussi que lorsque le gouvernement d'Edgar Faure renversé par l'assemblée a décrété les élections le 2 janvier, il disait aux électeurs, en gros : "Je vous donne une journée pour que vous votiez pour moi." Car ça, c'est vrai, c'est du

marchandage. Dénoncer également -car ça je l'ai à cœur que les maintenus sous les drapeaux n'aient pas le droit de vote. "Il y a peu de chances pour qu'ils votent pour moi si je leur donne le droit de vote", s'est-il dit... C'est dire au pays, ouvertement : "Est-ce que ceux qui sont rappelés sous les drapeaux sont des citoyens diminués ?" Je pose la question. Sans doute pas. Eh bien, il faudra le dire bien haut, ça aussi.
Et alors, la proposition de ma fédération est celle-ci : "Le Parti Socialiste dénonce le maintien d'une loi électorale condamnée par le pays. Le Conseil national donne mandat au Comité directeur pour prendre contact avec tous les partis politiques et les placer devant le choix formel : pour ou contre les apparentements. Le Conseil national fait confiance aux fédérations pour n'utiliser les apparentements que comme un moyen de défense de la législation républicaine et laïque.
Dans les circonstances actuelles, et dans le cas seulement où les autres formations politiques refuseraient de prendre l'engagement de ne pas recourir aux apparentements, les apparentements ne pourront être conclus qu'avec des groupes ayant combattu le gouvernement Edgar Faure et s'engageant à réclamer le rétablissement de la législation scolaire d'avant 39."
J'en ai terminé.

Un délégué - Pas d'apparentements avec les Communistes, alors ?

Le président - La parole est à Poirot, puis à Augustin Laurent.

Maurice Poirot (Vosges)

Mes chers camarades, je serai bref, je limiterai mon intervention à quelques arguments tirés de la réalité et je ne veux pas me livrer à une quelconque dialectique de cheveux coupés en quatre que les militants avertis comprennent peut-être, mais que la grosse masse des militants de la base ne comprend pas et n'accepte pas.
La réalité mes chers camarades est que, qu'on le veuille ou non, il existe actuellement à la base, dans toutes les couches populaires, un vaste courant, un courant puissant, en faveur d'une coalition électorale que l'on baptisera du nom que l'on voudra, cela m'est égal, mais il n'empêche que ce courant existe, et il existe dans ma fédération avec une acuité remarquable.
Certes, mes camarades, vous le comprendrez d'autant mieux que cette fédération a eu une occasion magnifique de faire cette expérience du splendide isolement que l'on nous recommande aujourd'hui, splendide isolement et pourquoi ? Il s'agit de voir que s'il y a à l'heure actuelle une nostalgie du Front populaire, c'est que dans ce département, où le climat politique est particulièrement difficile pour les militants de ma fédération -et ils savent par avance qu'ils n'ont qu'une mince chance de battre la réaction, qu'en unissant toutes les voix républicaines- alors vous comprendrez que tous leurs efforts sont tendus vers cette union des voix républicaines qui seule leur permettrait de balayer ceux qui sont à la base des lois scélérates et des difficultés que nous connaissons depuis cinq ans.

Fondation Jean Jaurès

Bien sur, cet isolement magnifique a été provoqué par cette fameuse loi électorale qui était bonne, très bonne en 1951, et qui est parait-il mauvaise, très mauvaise aujourd'hui. Car ma fédération grâce à la proportionnelle, a eu un élu, et vous pensez bien qu'une fédération qui a un ou plusieurs élus, ce sont des facteurs très importants qui aident à la propagande du Parti !
Débarrassée de son élu, je le répète, elle avait une occasion magnifique de prouver les bienfaits de ce splendide isolement. Comment, camarades ? Pas de responsabilités ministérielles, pas de responsabilités parlementaires, rien qu'on puisse par conséquent reprocher à cette fédération dans toutes les mesures prises. Quel tremplin magnifique de propagande !
Cela a tellement bien réussi que constatant les désastres au point de vue recrutement, j'ai été effrayé de voir que le travail de militantisme dans ce département difficile était condamné à disparaître ce qui m'a incité à reprendre le Secrétariat fédéral, et à essayer, contre vents et marées, de remonter le courant, malgré tous les coups de massue successifs qui nous ont été infligés !
Je le répète, cette fédération, a des raisons toutes particulières d'avoir la nostalgie du Front populaire.
Donc, coup de massue de la CED car dans un département voisin d'un pays dont il a souffert les invasions, les massacres, les incendies successifs, croyez-vous, mes camarades, que les militants étaient chauds pour la CED ?
Autre coup de massue, et là je viens bien sûr sur un terrain un peu particulier mais j'y aurais fait allusion quand même tout à l'heure, nous avons dans notre département, à l'heure actuelle, un personnage politique qui occupe une place prépondérante, ce personnage politique n'est devenu parlementaire que pour se venger d'un de nos camarades qui l'avait limogé lorsqu'il était ministre.
Eh bien, ces coups de massue successifs font que, malgré tout mes efforts, l'expérience du splendide isolement se terminait par un amoindrissement de plus en plus grand de nos effectifs.
Je vois Marquis (?) qui est ici, il connaît ce que nous avons fait, ce que nous avons tenté à travers ce département ; il connaît nos difficultés, il sait très bien que nous ne négligeons aucun effort, aucune tentative poux ramener à nous les militants qui nous ont quittés. Eh bien, tous ces militants, à l'heure actuelle, ont à nouveau on peu d'espoir. Cette loi qu'ils ont condamnée et qui n'a pas disparu, ils pensent qu'il y a peut-être une occasion magnifique d'en profiter pendant qu'elle existe encore pour balayer la réaction, pour balayer le fameux Monsieur.
On nous disait ce matin: "La lutte la plus importante à mener, c'est la lutte contre le syndicat des sortants." Mais bien sur, nous voulons bien, dans les Vosges, mener la lutte contre le président du syndicat de ces sortants, mais lorsqu'il a été ministre de Christian Pineau, c'est une lutte particulièrement délicate et difficile, vous avouerez !
Mais nous avons encore, à coté de cela, une autre lutte plus âpre à mener car les attaques les plus terribles viendront de ce côté là, s'il n'y a pas d'entente électorale, j'entends d'entente simplement électorale, vous comprenez ce que cela veut dire. Nous aurons une fois de plus la lutte à mener sur deux et trois fronts. Et ne croyez-vous pas que cela décourage les camarades ?

Et puis, voyez-vous, ces camarades, à force d'être découragés, je ne suis plus sûr d'être le maître demain de la décision qui va être prise. Je ne suis plus sûr qu'il n'y aura pas -et beaucoup de militants m'ont déjà averti- des coalitions. Ils m'ont dit : nous voterons même pour ceux que nous avons combattus jusqu'à maintenant.

Et on nous parle alors de splendide isolement. Mais je dis que ça va être une catastrophe ; ça va être une catastrophe pour le Parti et je vais le prouver tout de suite. Car à côté de ceux qui vont encore nous quitter demain et qui nous quitteront je le crains définitivement peut-être, il y a la masse des sympathisants qui vont suivre le mouvement ; et puis vous le savez très bien, camarades, il y a ces 40% à 50% d'abstentions, qui sont des gens qui ne votent plus, qui sont dégoûtés, écœurés, mais ces gens qui ne votent plus, ce sont ne l'oublions pas des électeurs ouvriers très souvent, des électeurs de gauche toujours, et des électeurs qui reviendraient aux urnes s'ils avaient l'espoir que leur vote contribuera à la grande victoire des républicains, la victoire qui permettrait au Parti Socialiste de reprendre la première place à la tête du pays.

Et puis, voyez-vous, je le crains -j'ai laissé planer tout à l'heure la menace qui pèse sur ma fédération- j'ai peur que cette menace existe dans un plus grand nombre de fédérations que nous ne le pensons. Et voyez-vous, nous allons alors, malgré la décision du Conseil national peut-être, nous exposer à de nouvelles indisciplines.

Rappelez-vous, camarades, le drame de la CED. Rappelez-vous les répercussions terribles que cela a eus pour le Parti ! Allons-nous une fois de plus nous entre-déchirer? Allons-nous une fois de plus obliger le Comité directeur -car ce sera encore une fois son devoir, nous dira-t-il-, à prendre des sanctions ? Allons-nous une fois de plus attendre la mort dans l'âme que ces sanctions soient levées, que le Parti retrouve son unité ?

Voyez-vous, camarades, c'est cela que je crains, et je crains aussi qu'avec le splendide isolement, si par bonheur il y avait une majorité qui se dégage en faveur du mouvement de Mendès France, nos camarades ne soient tentés d'entrer à nouveau dans des formations ministérielles, où le Parti risquerait une fois de plus de perdre la face, mais où certainement le Parti serait obligé, puisque nous sommes menacés d'un déficit budgétaire dépassant 1 000 milliards, de prendre des mesures, ou de s'associer à des mesures des plus impopulaires, mesures qui une fois encore, desserviraient notre propagande.

C'est tout cela que je crains pour l'avenir du Parti. Il ne faut pas que ce soit l'avenir à la façon des écrevisses, et j'étais effrayé tout à l'heure d'entendre dire par Christian Pineau que son siège était menacé. Comment une fédération qui comptait à la libération un nombre important de parlementaires, comment demain avec un personnage de l'importance de Christian Pineau cette fédération n'aurait-elle plus d'élu ? Mais alors, qu'est-ce que cela doit être dans les fédérations qui n'ont pas de personnages importants ?

Ne sentez-vous pas qu'il y a là la preuve tangible et palpable des erreurs que nous avons commises, des erreurs que nous pouvons encore commettre demain si, comme je le pense, vous ne laissez pas à une fédération une certaine liberté

d'action, une certaine liberté de manœuvre, non pas pour conclure un nouveau Front populaire, il n'est pas question de cela puisque cela n'existera pas sur le plan national, et que ça ne pourra exister que dans certaines circonstances locales et dans un nombre limité de fédérations...
Je dis que l'avenir du Parti, pour qu'il n'y ait pas demain de nouveaux déchirements, pour qu'il n'y ait pas de nouvelles sanctions à prendre et par conséquent de nouvelles amnisties à déterminer, est suspendu à cette décision : il faut décider aujourd'hui une certaine liberté d'action, de manœuvre, pour les fédérations départementales, et je crois que de cette façon, vous aurez beaucoup mieux servi la cause du Parti et vous aurez beaucoup mieux assuré son avenir.
(Applaudissements)

Augustin Laurent (Nord)

Camarades, dans la mesure où ma voix me le permettra, je me propose de soumettre au Conseil national quelques remarques et de lui faire, en conclusion, une suggestion d'ordre général. Je pourrais même dire dans une certaine mesure, et dans sa substance, de caractère pratique.
D'abord, je dois dire que je parle à cette tribune au nom de la fédération du Nord, de sa majorité, qui dans son Conseil fédéral réuni dimanche dernier, s'est prononcée contre tout apparentement avec le Parti Communiste.
J'ai été, comme certainement beaucoup de camarades, assez frappé par la légèreté avec laquelle un certain nombre d'orateurs, de délégués, expliquent comment ils envisagent un apparentement, des apparentements possibles avec le Parti Communiste. Il y a cependant, pour aller très vite, une équivoque qu'il faudrait peut-être dissiper.
Les uns disent : "Il ne s'agit dans notre esprit que d'un rapprochement accidentel, d'une opération purement électorale qui ne doit entraîner aucune conséquences comme celles que laissent envisager ceux qui s'opposent à l'apparentement avec les Communistes."
D'autres, au contraire, disent : "Il faudrait qu'il y ait un programme, un accord sur des points communs, et nous sommes assez forts, nous sommes assez vigilants, nous ne sommes pas naïfs, nous ne sommes pas des enfants, et nous ferions respecter cet accord."
Alors il faudrait tout de même que l'on sache ce qu'on nous propose très exactement lorsqu'on parle d'apparentement avec le Parti Communiste, et que l'on nous dise très exactement les conséquences que l'on envisage. Je suis sûr que le Conseil national se rend parfaitement compte qu'il est impossible de soutenir ici, à cette tribune, la décision d'un Conseil national Socialiste déclarant qu'il y aura apparentement avec le Parti Communiste. Je suis sûr qu'il n'y a pas un délégué sincère qui ne comprend qu'immédiatement, qu'aussitôt se déclenche le mécanisme de la fameuse unité d'action à travers tout le pays et à, tous les échelons.
On nous dit : mais quel mal y a-t-il? Quel mal il y aurait à cela, dit Mazier ? Est-ce que ce ne serait pas là l'occasion de faire sortir le Parti de cette espèce d'immobilisme, de peur, de complexe d'infériorité dans lesquels il se complait

Fondation Jean Jaurès

depuis des années ? Il a peur de la confrontation. Il se borne à faire de l'anti-communisme, à exprimer son hostilité au Communisme par des formules qui sont périmées, dépassées, que le temps a usées.
J'espère que les camarades qui tiennent ce langage ont entendu tout à l'heure le projet de manifeste que proposé au Conseil national notre camarade Rimbert, s'adressant aux ouvriers Communistes. Quel est le camarade qui oserait soutenir ici que tout ce qui est contenu dans le projet de manifeste de Rimbert est quelque chose de périmé, quelque chose de dépassé, qui n'est plus employé, qui ne devrait plus être utilisé dans notre propagande ?
Camarades, faire un apparentement avec un parti politique républicain et faire un apparentement avec un parti de la consistance, de la nature du Parti Communiste, ce sont deux choses différentes, et tout le monde le sait bien. Tous les télégrammes que nous recevons ici et au siège de nos fédérations montrent bien que nous n'avons pas à faire, et Rimbert a eu raison de le dire, aux travailleurs Communistes. Si c'était avec eux qu'il s'agissait de faire un apparentement, c'est dans l'enthousiasme que nous le déciderions, cet apparentement !
Or nous avons à faire à un appareil politique militairement organisé, instrument asservi d'une politique étrangère, on l'a dit, je n’insiste pas, mais qu'on s'en rende compte une fois pour toutes !
Et pourquoi devons-nous être contre cet apparentement ? Est-ce parce que nous perdons de vue le sentiment profond qui existe au cœur des travailleurs lorsqu'ils se demandent comment, par quel moyen le prolétariat recouvrera un jour son unité sur le plan politique ou sur le plan syndical ? Mais c'est justement parce que nous sommes soucieux de préserver ces travailleurs. Nous devons nous féliciter que, après tant de déceptions, il y ait encore dans la classe ouvrière la croyance qu'un jour il sera possible de refaire un puissant mouvement ouvrier politique et syndical dans l'unité. Il est heureux que nous puissions constater cela après tant d'amères déceptions, et après des opérations désastreuses comme celles qu'on a connues dans le passé.
Mais alors n'allons pas une fois de plus entraîner les travailleurs vers un mirage, un mirage derrière lequel il y a encore, il y a certainement la plus atroce des déceptions.
On a parlé de 1936, parlons-en. Je me permets de dire aux camarades qui ont peut-être perdu cet aspect du problème : replacez-vous dans la période où, dans un climat d'unité d'action que nous avons nous-mêmes imposé aux Communistes par les circonstances, nous avons été entraînés à examiner les conditions dans lesquelles l'unité du monde du travail pourrait se faire. Nous avions constitué une Commission dans laquelle étaient rentrés les représentants du Parti Communiste, les représentants du Parti Socialiste. On n'a pas été tellement loin d'aboutir, en tous cas les travaux ont été menés très loin, jusque et y compris la préparation de la charte.
Posez-vous la question : qu'est-ce qui se serait produit si nous avions réalisé l’unité à ce moment là ? Qu'est-ce qui se serait produit le 26 août 1939 ?
Posez-vous la question, camarades. Il se serait produit, vous le savez bien, ce qui

s'est produit dans le mouvement syndical, dans la CGT qui, elle, était unique. La CGT a été brisée tout simplement parce que se sont déclarés d'accord avec ce que venait de faire la Russie des Soviets une partie des dirigeants de la CGT. Une autre partie n'a pas approuvé, le mouvement syndical s'est ainsi disloqué.
Si nous avions fait l'unité en 1936, nous aurions détruit l'unité à nouveau à propos d'un fait international. Je suis amené à dire que même si, par le jeu d'un apparentement avec le Parti Communiste, vous envisagiez une victoire électorale, vous savez bien qu'automatiquement le Parti Communiste entre cette fois dans le gouvernement, il ne fera plus l'opération de 1936, il sera dans le gouvernement.
Je vous concède que vous pourriez arriver pendant quelques semaines à tenir ce gouvernement, en réalisant quelques points, les revendications ouvrières les plus urgentes, les plus sensibles au prolétariat de notre pays. Mais je vous le demande, qu'est-ce qui arrive le jour même où vous devez envisager les problèmes à régler sur le plan international ? Vous savez bien que tout capote à partir de ce moment là, ne serait-ce que sur la question qui consisterait à dire : est-ce que dans le moment présent, étant donné les dangers que court la paix, est-ce qu'en n'envisage pas de donner un tour plus aigu, une action plus vigoureuse aux tentatives qui sont faites pour obtenir le désarmement général ?
Et lorsqu'on viendrait à préciser les positions Socialistes, camarades, non pas les positions Front populaire ou front commun, car dans l'hypothèse se serait le front commun, mais les positions Socialistes, lorsqu'on mettrait noir sur blanc ces positions en matière de désarmement général, à partir du moment où nous ferions ressortir pour que les travailleurs le sachent et pour qu'ils nous aident quelles sont les positions traditionnelles du mouvement Socialiste international, mais non pas les positions du Parti qui, lui, depuis trente ans est inconditionnellement l'exécuteur d'une politique internationale d'un autre pays, nous buterions là. Au bout de quelques semaines, vous seriez obligés, à moins de vous déshonorer, d'entrer dans un gouvernement d'union nationale contre les Communistes, ou bien de rester dans ce qu'on appelait tout à l'heure le splendide isolement, mais avec cette circonstance aggravante que ce splendide isolement aurait été déterminé après une opération on nous aurions à nouveau soulevé l'espérance dans le cœur de la classe ouvrière, et où à nouveau la classe ouvrière serait répétée dans la désespérance, dans la croyance peut-être définitive qu'il n'y a vraiment plus rien à faire pour tenter d'unir les travailleurs de ce pays sur des bases vraiment Socialistes, démocratiques, internationales et pacifistes, au sens Socialiste du mot.
Voilà, camarades, tout de même quelques réflexions qui méritent d'être retenues. Je suis surpris lorsqu'on nous dit : "Mais alors attention ! Vous ne voyez donc pas, vous ne regardez donc pas l'échiquier électoral ? Est-ce que vous vous désintéressez des dangers qu'il pourrait y avoir, de ce qu'une majorité de droite pourrait se dégager ?"
Mais il en est toujours ainsi à chaque campagne électorale où le Parti doit dire : il faut que nous battions tous nos adversaires. Je ne vois vraiment pas, je n'accepte pas l'argument par lequel on laisserait entendre que c'est encore une

sorte de renonciation que celle de dire : le Parti Socialiste doit mener sa bataille dans la plus grande indépendance et dans la plus grande autonomie dans l'emploi de ses moyens et pour atteindre ses objectifs.
Remarquez que je ne suis pas insensible à l'argument des camarades qui nous disent : est-ce que ce ne serait pas au contraire le moment de profiter de l'occasion, de promouvoir un mouvement dans ce pays qui serait animé par le Parti Socialiste, et qui grouperait autour de lui républicains démocrates et laïcs ? Et cela en étant bien décidés à battre tous les adversaires de droite, et aussi ceux qui depuis des années et des années se sont soustraits de la vie nationale, se sont soustraits de l'action internationale du prolétariat pour être au service d'une autre nation.
J'examinerai cela en terminant, c'était la suggestion que je vous annonçais tout à l'heure.
Et bien je voudrais dire, camarades, en citant un exemple : je demande à mon Parti de s'emparer de toute l'action qu'il a menée depuis des années, et elle est riche, cette action, dans la volonté qu'il a eue de mettre en évidence toute la malfaisance de la majorité qui s'est dégagée au moment de la loi Baranger. Je lui demande naturellement d'armer tous les militants avec tous les actes qui ont été accomplis par le Parti, et tout ce qui a été dit et écrit par les meilleurs des nôtres pour mener cette propagande. Et aussi je demande à mon Parti de ne pas renoncer à éclairer les travailleurs sur la malfaisance de ce parti qui a causé tant de désastres dans le prolétariat international. Cela veut dire que je lui demande de faire sa propre propagande.
Est-ce que pour autant nous risquons par-là de déclencher une majorité de droite? Est-ce que cela veut dire que c'est une sorte de démission, une sorte de recroquevillement du Parti Socialiste dans une conjoncture comme celle que nous traversons ? Pas du tout !
Je demande aux camarades de jeter un coup d’œil sur ce qui se passe parfois dans certains partis voisins.
Evidemment à une échelle moindre, mais tout de même l'exemple vaut, je voudrais citer en 1951 ce petit pays qu'habite pourtant un grand peuple, la Belgique. Les Communistes disaient aussi au Parti Socialiste -et à cette époque il existait encore d'une manière assez remarquable-, "si vous ne faites pas avec nous une action commune électorale, si nous n'avons pas des candidats communs dans cette bataille, vous porterez la responsabilité de remettre au pouvoir en majorité absolue le Parti Social Chrétien", le MRP de là bas.
Nos camarades du Parti Socialiste belge n'ont pas écouté ces propositions, n'ont pas entendu les sirènes au Parti Communiste leur demandant de faire action commune électorale. C'est vrai que le Parti Social Chrétien a eu la majorité absolue, mais nos camarades du Parti Socialiste belge avaient gardé des possibilités d'action, ils avaient conservé pur leur Parti leur indépendance, l'autonomie, les possibilités d'action dans des proportions telles que aux élections dernières, le Parti Social Chrétien a perdu la majorité absolue, et le Parti Communiste s'est vu, lui, réduit à la plus simple expression. A dire le vrai, il est devenu une secte.

Et bien je souhaite pour mon Parti qu'il ait le courage de prendre une décision par laquelle il déclare vouloir se battre contre tous ses adversaires, le cas échéant rechercher des appuis, des accords avec ceux qui sont capables de mener un combat sur des points précis, sur des bases qui entrent dans l'entendement de notre peuple, de l'opinion publique. Je souhaite pour lui qu'il ne se laisse pas dominer par la crainte de voir la Droite gagner quelques sièges ici et là, je lui demande de ne pas s'embarquer dans cette voie extrêmement dangereuse où certains voudraient l'entraîner, c'est-à-dire l'apparentement avec le Parti Communiste.

Je voudrais encore vous donner quelques indications. C'est une évocation de la période de 1936. A partir du moment où vous décidez l'apparentement avec le Parti Communiste, vous le sortez de son isolement, vous lui redonnez la vitalité, vous redonnez confiance à ses militants. Tout à l'heure Rimbert avait bien raison de dire qu'ils sont nombreux dans les rangs du Parti Communiste qui manquent du dynamisme, de la combativité qui a été si souvent enregistrée chez les militants de notre Parti. C'est vrai qu'il y a maintenant de nombreuses cellules du Parti Communiste -je ne parle pas de ceux qui sont sous l'influence du Parti Communiste, et ils sont nombreux puisque ce parti malheureusement recueille 5 millions de voix- qui sont moins certaines. Même à l'intérieur du Parti Communiste, ceux dont je vais parler maintenant sont obligés de recueillir l'opinion de ceux qui sont actuellement Communistes sympathisants mais qui réagissent avec une certaine vigueur, au point qu'encore une fois dans les cellules on discute, on proteste, et nous savons que dans certaines cellules du Nord et du Pas-de-Calais les travailleurs disent en langage cru et direct : "Est-ce que vous n'avez pas bientôt fini ? Est-ce que vous n'allez pas bientôt nous fiche la paix avec votre fidélité inconditionnelle à la Russie soviétique?"

C'est cela qu'on commence à dire. C'est au moment où il y a un commencement de décrochage sur un point qui, précisément, est la cause de ce qu'on n'a jamais pu dans ce pays reconstituer l'unité de la classe ouvrière, à cause de cette fidélité inconditionnelle, c'est à ce moment-là que vous allez lever l'hypothèque, si je puis dire, que vous allez dédouaner le Parti Communiste, c'est à ce moment-là que vous allez dire aux travailleurs : depuis trente ans nous nous trompons et nous vous avons trompés ?

Gomme disait Eugène Thomas au Congrès fédéral, le Parti Communiste n'est pas un parti national, n'est pas un parti internationaliste, n'est pas non plus un parti républicain, ce n'est pas un parti démocratique.

Est-ce que vous ne sentez pas que les travailleurs vont dire : et bien du moment qu'on fait l'apparentement avec les Communistes, tout cela tombe,… applaudissements… C'est qu'il n'y a plus d'objections. Et vous serez amenés à faire les constatations amères que je voulais rappeler :

avant 1936 le Parti Communiste compte 12 unités au Parlement ; après les élections de 1936, il en compte 72. Il a 729 000 voix en 1932, en 1936 il en compte 1 487 000.

Un an après aux élections cantonales de 1937, malgré ce bilan dont vous vous enorgueillissez encore aujourd'hui, et vous avez raison, le bilan de réalisation du

Front populaire avec la présidence prestigieuse de Léon Blum, avec des hommes comme ceux que nous avons tous connus et que nous pleurons puisqu'ils sont morts au combat, Le Bail, Salengros, Max Dormoy, malgré ce bilan de réalisations véritablement impressionnantes qui fait entrer dans la réalité des revendications que les travailleurs inscrivaient depuis des dizaines d'années sur leurs cahiers de revendications qu'ils allaient déposer à la mairie, au chant de l'Internationale le 1er mai, qui faisait avancer l'idée bien sûr mais qui ne faisait pas avancer les réalités économiques et sociales, malgré ce bilan, en 1937, en octobre, lorsqu'on vote, qui gagne des voix ? Nous ? Le parti de Léon Blum ? Le Parti Socialiste ? Non. Il en perd. C'est le Parti Communiste qui gagne à nouveau 700.000 voix.

Alors, je vous demande de réfléchir à tout cela et puisque nous avons envisagé quelle pourrait être la position d'un parti comme le nôtre, notre préférence, bien entendu, devrait aller à une position qui écarte les apparentements, puisque nous les avons condamnés, nous avons mené une bataille vigoureuse pour essayer qu'ils n'existent plus. Mais il s'est produit, (Rimbert a eu raison, je m'excuse de le citer encore, et Defferre l'a dit aussi, ainsi qu'Arthur Comte je suis d'accord avec ce qu'ils ont dit), un fait et on ne peut pas fermer les yeux quand on est politique à ce qui s'est passé tout récemment, avec la prise de position qui est celle de Mendès France et de quelques autres hommes politiques, je dis qu'il faut s'en emparer, parce que c'est notre devoir, nous devons tenir compte de ces données du problème.

Et puis alors, je vous dis, camarades, vous savez je crois que nous ne soupçonnons pas assez à quel point le peuple de ce pays, les gens de la rue, sont dégoûtés des crises ministérielles en cascade. Le sentiment de, comment dirai-je, oh ! C’est plus que de l'indifférence, c'est vraiment du dégoût à l'égard de ce qu'on appelle les jeux de la politique, ce sentiment est extrêmement grave. Vos ménagères vous le disent, vous le savez bien lorsqu'elles vont dans les magasins ou dans les marchés, les réflexions que l'on fait sur ce qui se passe, sur ces crises si fréquentes, allons-nous, camarades, laisser à Edgar Faure le thème de la stabilité, de la recherche de la stabilité gouvernementale ?

Dites-vous bien que c'est un élément considérable dans l'opinion publique, c'est un élément psychologique très important.

Pour ma part, je pense que le Parti, ce soir, après avoir dit tout ce qu'il doit dire pour que ses militants sachent quelle propagande ils doivent mener pour donner davantage de force, de vigueur et de rayonnement au Parti Socialiste, pour ma part, je pense que le Parti, ce soir, doit, solennellement, offrir, proposer plutôt, un programme de gouvernement en cinq points exposés simplement dans un manifeste qui serait commun, placardé sur tous les murs de ce pays.

"1 - les salaires et l'expansion économique,

2 - les marchés agricoles,

3 - faire l'Union française pour arrêter une nouvelle guerre d'Indochine,

4 - faire l'Europe, seul moyen de sauver la paix,

5 - la restauration de la laïcité.

Affichez partout massivement dans le pays un tel manifeste signé du Parti

Socialiste, signé de Guy Mollet, signé de Mendès France, signé du représentant de l'UDSR. Camarades, et nous dirons : nous offrons un contrat au pays républicain, et nous lui disons… (applaudissements)… sonnez la majorité aux partis qui vous présentent ce programme simple, pas compliqué, où l'on n'analyse pas des textes trop longs, donnez la majorité aux partis qui veulent agir sur ces bases et en échange nous nous engageons à rester unis au pouvoir pour réaliser ce programme et rénover la République."
Si nous faisons cela, camarades, alors je vous garantis que nous sommes, nous, Socialistes, au centre, et nous sommes le pilote et nous sommes tout de suite en prise directe avec la pensée intime, avec les aspirations profondes de ce peuple.
Â partir de ce moment-là, nous facilitons notre propre propagande pour dire, pour développer nos propres mots d'ordre et faire cette éducation indispensable de la classe ouvrière qu'il ne faut jamais perdre de vue.
Le rassemblement nécessaire a sonné pour que les travailleurs entrent de plus en plus nombreux dans nos sections. Cela ne nous empêche pas de faire notre propagande spécifique, le fait que nous ayons pris l'engagement au lendemain de ces élections de faire cette action gouvernementale que je viens d'indiquer. Le pays attend cela, il n'est pas contre le système des partis quoi que disent certains fascinants, il attend qu'il y ait un parti sérieux, un grand parti qui devienne le rôle d'attraction d'une majorité, car le peuple sait bien que ce n'est pas une question juridique, ce n'est pas parce qu'on aura modifié, ou tel point ou telle ou telle virgule de la constitution que la stabilité gouvernementale sera assurée,… (applaudissements)… le peuple sent parfaitement que c'est une question de majorité, une question de programme et c'est cela qu'il faut faire, camarades : si le Conseil national décide des choses comme celles que je me suis permis de vous indiquer tout simplement, je crois qu'il aura fait du bon travail.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Chers camarades, je suis heureux de souligner ici tout de suite mon accord avec beaucoup des choses qu'Augustin Laurent a dites et je crois que le Parti peut en effet, dans les circonstances difficiles où il est placé, faire cet effort sur lui-même de présenter au maximum les idées profondes qui lui sont communes ; je dirai tout de suite que je conclus d'une autre manière pour la tactique, que je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'on souligne l'impossibilité pour le Parti Socialiste et le Parti Communiste de faire une politique commune, et je remercie particulièrement Augustin Laurent d'avoir souligné que le point sur lequel précisément la divergence est fondamentale était la politique internationale. On n'a, en effet, dans ce domaine, pas le droit de laisser d'illusions à la classe ouvrière.
Augustin a aussi senti qu'il y avait une sorte de nécessité à prendre la tête d'un gouvernement républicain et laïque. Je ne conclu pas comme lui, parce que je pense qu'on ne doit pas négliger dans cette formation -car alors on aurait des

illusions dans un autre sens- la nécessaire mobilisation de toutes les forces de la classe ouvrière.
Et c'est dans la situation où nous sommes une illusion particulièrement redoutable d'imaginer que les forces propres de la démocratie bourgeoise, de la petite bourgeoisie républicaine, et d'une petite fraction plus ou moins grande de la classe ouvrière vont être à elles seules capables d'affronter les forces sociales, économiques, réactionnaires et staliniennes qui essaient de jouer par dessus-elles.
Et c'est d'abord sur la gravité de la dégradation démocratique dans notre pays qu'il faudrait à ce sujet un peu apporter quelques précisions.
Camarades, n'oublions pas que nos décisions vont être prises à un moment où le sang coule en Algérie, où la révolution anti-colonialiste est commencée en Afrique du Nord, où la dictature existe, et c'est déjà quelque chose de singulièrement significatif de voir qu'on croit à des élections dans un pays où il y a l'état de siège, où l'interdiction des organisations de masse existe, où les principaux militants sont en prison, et on parle tout de même, comment peut-on le faire, quand on est Socialiste, honnêtement, d'élections dans cette circonstance ?
C'est la dictature et rien que cette escroquerie appelée "élections", est un phénomène qui prouve à quel point les principes mêmes de la démocratie sont actuellement lésés.
Et si vous avez actuellement l'illusion que cette lutte de classe à caractère international va pouvoir s'arranger par de bonnes élections au Parlement sans que les forces profondes de cette transformation révolutionnaire interviennent elles-mêmes, je crains que vous ne vous prépariez des lendemains pénibles.
Et ces lendemains pénibles peuvent signifier, quand on voit à quel point le gouvernement actuel est allé loin dans la lésion des habitudes républicaines, une sorte de dictature larvée à caractère Dolfuss qui commence par le cléricalisme et l'infiltration et la corruption dans tous les milieux pour mieux étrangler et plus étroitement les libertés républicaines et la classe ouvrière.
Et qui donc pourra contre-battre si le nécessaire besoin s'en fait sentir, cette tentative insolente ? Pas seulement des apparentements ou pas d'apparentements, mais l'action et l'intervention des masses elles-mêmes.
J'ai le regret de le dire, car nous sommes d'accord pour constater qu'une fraction de ces masses continue à errer derrière l'appareil stalinien, mais il faudra trouver le moyen de les entraîner sans pour cela permettre à l'appareil stalinien de jouer un rôle dominant dans la situation qui peut être créée.
Or, il y a actuellement un attentat contre le pays républicain, et un attentat qui déclenche des courants dont nous ne connaissons pas exactement la profondeur dans le pays.
La réplique que je propose au Parti est d'aller au-devant de ces courants, d'en prendre la tête pour les guider.
Il y a deux catégories de réflexes actuellement dans les masses, et je crois que c'est Deixonne qui les a bien définis ce matin : réflexes républicains, réflexes Socialistes, réflexes de classes.

Collection Jean Rabaut

Nous ne pouvons pas faire face à cette situation sans d'abord -et je crois pouvoir le souligner avec l'unanimité des délégués au Conseil national- réaliser l'unité profonde du Parti.
C'est pourquoi je souhaite, et les camarades qui se prononcent actuellement pour la forme d'apparentement que je vais définir tout à l'heure, y compris avec le Parti Communiste, et pas du tout pour un programme commun, seront d'accord avec moi, maintenir au Parti Socialiste sa physionomie propre, qui est peut-être le facteur essentiel de la situation actuelle.
Je souhaiterais que le Parti soit capable d'une motion unanime, c'est vous dire que nous ferons des efforts dans ce sens. Mais naturellement, là où il y a des divergences, si on ne peut pas les réduire, nous serons obligés de le signaler. L'unanimité, c'est la synthèse, nous verrons si elle est possible.
Il ne s'agit pas, en réalité de savoir si on est pour ou contre les apparentements, car alors la solution serait facile.
Si on est contre les apparentements, ce serait une position dont j'ai dit d'ailleurs au Comité directeur qu'un parti absolument cohérent, sûr de lui-même pourrait actuellement imposer, même au détriment d'une certaine perte de parlementaires. Il pourrait peut-être gagner des voix dans le pays.
Mais je ne crois pas, connaissant comme vous l'état difficile de certaines de nos fédérations, que nous soyons capables d'imposer cette politique cohérente, dure, qui aurait probablement ses lendemains victorieux, réserve faite des initiatives que la bourgeoisie réactionnaire pourrait prendre pendant ce temps.
Et de cela aussi, nous devons parler, et c'est pourquoi, étant donné qu'on est obligé d'examiner l'hypothèse des apparentements, une chose sur laquelle je veux immédiatement insister, c'est que cela ne nous dispense pas du tout de travailler d'abord pour augmenter au maximum les voix Socialistes, parce que seule l'augmentation des suffrages Socialistes, quel que soit le résultat du scrutin, permettra au Parti une autorité accrue pour jouer sur les événements dans tel sens ou dans tel autre.
Par conséquent, je rejoins, et je n’en suis pas étonné, les camarades de la fédération du Nord qui se sont exprimés par la voix d'Augustin Laurent, pour rappeler d'abord que c'est une consultation électorale, comme le Parti Socialiste l'a toujours présentée. C'est l'occasion pour le Parti d'augmenter son influence, l'influence du Socialisme démocratique international. Cela a comme conséquence immédiate, et je vous demanderai de le signifier dans un petit texte, l'obligation impérative pour toutes les fédérations, d'avoir des candidats Socialistes partout, je dis bien des candidats Socialistes, avec le programme Socialiste, défendant partout ce qui nous est commun, et par conséquent, l'interdiction de toute liste commune avec d'autres organisations.
Je pense que cela devrait être de l'intérêt commun du Parti.
Faut-il aller jusqu'à un programme commun ? Du point de vue de ce que je viens de dire, non, et je suis donc en désaccord avec la dernière proposition d'Augustin.
Oh, je veux bien qu'il y ait des déclarations républicaines comme celle contre l'utilisation de la radio tous les jours, que cette sorte de conjonction qui vous est

imposée avec Pierre Mendès France -dont on doit au moins reconnaître qu'il se bat avec courage dans des conditions difficiles, dans un parti qui n'est qu'un magma, et qu'il faut encourager, je suis le premier à le reconnaître- fasse l'objet de déclarations communes sur tel ou tel point tant que vous voudrez, mais programme commun, ce n'est pas pareil, parce que cela change la physionomie du Parti. Jamais le Parti n'a accepté un programme commun avant ces événements. Nous sommes peut-être dans une époque différente mais ce qui est à mes yeux essentiel, c'est précisément de ne pas céder à ces circonstances nouvelles le caractère fondamental du Parti, qui est de se présenter lui-même avec son drapeau.

Alors, il y aura des résultats, et c'est seulement au lendemain des résultats que le parti examinera comment on l'aura entendu et sur les questions de programme de gouvernement, c'est un Congrès qui dira ce qu'il peut faire. Mais, mêler les deux étapes, c'est se fermer à soi-même la possibilité de conquête, non seulement dans les cœurs Socialistes mais dans les consciences Socialistes, et parmi les adhérents Socialistes.

Maintenant, j'aborde le problème des apparentements.

Le problème des apparentements doit être vu exactement avec la même perspective qu'autrefois les deux tours de scrutin. Seulement, il n'y a plus qu'un tour et la difficulté provient du fait qu'en même temps, nous devons maintenir l'autonomie de la propagande Socialiste et prendre des dispositions pour battre la réaction.

Je vous demande de vous reporter, camarades, à toutes les résolutions de tous les Congrès du Parti SFIO depuis la scission. Vous verrez que le Parti a toujours fait confiance à ses fédérations pour s'affirmer au premier tour quand il y avait deux tours et pour battre la réaction en prenant les dispositions qu'elles pouvaient prendre au deuxième tour.

C'est cela qui, à mon sens, constitue la tradition la plus respectable et peut-être la plus efficace de la vie de notre Parti.

Il y a donc une double position traditionnelle : faire confiance aux fédérations mais, dans le cadre général de nos résolutions -pas de listes communes et pas d'atténuation de notre programme- en même temps qu'on mène la bataille Socialiste, éliminer la menace réactionnaire qui pèse sur nous.

Or, je le dis comme je le pense, camarades, c'est au cours de ces trois ou quatre semaines de vie politique intense que nous allons pouvoir mesurer -notre propre réaction de parti va en être un des éléments- dans quelle mesure la résistance républicaine et la capacité ouvrière sont suffisantes pour remonter le courant et pour relever le défi de la réaction.

Je ne suis pas certain que la dégénérescence de la société capitaliste en France, que l'asservissement de la bourgeoisie et sa décomposition n'aient pas retenti, dans une certaine mesure, sur la classe ouvrière elle-même, que l'habitude de compter sur d'autres, sur de puissants alliés pour faire votre propre travail, aussi bien dans la petite bourgeoisie avec ses alliances extérieures que dans la classe ouvrière avec cette sorte de servilité à l'égard de la Russie, ne soit pas suffisamment profonde pour que le travail soit vraiment compromis.

Je n'en sais rien. Nous aurons à examiner ce que donnera notre tactique. Pour le moment, si nous voyons clair, notre tactique pourrait être assez facilement adoptée par l'ensemble du Parti. Je dois remercier Christian Pineau d'avoir apporté ici, avec des conclusions différentes des miennes, des éléments d'analyse qui sont intéressants et que le Conseil national doit retenir. Il a parfaitement montré les données objectives qui font du Parti Socialiste aujourd'hui la cible, le danger, pour la grande bourgeoisie. C'est nous qui sommes visés, camarades. Ayez par conséquent la notion de votre propre puissance possible, de votre potentiel de transformation dans l'appréciation de vos adversaires.

J'ai entendu tout à l'heure des discours désespérés, comme celui de notre camarade Poirot (?), mais on oublie trop souvent qu'il y a l'espérance de la société ; le Socialisme naît de la société elle-même ; il y a une classe ouvrière exploitée ; il faut qu'elle trouve le chemin du Socialisme ; elle le trouvera plus ou moins rapidement, dans la mesure où nous seront les interprètes de cette classe ouvrière, les désespoirs doivent tout de même être aperçus avec une sorte de méditation sur les causes de notre défaite pour les maîtriser, les dépasser. Les ouvriers ont besoin d'un Parti Socialiste, d'une unité démocratique. Nous ne devons pas être désespérés à ce point, la bourgeoisie sait que ce sont les Socialistes qui pourraient entreprendre, dans la période et dans le monde où nous sommes, avec de nouveaux moyens, avec des connaissances économiques qui permettent de conduire, de diriger, de planifier plus qu'on ne pouvait le faire même en 1936, une transformation de structure qui réduirait la puissance du grand capitalisme.

C'est pourquoi la convergence tactique, camarades -j'insiste sur ce point- est dirigée vers nous, pour éliminer ces tentatives de redressement et de transformation démocratique de la société. Surtout en raison des conclusions que je vais donner tout à l'heure, il y a comme une sorte de complicité, de phénomène de "complémentarité" entre le besoin du Parti Communiste de ne pas avoir une classe ouvrière capable d'acquérir une élévation du niveau de son existence, et le grand patronat qui, lui, refuse les deux pôles que nous avons écartés en 1951, par une tactique qui nous a coûté cher mais qu'on ne doit pas regretter. Ces deux pôles sont toujours là. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si la tactique peut être modifiée, parce que les conditions sont modifiées.

Voilà en quoi précisément les conséquences de l'analyse rapide -que je prends d'ailleurs dans Christian Pineau- nous conduisent à deux conclusions : affaiblir la réaction est une condition de notre propre vie. Pour cela, je propose d'utiliser contre elle l'arme qu'elle veut employer pour nous éliminer. Voilà qui est nouveau et je vais dire dans quel sens.

Ensuite, vis-à-vis même de cette sorte de cancer qui est dans la classe ouvrière, qui est le stalinisme et ses méthodes totalitaires, en posant franchement les problèmes de perspectives devant la classe ouvrière elle-même.

Je suis certain que le Parti est capable de le faire. Même dans les événements comme ceux que nous avons vécu aux usines Renault, on sent parfaitement que la CGT ne peut pas contrôler une classe ouvrière qui commence à se rendre compte que le Parti Communiste la conduit de défaite en défaite. Quand il y a

une avance bien calculée, eh bien, on oblige le Parti Communiste à avaler ce qu'il ne voulait pas avaler.
C'est donc une double tactique républicaine et Socialiste qui est actuellement en cause.
Pour cela, il n'est pas possible de ne pas mobiliser toutes les forces républicaines et toutes les forces de classe.
Deux pièges sont à déjouer. Se présenter seuls, ou avec des radicaux seulement, en repoussant les apparentements avec les Communistes.
Il y a peut-être des fédérations qui le feront. Je suis prêt à autoriser ce genre d'apparentement, mais je dis qu'il ne peut pas être la règle, il ne peut pas être la ligne générale du Parti parce que cela revient, dans certains cas, à laisser élire les réactionnaires parce qu'on a peur d'avoir un peu plus de Communistes.
Examinez certains cas où vous pouvez parfaitement enlever les sièges à la réaction, en ayant habilement payé le prix, comme nous avons payé le prix avec le MRP la dernière fois. Payer le prix, c'est avoir un peu plus de députés Communistes.
Si vous ne faites pas cet effort, c'est qu'en présence du danger présent, votre raisonnement vous conduira à toutes les justifications que vous voudrez, mais les travailleurs vont juger et diront : "Ah ! Vous avez préféré avoir des réactionnaires plutôt que des Communistes ?"
Voilà ce qu'il faut éviter, camarades. Il faut que votre tactique ne conduise pas à cela : renforcer la réaction pour ne pas avoir de Communistes.
Je le dis comme je le pense : je n'ai pas peur d'avoir quelques députés Communistes de plus. Je défends depuis un certain temps un certain nombre d'idées qui me sont chères, idées que le Parti aurait intérêt à ne pas négliger. Une politique de classe permet précisément de liquider le Parti Communiste beaucoup mieux que tous les truquages de la bourgeoisie auxquels, très souvent, trop souvent, nous avons participé en nous laissant faire.
Voilà ma position. Je crois qu'elle n'est pas négligeable. En tous cas, camarades, ceci nous conduit à expliquer clairement au pays que les apparentements nous sont imposés et que nous sommes contre. On nous les impose dans une intention malveillante. On nous les impose contre la République. On nous les impose pour nous obliger à nous jeter dans les bras du Parti Communiste. On nous les impose pour diminuer notre influence sur la classe ouvrière et sur la classe moyenne. Eh bien, pas plus qu'en 1951, quand nous avons voté les apparentements avec le MRP, le Parti Socialiste n'est pas devenu un parti clérical. Dès le lendemain, il s'est battu pour la défense de la laïcité. S'il y a des apparentements avec des Communistes dans telle ou telle fédération, je suis persuadé que les camarades qui le proposent n'ont aucune raison d'être soupçonnés à ce sujet et qu'ils seront capables, exactement de la même manière, de barrer le lendemain la route à toute tentative totalitaire ou à toute tentative de déviation du Parti Socialiste.
Par conséquent, il faut déjouer la manœuvre réactionnaire, prendre la tête des forces républicaines et déjouer la menace de compromission doctrinale avec le Parti Communiste, en reprenant la direction des combats de la classe ouvrière.
Ce sont les conditions essentielles pour traverser cette période.

Fondation Jean Jaurès

En même, il faut ne jamais rien aliéner de la personnalité du Parti, de son indépendance, de sa capacité d'initiative politique. Il s'agit, en effet, de reprendre en main, avec netteté, sans concession, mais avec une autorité politique croissante, les masses de la petite bourgeoisie républicaine et les masses ouvrières, au moyen d'idées claires et d'actions précises.

Je me sens aujourd'hui -puisqu'on a parlé de 1934- aussi serein et aussi sûr de la proposition que je fais au Parti qu'au moment ou la menace fasciste mais sous une autre forme était à nos portes. J'ai eu la chance -au moment où nous en avons discuté dans la fédération de la Seine et de la Seine-et-Oise- d'être immédiatement compris par Léon Blum. Nous avons compris que nos divergences avec le Parti Communiste n'étaient pas du tout liquidées, mais qu'il y avait immédiatement une action de défense à envisager et que tous les ouvriers et tous les républicains devaient se rassembler pour barrer la route au fascisme.

C'est peut-être dans l'appréciation exacte de la menace qui pèse sur nous aujourd'hui que tient la différence de nos positions sur ce problème. C'est nous qui devons animer et diriger ce réflexe profond du pays républicain, ce réflexe de classe qui existe encore dans le pays, au profit du Socialisme.

Qu'est-ce qui se serait produit si nous ne l'avions pas fait ? On peut toujours se poser la question. Qu'est-ce qui se serait produit si le Parti Socialiste n'avait pas répliqué comme cela le 6 février 1934 ? Qu'est-ce qui se serait passé s'il n'avait pas senti qu'il fallait stopper tout ce qu'on pouvait dire au lendemain de la bataille avec le Parti Communiste et en attendant briser les reins de la menace fasciste.

Mais nous l'avons fait et c'est au nom de ce souvenir que j'invite les camarades à réfléchir à la proposition que je fais.

Il y a une menace précise. 318 parlementaires se sont prononcés contre 218. C’est la seule justification circonstancielle qui permette des apparentements. Les 318 contre les 218. Ce n'est pas le Parti Communiste. Ce n'est pas la qualité de Mendéssiste. C'est le fait qu'ils se sont dressés contre la tentative insolente de la réaction.

J'autorise -je ne dis pas je le demande- chaque fédération à réfléchir : chaque fédération peut examiner, peut considérer que la bataille sans les apparentements est meilleure, plus efficace. Dans ce cas-là, il n'y a rien à dire, mais je voudrais aussi que le Parti annonce que les 218 -attention, camarades, pour l'avenir !- ne doivent compter aujourd'hui sur quelque investissement que ce soit, sur quelque oubli de mémoire que ce soit demain devant la chambre. Ce sont eux qui, actuellement, sont en train d'essayer de côtoyer les libertés républicaines. Il faut essayer de leur dire que la qualité des apparentements que je propose n'est pas fonction du Parti Communiste ou du mendésisme ou même de tel ou tel RPF. Une fédération examine la situation. Si elle juge que, par ce moyen, elle peut liquider la réaction, elle a le droit de le faire.

Voilà comment je vois les choses, pourquoi ? Parce que, dans cette circonstance, au même moment ou elle conduit sa bataille pour le Socialisme, elle accomplit ce qu'au deuxième tour on faisait -et Guesde, et Braque, et tous les militants l'ont fait- c'est-à-dire battre la réaction.

Collection Jean Poperen

Vous n'avez pas d'autre moyen de le faire, dans certains cas.
Cette tactique -je conclus par-là- cette tactique est une tactique qui exige l'autonomie de la classe ouvrière Socialiste. Par conséquent, je pense qu'elle serait comprise. Le choix qui vous est soumis est concret, précis. Dans certains cas, vous aurez augmenté la capacité de combat de la classe ouvrière, sans rien renier de toutes vos critiques contre les capitalistes, même si vous vous alliez avec eux, contre les staliniens, et vous aurez prouvé que vous êtes capables de diriger les luttes dans la période qui vient.
Je dépose donc sur le bureau du Conseil national une motion qui résume ce que je viens de dire. Je la laisse à la Commission des résolutions pour économiser le temps du Conseil.
Camarades, votre décision sera grave. Pensez au moins à ce que nous pouvons faire en ligne générale. Utilisez les possibilités des fédérations en leur faisant confiance, dans le cadre général de la politique Socialiste, voilà ce qui serait sage, dans un parti démocratique, avec toute la complicité des situations qui se présentent dans les fédérations.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, j'ai reçu de la fédération de l'Isère la motion suivante:
"Limiter à 5 minutes le temps de parole des orateurs, de façon à permettre aux délégués de province de rentrer chez eux et d'entendre le Secrétaire Général avant de partir."
(Applaudissements)
Il reste actuellement trois orateurs : Vêque, Lapie et Notebart. Ensuite, notre camarade Guy Mollet, à qui il n'est pas question de limiter le temps de parole, puisqu'il doit répondre à tous les orateurs.

Pierre-Olivier Lapie - Je renonce.
(Applaudissements)

Le président - Le Conseil national sera d'accord pour remercier d'abord Lapie qui renonce à la parole et ensuite pour demander aux deux orateurs restant, Vêque et Notebart, de limiter au maximum leurs interventions et pour charger, au besoin, le Président de les inviter à conclure.
La parole est au camarade Vêque, de la Cote d'Or.

Vêque (Côte d'Or)

Mes chers camarades, l'intervention brève d'ailleurs que j'ai à faire au nom de ma fédération, s'appuiera sur une partie au moins de l'argumentation que vient de développer notre ami Marceau Pivert.
Je dois dire qu'un certain nombre des interventions que j'ai écoutées avec attention depuis ce matin m'ont semblé mal poser le problème que nous avons à examiner et à résoudre.
Beaucoup de nos camarades ont semblé croire que la mise en pratique des apparentements nécessitait l'élaboration entre nous et les éventuels participants

Fondation Jean Jaurès

d’un programme minimum.
Cela, je ne le pense pas. Si je crois que ce pourrait être vrai en période normale, alors que les apparentements inscrits dans une sorte de tradition préluderaient à une consultation normale d'où devrait résulter la mise sur pied d'une assemblée destinée à durer, je crois qu'en ce moment, dans les circonstances que nous connaissons et au lendemain de ce que l'on peut appeler un coup de force, nous n'avons pas le temps de le faire et cela ne correspond à aucune nécessité.
Le suffrage universel, je m'excuse d'aller un peu vite et d'abréger peut-être l'argumentation que j'avais l'intention de développer, vient d'être victime d'une véritable agression. Nous pensons qu'il a le droit, sinon le devoir, de se défendre avec toutes les armes, même celles qui peuvent apparaître comme déloyales, mais dont on a prétendu se servir contre lui.
Le plus grand danger, à notre sens, pour la démocratie, serait que M. Edgar Faure puisse recueillir le bénéfice de son mauvais goût. Ceci est possible, sinon probable, au cas où les partis de sa majorité seraient les seuls à s'apparenter pour former une sorte de syndicat de ré-élection.
Nous ne voudrions pas que, par une prise de position trop stricte, le Parti Socialiste permette à la réaction de recommencer les élections de 1919 ou, pour avoir été seuls, nous avons été battus et nous avons connu à l'assemblée le bloc national.
Je crois que l'opinion publique attend la même chose des groupements politiques représentés par les 318 auxquels Marceau Pivert faisait allusion.
Victimes ensemble de la dissolution à l'esbroufe, nous avons le devoir sans doute vis-à-vis de l'opinion de réagir ensemble. Peut-être, camarades, avons-nous tendance, au Parti, du haut de la puissance relative d'ailleurs de notre organisation, à méconnaître ou à sous-estimer les grands mouvements sentimentaux qui animent parfois les masses. Nous sommes à un moment où un tel mouvement se produit. Sans doute ne convient-il pas d'y céder aveuglément, mais il ne convient sans doute pas non plus de l'ignorer.
Nous ne voulons pas, certes, y céder aveuglément. Aussi n'acceptons-nous d’envisager ni programme commun, ni réunion commune, ni déclaration commune, ni encore moins, faut-il le dire, liste commune, et ceci doit être valable à l'égard de toutes les autres formations politiques.
Nous ne voulons pas non plus recommander la pratique d'apparentements systématiques, sur une position qui serait valable dans tous les cas et dans toutes les circonstances. Nous pensons qu'il appartient à chacune des fédérations intéressées de se prononcer en connaissance de cause et suivant les circonstances du milieu. Comment pourrions-nous d'ailleurs ignorer que si la pratique des apparentements peut nous valoir de-ci de-là quelques difficultés, nous aurions connu sans doute bien des difficultés du même ordre et à un degré plus considérable si le scrutin d'arrondissement pour lequel notre groupe parlementaire a bataillé avait été adopté, car qui donc peut penser que nous n'aurions pas, dans telle ou dans telle autre fédération, connu des exemples de désistement même si ceux-ci avaient été interdits par le Conseil national ?
On me dira qu'alors, la discipline du Parti aurait joué. Je ne voudrais pas

rappeler des souvenirs récents, mais qui démontrent que, parfois, il est difficile de faire jouer la discipline et encore plus difficilement d'en maintenir jusqu'au bout les décisions, lorsque celles-ci semblent heurter le bon sens et la volonté populaires
Nous ne pouvons pas non plus ignorer qu'en dehors des quelques centaines de milliers d'électeurs qui sont nettement et en conscience Socialiste ou Communiste, il y en a beaucoup plus qui sont parfaitement susceptibles, à l'occasion d'une consultation électorale et en fonction des circonstances du moment, d'aller de l'un à l'autre des partis, pour des raisons que l'on pourrait appeler passionnelles, dans des périodes aussi troublantes que la nôtre.
Nous dirons que les apparentements ne sauraient nous engager ni doctrinalement ni même tactiquement à longue échéance. Ils ne sont qu'à fin de circonstances et ce n'est pas nous qui les avons voulus.
Vous me permettrez, en terminant -et ceci rassemblera l'ensemble de mon argumentation- de vous donner connaissance de la motion qu'à la quasi-unanimité, le Conseil fédéral de la Côte d'Or a approuvée dimanche.
"Considérant que le maintien des apparentements constitue une manœuvre destinée à amener à l'Assemblée Nationale une majorité condamnée par le pays,
Estime qu'il convient de répondre à cette manœuvre par la seule arme susceptible d'en empêcher la réussite, mais qui consiste à l'utiliser contre ses auteurs et souhaite que les fédérations, tout en présentant partout des listes de candidats exclusivement Socialistes et défendant le seul programme du Parti en l'opposant à tous les autres, soient autorisées à pratiquer les apparentements commandés dans chaque département par les circonstances pour mettre en échec les tenants de la majorité réactionnaire sortante."
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je remercie Vêque de s'être limité raisonnablement à son temps de parole. Je donne la parole à Notebart, et ensuite à Guy Mollet.
Je donne la parole à notre camarade Notebart du Nord.

Arthur Notebart (Nord)

Camarades, c'est au nom de la minorité de la fédération du Nord que j'ai pour mandat d'apporter au Conseil national, aujourd'hui, la position d'un groupe de membres du Parti totalisant 46 (?) mandats sur le plan national.
Et, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque au début de cet exposé, je voudrais à la fois préciser qu'il n'y a pas de problèmes personnels dans mon intervention. Tant sur le plan local que cantonal ou fédéral, je ne pense pas que l'on puisse incriminer notre Parti d'avoir été un jour un ami des Communistes ou un crypto possible.
C'est au nom, en vérité, de quantités de sections importantes de cette fédération ouvrière du Nord, à la fois de la majorité de la section lilloise, des sections de la banlieue, de la région de Dunkerque, que je tiens à dire pourquoi les Socialistes du Nord n'ont pas été d'accord sur la façon d'engager la campagne électorale et de définir la tactique du Parti pour les élections législatives.
D'abord, premier point : pourquoi les élections ? Je crois qu'il faudra le rappeler

souvent au cours de la campagne électorale : élections parce qu'une majorité réactionnaire, pendant 5 ans, a été incapable d'apporter à la classe ouvrière et au pas les satisfactions qu'ils attendaient les uns et les autres, majorité réactionnaire qui se solde non seulement par le sang de Dien Bien Phu mais aussi par les morts du Maroc. Et je pense qu'il faudra que le Parti soit de cœur dans la bataille pour dénoncer avec vigueur les responsables et les coupables.

La question qui se pose est celle-ci : allons-nous permettre à la réaction, allons-nous permettre à la Droite et au parti hypocrite qui s'appelle le MRP de revenir à la direction clés affaires, de recommencer une nouvelle Indochine en faisant couler le sang des travailleurs français ? Allons-nous, non seulement le permettre, mais le Parti pourra-t-il trouver, au cours de la définition de sa tactique, l'excuse qui lui permettra de dire, demain, devant l'opinion publique : "Le parti a tout fait pour empêcher cela". Voilà, je pense, comment se pose le problème.

Et je voudrais donner quelques réponses rapides, en style télégraphique, aux camarades qui, aujourd'hui déjà, et il y a quelques jours, lançaient des mots d'ordre ou donnaient des réponses gratuites à l'égard de certaines positions.

Parfois, l'on dit : le Parti Communiste a jeté le trouble dans l'esprit des membres du Parti. Je ne le pense pas, en tout cas, ce n'est pas le fait de celui qui vous parle ni des camarades Socialistes du Nord, nous n'avons pas été troublés par les cocos, et ce n'est pas en fonction de ce critère que nous avons défini notre position.

Et je dis aux camarades qui, aujourd'hui, préconisent avec amitié, avec vigueur, avec sympathie, le rassemblement de M. Mendès France ou de M. Mitterrand : je ne pense pas non plus que leur position de dernière heure ait déclenché dans le Parti un enthousiasme tel, qu'il n'était pas du même genre il y a simplement quelques mois, à l'occasion d'un Conseil national où l'on offrait au Parti la participation gouvernementale.

On nous dit : les Communistes ne sont pas des naïfs. Nous le savons. Et ceux d'ailleurs des membres du Parti qui ignoreraient cela, en quelque sorte, nieraient l'histoire du passé et oublieraient la plus élémentaire des tactiques Socialistes. Et il suffirait de reprendre simplement les écrits ou les discours de Florimond Bontë pour remettre les Communistes à leur place et ne pas les prendre pour des naïfs.

Mais, pour autant, camarades du Conseil national, est-ce que les Radicaux-Socialistes seraient devenus des naïfs convaincus, sérieux, et est-ce qu'on aurait oublié leur attitude à l'égard de la loi Baranger ?

On nous dit : si les apparentements existent avec les Communistes, nous ne dirons rien. Si des camarades, si des fédérations du Parti en sont réduits et conduits à ne rien dire parce que, demain, un apparentement avec un parti quelconque les ferait taire, vous me permettrez, non seulement de le regretter, mais de les condamner, quelles que soient les tactiques électorales, quels que soient les alliés du moment, nous sommes et devons rester d'abord et avant tout des Socialistes convaincus en ne craignant pas d'attaquer nos adversaires quels qu'ils soient. Et je ne crois pas que l'apparentement momentané, avec le MRP,

en 1951, ait fait entre eux et nous, ni un mariage de raison, ni un mariage d'amour. Nous n'avons pas manqué de noter, je pense, en tout cas, que l'ensemble des fédérations Socialistes de France ont mis à leur place, comme ils le demandaient, les MRP.

La vérité, il faut le dire et le répéter, les uns et les autres sont à la fois nos adversaires, nos adversaires qu'il faut battre et abattre. Et je le dis comme je le disais dimanche à la fédération Socialiste du Nord, j'espère profondément et je souhaite que le rôle du Parti ne sera pas un jour réduit à n'avoir qu'un seul objectif : barrer la route aux Communistes, ne faire que de l'anti-communisme. Mais il ne faut pas oublier que la réaction et les Communistes sont les ennemis, à la fois unis (?) de la classe ouvrière, et le devoir des Socialistes est de les battre tous les deux.

On a entendu des arguments bizarres. Des camarades nous ont dit, et peut-être nous dira-t-on encore : avec les apparentements, nous aurons 200 députés Communistes. Dans le même temps, c'est Christian Pineau qui nous dit : "Si vous faites l'apparentement Socialistes-Communistes, vous perdrez des voix." Essayez de vous mettre d'accord. Je ne vois pas très bien comment on pourrait à la fois craindre 200 sièges Communistes et être assuré d'une perte de voix.

Et je rappellerai en passant que le groupe Socialiste, à l'Assemblée Nationale, dans une attitude pour le moins prématurée et un peu précipitée, a décidé de déposer l'amendement Minjoz, considérant que la bataille de l'arrondissement était terminée ; comment se fait-il que les mêmes camarades aient accepté aussi facilement et aussi calmement la présence éventuelle, avec la RP, d'un nombre de députés Communistes pouvant varier de l60 à 185 ?

A l'occasion, on a répété : "Les arrondissementiers voulaient livrer la bataille parce qu'il fallait battre les cocos". Cependant, les mêmes adversaires des arrondissementiers, au dernier Conseil national, acceptaient de gaîté de cœur -en tout cas, si ce n'était pas de gaîté de cœur, ils acceptaient d'avoir la RP intégrale- encore 165 ou 180 cocos.

Je pense, camarades, que le problème n'est pas là et que ces arguments ne sont pas de mise et n'ont pas à être retenus par le Conseil national du Parti.

Les Cocos sont dangereux, vous nous le dites, et nous le savons autant que vous, sinon plus. Et je pourrais peut-être, en disant "sinon plus", rappeler la position unanime de la fédération Socialiste du Nord, unanime en 1944, unanime encore aujourd'hui, à l'heure où je parle. Et je ne veux pas qu'il y ait la moindre équivoque là-dessus, nous sommes, autant les uns et les autres, anti-communistes qu'hier. Je pense quand même, camarades, que pour 146 mandats, cela mérite un peu plus.

On nous dit que les cocos sont dangereux. Comment voulez-vous arriver à faire croire dans la classe ouvrière que les cocos sont dangereux quand on a assisté à la gymnastique suivante :

En 1934, nous faisons avec eux l'unité d'action ; en 1936, nous faisons le Front populaire. Cela nous amène à la trahison du mois d'août 1939, que nous ne sommes pas prêts d'avoir oubliée, les uns et les autres. Cela nous donne le pacte d'unité d'action sur lequel le Parti était presque d'accord, en 1944. Cela nous

donne des Commissions d'unification que le Parti a acceptées. Cela nous fait voter l'investiture à Maurice Thorez comme Président du Conseil. Et j'ai le droit de dire à Rabet (?), lorsqu'il demande de dénoncer l'attitude équivoque du Parti Communiste : pensez-vous que vous pouvez dénoncer à la fois le Parti Communiste comme étant un parti non laïque, un parti hostile à la classe ouvrière, quand, dans le même temps, vous lui reprochez de ne pas avoir investi Christian Pineau? De deux choses l'une, ou vous pensez qu'il en vaut la peine, et il n'est pas tout à fait un traître. Je pense qu'il est un traître, en vérité, et qu'on n'avait pas à s'étonner qu'il n'ait pas voté pour Christian Pineau. Vous prétendez qu'il n'est pas laïque, mais vous lui reprochez d'avoir permis l'élection de Monsieur Viat (?) Comme président de la Commission de l'Education nationale. Ou il n'est pas laïque, il a fait son devoir, ou il est laïque, et il ne faut pas trop lui reprocher.

La vérité est que les travailleurs finissent par se poser la question, par être gênés de cette attitude plus ou moins bizarre et diverse.

La vérité, camarades, c'est que si le Parti, au lieu de subir les conditions posées par le Parti Communiste à la veille de Bien Dien Phu, aux élections, avait posé à ce parti étranger des conditions précises pour démontrer sa malfaisance dans la scission ouvrière, si nous avions posé des conditions telles que nous aurions pu alors le dénoncer parmi les travailleurs de France, peut-être la position serait-elle meilleure aujourd'hui.

Mais, à la vérité, je pense que dans le Parti et dans trop de régions on vit dans le complexe de l'infériorité vis-à-vis des Communistes français. On pourrait peut-être me dire : la fédération est à l'aise pour en parler. Elle est à l'aise pour en parler, et je voudrais dire à mon ami Augustin Laurent, simplement les choses suivantes, en complément à son intervention, lorsqu'il disait que le Parti avait perdu des voix entre 1932 et 1936 et 1937.

Ceci n'est pas le cas en général pour le Parti. Celui qui vous parle est dans un canton où le siège du Conseiller général a été enlevé pour la première fois en 1937 grâce aux voix Communistes. Nous étions en 1945 à 52 voix des Communistes, avec près de 9 000 voix, et j'ai été réélu en 1951 seul avec plus de 3 000 voix d'avance, à la fois sur un candidat Communiste et un candidat de droite. C'était le même cas pour mon ami Dubois (?), dans le canton de La Bassée (?). Ce qui fait que si le Parti a parfois perdu des voix entre 1936 et 1937, cela ne peut pas être pris comme une règle générale, mais cela a été fonction d'un certain laisser-aller.

Je vous demanderai de réfléchir à des problèmes, et je rassure Albert Gazier, j'irai vite, ainsi que le Président et le Conseil national. Et si vous pensez qu'il faut que j'en termine, je suis également à votre disposition.

Je pense qu'il y a, en vérité, un problème auquel il faut faire attention. Si, parce qu'il n'y a pas d'apparentements à gauche, nous avons demain 165 Communistes, en réponse aux camarades qui nous disent : "Alors, si vous êtes majoritaires, irez-vous au gouvernement avec eux", je réponds : "Pour sauver la France, j'espère que le Parti, une fois de plus, n'ira pas jusqu'à accepter une participation éventuelle avec n'importe qui, dans je ne sais quelle union nationale, car alors, à

quoi auraient servi pour le Parti les 5 ans d'opposition dans l'assemblée dernière ?" La droite serait victorieuse. Avez-vous songé, camarades, aux conséquences ? Les impôts nouveaux, la politique antisociale ! Et Christian Pineau, tout à l'heure, disait "Nos camarades de Force ouvrière seraient entraînés dans je ne sais quelle Unité d'action". Voyez, autour de vous, les élections aux Caisses de Sécurité sociale. Vous verrez que nos camarades ont commencé à se laisser entraîner, et je le regrette profondément.

Avez-vous aussi pensé aux morts possibles du Maroc et de l'Algérie ? J'assistais hier, dans la ville de Lomme à l'enterrement d'un jeune Français tué à Tizi Ouzli. Il fût conduit en terre par des milliers de personnes, et j'entendais les récriminations des travailleurs dans ce quartier ouvrier de Lille.

Pensez-vous qu'on pourra continuer longtemps ainsi, et croyez-vous que les camarades des sections pourront refuser de signer je ne sais quel appel, refuser de se lancer dans une action commune ?

Avez-vous pensé aux mesures anti-sociales qui pourraient être prises par un gouvernement de droite ? Avez-vous pensé aux conséquences de grève, comme en août 1953 ? Où, alors, nous serions lancés dans le front unique, dans l'unité d'action sociale !

C'est pourquoi la fédération du Nord s'est divisée, non pas pour ces apparentements aux Bolcheviks, mais sur les moyens de lutter et d'empêcher que le Parti ne soit livré demain à ses adversaires.

Et c'est cela que je voulais indiquer. En vérité, pour le Parti, il y a une théorie qui est toujours la même : se battre contre l'adversaire le plus dangereux, immédiat. Aujourd'hui, l'adversaire immédiat, c'est la Droite, c'est le MRP qui a joué, dans cette législature, le rôle de parti véritablement réactionnaire et qui porte, en vérité, les responsabilités de la situation actuelle.

Hier, pour sauver le régime démocratique, il fallait battre les Communistes, les cocos. Nous y avons réussi, et, personnellement, je n'ai jamais nié les apparentements, et si les camarades considèrent que la loi Baranger est le résultat de cela, non seulement ils commettent une erreur, mais je dis que, peut-être, ils ont peur de lire la vérité. La vérité, c'est que c'est un combat de chaque jour ; aujourd'hui, contre la réaction, demain, contre les Bolcheviks, s'il le faut.

Voilà pourquoi les Socialistes du Nord se sont divisés. Pas de front commun avec le Parti Communiste, en aucune circonstance, quelle qu'elle soit.

Attention, camarades, à la politique de l'autruche. Ne nous mettons pas la tête sous l'épaule pour éviter de voir clair. On nous dit : "Vous irez à Prague". Je voudrais vous confier cette réflexion d'un camarade ouvrier de la Section : "A Prague, j'airai peut-être à pied, mais on essaiera de nous emmener à Rome sûrement en voiture". Attention aussi à un autre voyage qui s'appelle Weimar et qui rappelle des souvenirs !

Un bout de ce chemin avec les Communistes, c'est l'aventure, c'est le coin du bois. Est-ce que c'est la première fois que le Parti aurait fait un bout de chemin avec les adversaires sans pour autant être accusé de je ne sais quelle corruption ? Les Communistes ont des mots d'ordre russes ; le MRP a, je pense, des mots d'ordre de Rome. Ce qu'il faut, aujourd'hui, c'est battre la réaction et éviter que le

gouvernement de demain nous mène, non seulement à l'unité d'action, mais aussi à la tactique, à la dictature de droite dont on parle peu.
Et je voudrais dire, après Le Troquer : "Croyez-vous qu'on fera si facilement un gouvernement au mois de janvier ? Croyez-vous, en vérité, que le groupe Socialiste n'a pas pu suffisamment réagir quand il a accepté aussi facilement la dissolution éventuelle de l'Assemblée Nationale, quand nous étions 13 des 27 camarades parlementaires n'acceptant pas cette dissolution ? Ne croyez-vous pas que certains camarades auraient dû ne pas écrire si vite certain rendez-vous qu'ils acceptaient par anticipation, sans le Parti ?"
La vérité, c'est, je pense, que l'on est allé trop vite. On a répondu à la façon de celui qui répond : "Chiche, je ne me dégonfle pas". La politique, ce n'est pas tout à fait cela. Battre la réaction, nous sommes d'accord, mais dans le même temps, vous dites : "Dormez tranquilles, jamais nous ne ferons l'alliance avec les Communistes". Alors, nous livrons pieds et poings liés la classe ouvrière à ses adversaires.
Ce qu'il faut, c'est s'entendre sur un point de vue qui consiste à faire suspendre sur la tête de la réaction une épée, une menace réelle, une épée véritable, mais non de carton. Voilà, je pense, comment il faut livrer la bataille.
Et, je le dis très simplement, si les camarades, dans le Parti, entendent faire des Socialistes français un modèle de statue qu'on entend déposer au musée de l'homme avec l'écriteau suivant : "Socialiste, homme honnête par excellence. Espèce rare existant au 20ème siècle. Disparu de nos jours", je ne pense pas, en tout cas, que le Parti est d'accord avec ce qualificatif.
Voici le texte sur lequel nous nous sommes divisés et qui vous donnera tout le sens de mon intervention :
"Tout en rappelant que les Socialistes condamnent un front commun avec le Parti Communiste, le Parti déclare que s'il se trouvait placé devant un rassemblement de là droite cléricale et réactionnaire, danger de première urgence, il accepterait, considérant se trouver alors en état de légitime défense, que les apparentements sont étendus au Parti Communiste.
Le Parti fait confiance aux fédérations pour agir en fonction de l'intérêt supérieur de la classe ouvrière en menant nettement la bataille an faveur du Socialisme, seul moyen d'assurer aux hommes la paix dans la liberté".
(Applaudissements)
Voilà le sens de mon intervention. Ne nous séparons pas, camarades du Parti, je vous en supplie dans ce Conseil national, en pro-Communistes et en non. Nous ne sommes pas, les uns et les autres, des cryptos, nous sommes des Socialistes convaincus, nous n'avons pas pardonné au bolchevisme international la scission ouvrière de 1921. Restons nous-mêmes des Socialistes révolutionnaires. Si nous savons agir dans ce sens, je pense que de belles victoires nous attendent encore, mais, en tout cas, je le dis, quelles que soient les résolutions de ce Conseil national, c'est unis et disciplinés derrière les travaux du Parti qu'il faudra livrer la bataille. Si mon appel peut être entendu, je pense alors qu'ainsi les minoritaires du Nord auront déjà marqué un point intéressant pour le Parti et la classe ouvrière.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, ce matin en ouvrant la séance, je lançais un appel convaincu à l'avance qu'il serait entendu, puisque je savais que ça traduisait la pensée moyenne des camarades, c'était d'entendre ceux qui allaient ici, à cette tribune, se déclarer nettement en faveur des apparentements avec les Communistes, avoir à cœur de dire eux-mêmes, plus nettement peut-être encore que les autres, que pour autant, ils condamnaient les Communistes autant que nous.

Et je dis qu'à peu près tout le monde, je crois, l'a fait. Je m'en félicite et il sera bon que cela soit su à l'extérieur, de telle façon que certaines interprétations ne soient pas possibles.

Je veux vous dire qu'il y a une heure, on me demandait ce que serait éventuellement les résultats du Conseil national. J'ai dit que j'étais incapable d'en préjuger, que trois ou quatre courants se manifestaient, et un en particulier de camarades qui défendaient l'idée d'un apparentement avec les Communistes, et j'ai tenu immédiatement -car je savais que c'était déjà la réaction, je l'avais senti d'après le Conseil national à Lille, qu'en tout état de cause ceux-là mettaient bien l'accent sur le fait qu'ils condamnaient le Communisme autant que d'autres, que leur réaction était une réaction d'autodéfense. Je souhaite que cela demain soit connu de tout le monde, j'y insiste.

Maintenant, je vais marquer les points de désaccord, et je vais le faire comme je le fais souvent, c'est-à-dire en prenant les problèmes les uns après les autres et les arguments les uns après les autres.

Je regrette, d'abord, qu'il n'y ait pas eu une condamnation plus explicite de la part de tout le monde, mais je crois que c'est une omission, contre les apparentements en tant que tels. Je regrette, d'abord, qu'on n'ait pas condamné tous les responsables des apparentements, parce que j'ai bien entendu dire -et je m'y associe- combien grande est la responsabilité de la majorité sortante des MRP de Teitgen, des indépendants, de Duchet, ou de l’équipe Edgar Faure, mais j'ai très peu entendu dire, je crois bien que je n'aie même pas entendu dire du tout, que les principaux responsables du maintien actuel des apparentements s'appellent les citoyens Communistes, et c'est peut-être utile aussi à dire. Et c'est normal d'ailleurs, c'était leur jeu et maintenant ils essaient de s'en servir.

A quelles conclusions j'arrive ? Je voudrais le dire tout de suite : à faire prévaloir d'abord, si on le peut, dans le Conseil national, des préoccupations négatives, puis ensuite quelques préoccupations négatives.

Je souhaite, et là je crois que ça va se faire tout seul, qu'il y ait l'affirmation de l'unanimité du Conseil national pour dire qu'aucun accord, aucun apparentement ne peut être fait -je vais reprendre la formule employée par les camarades du Pas-de-Calais, avec les tenants de la majorité, Edgar Faure, Pinay, Teitgen, Barangé-Barrachin. Ces noms ont une signification, ce sont non seulement les tenants de la majorité politique présente, mais aussi- en y adjoignant les

Barangé-Barrachin, les hommes qui portent la responsabilité des lois anti-scolaires. Première préoccupation.
Je souhaite en tout cas, sinon aujourd'hui où c'est légitime, puisque nous étions tous d'accord, mais au moins au cours de la campagne électorale, que nous passions un peu plus de temps à parler de ceux là que nous n'avons fait aujourd'hui, car il faut je crois dénoncer leurs crimes, et parmi leurs crimes l'attitude qu'ils ont prise sur les problèmes sociaux, sur les problèmes économiques, sur les problèmes internationaux, sur les problèmes d'Outremer, et que nous Socialistes, nous devrions en ajouter un autre : c'est que, soit pour un avenir immédiat, soit pour des lendemains plus lointains, ils portent la responsabilité de chercher à relancer ce pays dans ce qu'on appelle le Front populaire, c'est-à-dire de la rentrée des Communistes dans la vie publique. Car ça, ils l'ont voulu.
Je ne suis pas tout à fait d'accord avec tous les termes de l'analyse que faisait ce matin Pineau, il y a néanmoins quelque chose avec quoi je suis d'accord, c'est lorsqu'il disait : "Duchet et la Droite -Duchet en ayant été l'animateur avec les fonds du patronat- ont cherché à revaloriser le Parti Communiste, car ils en ont besoin. Ils en ont besoin dans la mesure -et Duchet l'exprime en clair- où l'existence d'un Parti Communiste fort, est la quasi-certitude poux la Droite de refaire une unité qui est vacillante."
Il faudrait que ce soit dit. Je crois que là-dessus nous serons d'accord.
Condamnation des indépendants, condamnation des MRP et c'est nous qui devons être les plus sévères dans la condamnation du MRP, aussi sévères que nous le sommes quand nous parlons des Communistes, poux les mêmes raisons.
Les MRP gardent encore dans leurs rangs, peut-être pas pour longtemps, je l'espère, des ouvriers. Il y a des travailleurs chrétiens qui ont cru au caractère social du MRP et de la même façon que nous voulons arracher les travailleurs Communistes à l'emprise stalinienne, de la même façon nous voulons arracher les travailleurs chrétiens à l'emprise MRP, parce qu'ils viennent de nous démontrer les uns et les autres qu'ils obéissent les uns et les autres non pas à la préoccupation prolétarienne, mais les uns à une préoccupation de politique extérieure et les autres à une préoccupation confessionnelle.
Il faut donc que nous dénoncions le MRP comme tel et je crois que ce n'est pas la peine que j'insiste là-dessus, nous sommes tous d'accord.
J'en arrive à ce qui a été l'essentiel du débat d'aujourd'hui, l'éventuel apparentement avec le Parti Communiste. Oh, je donne volontiers acte aux camarades -je l'ai fait tout à l'heure- de ce qu'ils ont les uns et les autres tenu à dire qu'ils n'étaient pas question de se tromper entre nous. On est aussi anti-staliniens les uns que les autres. Oui, mais tout de même, j'ai pris pas mal de notes...
J'ai bien entendu de nombreux camarades dire qu'il fallait assurer la défense de la République, grouper les voix républicaines, et là il faut s'entendre... Ils sont républicains ? Ils le sont devenus ? Ah, il faut dire depuis quand. Il va falloir que nous puissions le dire devant l'opinion publique, ou alors il faut éliminer même les expressions "défense de la république" et "grouper les voix républicaines."

J'en ai entendu quelques autres nous dire qu'il fallait unir les gauches, puisque la droite s'unit. Qu'est-ce à dire ?... Voilà les dirigeants Communistes redevenus gauches ? J'ai même entendu parler d'extrêmes gauches...
J'ai eu souvent l'occasion de dire ici, camarades, que c'est nous-mêmes, les Socialistes, qui souvent facilitons la propagande stalinienne. Dans un pays où on a toujours confondu la notion de gauche et la notion de procès, quand nous parlons de ces gens-là comme de gens de gauche, ou d'extrême gauche, nous amenons nous-mêmes des quantités de gens mécontents à se dire : "Il n'y a pas de raison de ne pas être poux ceux-là s'ils sont vraiment plus à gauche que les autres !" Mais est-ce qu'ils sont devenus gauches ?... Il faudra nous le dire.
J'ai beaucoup entendu parler de la laïcité. J'ai reçu comme tout le monde les sommations des comités d'action laïque. Je dis qu'il y a là, d'abord, la trahison d'un engagement, car les comités d'action laïque, ils nous avaient tous promis que ce qu'ils attendaient de nous c'était une prise de position précise sur le problème de la laïcité, et qu'ils entendaient bien ne pas mêler cela à l'action politique, laisser aux différents partis leur liberté entière... (applaudissements)… Ils nous l'ont bien dit.
J'ai reçu moi aussi dans mon bureau, si j'ai fait moins de bruit que Maurice Thorez ou Duclos, les représentantes des œuvres laïques à qui j'ai dit : "Je comprends votre proposition, elle nous agrée, je ne lui fais qu'un reproche, c'est qu'elle n'est pas courageuse votre proposition. Vous n'avez pas eu le courage, vous laïques, de dire dans cette proposition, de parler de la nationalisation de l'enseignement, et vous ne l'avez pas fait parce que vous aviez peur que les staliniens ne puissent pas dire oui...
Et voilà que ces marnes hommes aujourd'hui nous disent :
"Ah, on avait bien parlé de ne pas s'occuper de politique, mais maintenant où ça va servir les Staliniens, nous vous demandons de faire le front commun." Je dis bien "maintenant où ça va servir les Staliniens…" parce que je peux apporter des preuves précises que quand ça n'est pas pour servir les staliniens, ils ne le font pas.
J'ai des exemples très clairs, vous savez, et moi aussi je vais donner des exemples locaux. Je l'ai déjà peut-être dit ici, mais cela n'a pas d'importance, il y a des choses qu'il faut que vous puissiez utiliser dans votre propagande électorale, les uns et les autres.
Dans le Pas-de-Calais, à Arras, deux cantons, deux candidats Socialistes, dans les deux cantons ils arrivent en tête, contre deux RPF sortants, l'un d'entre eux étant député, nommé Lefranc, ayant voté les lois anti-scolaires. Les deux Socialistes, qui est-ce ? Cleré, ancien secrétaire de la fédération des instituteurs, Devosne (?), ancien directeur d'école, militant laïque. Derrière le RPF, en troisième position, le "coco", en quatrième, le MRP.
Nos camarades, en tête au premier tour, sont battus au deuxième tour, les Communistes ayant maintenu strictement leurs voix, le MRP ayant assuré le succès du RPF. Et à ce moment-là, est-ce que vous avez un comité d'action laïque qui est venu dire aux "cocos", vous allez trahir la laïcité ?
(Applaudissements)

Ah, j'entends bien les camarades qui disent : "Mais sur le plan local, ça n'a pas de répercussion, ça ne se traduit par rien de concret." Comment, par rien de concret ? A deux voix près, à deux voix près, le Conseil général du Pas-de-Calais peut avoir une majorité cléricale qui alors voterait des subventions aux œuvres cléricales, ce qu'il n'a encore jamais fait depuis la libération. Ca n'aurait pas de répercussions ? Est-ce que la laïcité est devenue un moyen d'exploiter les Socialistes au bénéfice des Communistes ? Il va falloir avoir le courage de le dire !

Et camarades, j'ai entendu d'autres formules. D'abord je voudrais sur ce point de la laïcité ajouter une chose, sur laquelle je vais revenir :

Qui sincèrement, camarades, parce que je sais qu'ici il y a de la sincérité au fond du cœur de chacun de nous, qui... Je ne vais pas vous dire ce que vous savez déjà quant à la fausse laïcité des Communistes, je vous pose un problème pratique bien plus simple : est-ce que vous ne croyez pas, est-ce que vous ne craignez pas au moins, que si on fait des listes apparentées avec les Communistes, ce soit la certitude absolue d'une majorité anti-laïque dans le pays?

Etes-vous bien surs que ce n'est pas la seule façon d'avoir peut-être sur le plan de la propagande de bons défenseurs de la laïcité, mais sur le plan de l'efficacité, allons-nous pouvoir nous-mêmes lutter partout dans le pays contre cette majorité anti-laïque ?

Je n'affirme pas, moi, on ne peut jamais affirmer à la veille d'une élection, je vous dis simplement de vous demandez à vous si cette crainte n'est pas, un peu, au fond de votre cœur ?

J'en viens à un autre argument, il est plus plaisant et c'est pour nous détendre tous. Un camarade -c'est Deixonne- a dit qu'on ne demande pas au passant providentiel qui vous sauve contre un voleur l'opinion de sa grand-mère... Eh bien oui, mais dis-moi un peu, Deixonne, quelle merveilleuse providence que celle qui nous permet d'échapper à l'agression d'un voleur, en se jetant dans les bras de celui qui a annoncé, depuis des années, que sa seule préoccupation c'était de nous étouffer, de nous étrangler, de nous pendre, et qui a démontré que ce n'était pas seulement une intention, parce qu'il l'a déjà fait sur tous nos frères, dans les pays où il a réussi à prendre le pouvoir ?

(Applaudissements)

Mais j'en viens aux arguments les plus sérieux, à mon avis, et les plus graves, ceux qu'a utilisés Gazier. Car lui n'a pas utilisé que les arguments d'autodéfense, les seuls que je conçoive. Lui a pris d'autres arguments, il a dit en clair pour justifier l'apparentement avec les communistes, qu'il fallait absolument profiter de cette occasion pour changer le caractère de nos rapports avec le Parti Communiste.

Je dis que c'est le problème de fond, c'est pourquoi je vais un peu m'appesantir là-dessus. Ma tâche est terriblement facilitée par beaucoup d'interventions, mais surtout par deux : celle de Rimbert et celle d'Augustin Laurent, et c'est pourquoi je ne dirai pas tout ce que j'avais l'intention de dire, ce qui ferait double emploi, je ne le répéterai pas. Seulement, je veux dire après eux ma conviction absolue

Fondation Jean Jaurès

que, de la décision qu'on prendra aujourd'hui, dépend beaucoup plus que le résultat des prochaines élections les révolutions politiques en France et ailleurs.
Je veux revenir, Mazier, longuement sur ce que tu as évoqué, sur ce qui s'est passé au Conseil général dans ton département. Tu nous as dit que le Parti devrait comprendre ces problèmes-là, qu'il devrait cesser d'être un parti totalitaire…-l'adjectif n'est pas très beau !- mais je dis que cette conception qui consisterait à dire que les camarades font ce qu'ils veulent dans les régions où ils sont, c'est la négation absolue de la démocratie. Ce n'est pas la peine qu'on ait des Sections, des fédérations, qu'on se réunisse et qu'on discute si vous estimez qu'à la sortie chacun va faire ce qu'il va vouloir. Ce n'est vraiment pas la peine, …(applaudissements)… et je me permets d'insister auprès de Mazier, parce qu'on s'aime bien malgré ce qu'on se dit...
Il a an jour, devant le groupe Socialiste, utilisé un argument qui m'avait semblé percutant. Il s'agissait d'un problème très douloureux, il a tenu à manifester sa solidarité avec le camarade de tout à l'heure, il a adopté une attitude contraire à sa position propre pour que le Parti n'en souffre pas dans le département voisin. Mazier, cet argument de la solidarité, me paraissait être un argument pertinent, déterminant. Et je vous demande ce qu'il adviendra du Parti Socialiste si sur n'importe quel problème, à n'importe quelle occasion, on peut jeter à la face, comme une insulte, à la face de l'importe lequel d'entre nous, l'attitude d'un autre camarade Socialiste ailleurs ?
C'est absolument impossible. Nous pouvons nous tromper ensemble, mais il faut au moins que ce soit ensemble. Et à moins de cesser d'être des démocrates, aucun de nous ne peut se reconnaître le droit de rectifier, à son bénéfice, la décision qui a été adoptée par une majorité à laquelle il a participé, même s'il a été battu, car on ne peut pas accepter de participer à un vote si on a décidé, au préalable, qu'on ne respectera pas les décisions de ce vote ensuite… (applaudissements)… Mais là-dessus, je n'insiste pas.
Deuxième argument employé : un conseiller municipal ou général du Parti Communiste, pourquoi y attacher tant d'importance, ça ne fait pas courir de risques au régime.
C'est affolant, camarades... C'est nier l'influence des élus locaux. C'est nier cette vérité d'évidence que tous nos élus locaux, comme les leurs, sont justement souvent les meilleurs de nos propagandistes, ceux qui ont de l'autorité ceux qui par-là même peuvent faire prévaloir une préoccupation, un point de vue... Autrement dit, les élus locaux du Parti Communiste sont probablement plus dangereux pour bourrer les crânes que qui que ce soit !
Enfin, il y a tout un passage qui n'est peut-être pas tout à fait d'actualité, quant à la critique sévère de la vie de notre Parti, du Parti Socialiste. Je n'insiste pas sur la nécessité que tu as affirmée de modifier le mode de désignation du Comité directeur. Je rappelle simplement que nous sommes tous d'accord là-dessus, que ça a été décidé, que c'est l'objet d'un prochain Conseil national, et si je n'en ai pas fait état, je peux dire que j'ai soumis moi-même un projet de modification qui tient compte de beaucoup des préoccupations de camarades du Parti. Mais ce n'est pas là l'objet de notre discussion.

Ce que je veux dire, c'est qu'il y a une injustice invraisemblable à prétendre que tout ce que tu appelles "le manque de vie du Parti", ça aurait un responsable, le Comité directeur en tant que tel. Alors là, non, vraiment, pas entre nous !
Qu'on ne soit pas d'accord avec l'attitude de tel organisme du Parti, soit, mais que l'on aille dire que s'il y a actuellement ce que tu appelles "manque de vie", et je conteste cela, c'est la faute de tel ou tel organisme, c'est trop facile !
De la même façon, lorsque tu dis -je reprends tes mots, je les ai tous notés- que notre Parti "est un parti totalitaire, sec, pour ne pas dire sectaire, sclérosé, où l'on récite les articles d'un catéchisme anti-communiste sommaire ayant perdu toute valeur", je dis que c'est pas mal comme argumentation, mais vraiment moi ce Parti je veux le défendre parce que je crois que tous ces défauts là, ce sont peut-être des arguments de tribune, ce serait des arguments dangereux si nos adversaires en avaient connaissance, mais c'est faux ! Chacun d'entre nous ici le sait, même ceux qui se sentent le plus en désaccord avec telle ou telle opinion politique qu'un jour ils ont entendu.
Seulement, cela t'entraîne à parler de notre paresse d'esprit, de notre peur, de notre fausse intransigeance qui nous fait fuir les confrontations et ceci toujours à cause de cet anti-communisme primaire... J'insiste parce que c'est l'essentiel de notre discussion.
Tu as pris d'ailleurs un exemple, l'exemple des voyages à Moscou. Tu lis mal le bulletin d'information du Parti, sans quoi tu saurais que depuis plus d'un an et demi, le Comité directeur -ce triste Comité directeur- a pris des initiatives. Le Comité directeur a dit qu'il n'était pas du tout hostile aux voyages à Moscou, ou aux voyages là-bas, mais qu'il était hostile à ceux des voyages là-bas où ceux qui y vont sont choisis par une organisation stalinienne quelconque, et où ce voyage ne se fait pas avec toutes les garanties voulues.
Camarades, je ne vais pas trahir un grand secret en disant que ça fait plus d'un an et demi que le Comité directeur sait que nous sommes l'objet de sondages. Le Comité directeur, en tant que représentant du Parti, est déjà l'objet d'invitations. Nous avons mis des conditions, figurez-vous... Nous avons mis trois conditions :
Première condition, que nous n'irions que si nous avions le droit de choisir nous-mêmes, au départ de France, des interprètes à notre gré ;
Deuxième condition, que nous établirions d'abord un programme pour savoir ce qu'on irait voir, où et quand nous irions le voir.
Et j'ai, au cours des conversations, fait savoir à l'ambassadeur, car c'est plus facile de parler avec le patron qu'avec les larbins, et j'ai des conversations avec l'ambassadeur soviétique alors que je n'en ai pas avec Jacques Duclos... et ça paraîtrait outrancier, mais j'ai ici un témoin que c'est vrai, mais je ne voudrais pas faire état des jours où l'ambassadeur me dit : "Mais oui, mais enfin les Communistes français, ils sont ultra !"... et il ne prend pas tout à son compte !
(Rires)
Et j'ai précisé notre position, j'ai dit à l'ambassadeur, vous savez, nous, ce n'est pas le métro qu'on veut voir, on sait que vous en avez un, ce n'est pas votre opéra qu'on veut voir, on sait que vous en avez un, ce ne sont pas vos routes et vos autostrades, on sait qu'il y en a, ce ne sont pas vos usines, on sait qu'il y en a.

Nous ne sommes pas ces bourgeois qui sont allés là-bas et qui reviennent en disant : "Après tout, ce ne sont pas tellement des sauvages, on a vu des autos qui roulaient, on est revenu vivants, on ne nous a pas dévorés." Nous ne sommes pas de ceux-là. Nous sommes de ceux qui vont aller là-bas pour voir comment on y vit, comment sur le plan social ça fonctionne, comment est respectée la liberté, ce que sont devenus les démocrates emprisonnés s'il en est encore de vivants. Nous voulons poser ces problèmes là… (applaudissements)… C'est la deuxième condition.

Quant à la troisième condition que nous avons posée, elle est à peu près du même ordre. Nous avons dit : il y aura au moins 24 heures dans notre voyage pendant lesquelles sans être accompagnés, nous ferons ce que nous voudrons.

C'est drôle, ça fait un an et demi qu'on attend la satisfaction à ces trois conditions.

Et nous n'avons jamais rien dit d'autre quant aux contacts et quant à notre curiosité. Ce que nous regrettons, c'est qu'il ait pu y avoir des gens qui, allant là-bas, en se faisant montrer ce qu'on avait décidé de leur montrer, sont revenus en disant : "J'ai tout vu". C'est seulement cela que nous regrettons.

Nous, nous avons une curiosité, saine, éclairée, et nous ne voulons pas nous faire les propagandistes d'une politique savamment organisée. J'insiste. Et je continue :

Car tu nous as dit : "Cet anti-communisme, au fond, s'est justifié pendant un moment. Il est question de sa prolongation trop longue. Mais au départ il était justifié car au départ il y avait un risque d'absorption".

Ce risque, dis-tu, n'existe plus."Qu'est-ce qui autorise à faire une semblable affirmation ?" - "D'abord, on s'en est toujours exagéré les risques".

Tu cites : "En 1936 nous ne sommes pas allés à Prague". C'est vrai, Les Russes n’y étaient pas, ils étaient encore loin de là. Et puis en 1936 faut-il rappeler encore une fois qu'en France la parti ouvrier le plus puissant avait à sa tête Léon Blum et pas Maurice Thorez, et la CGT avait à sa tête Jouhaux, et non pas Frachon ? La situation est entièrement différente. Cette espèce de nostalgie que l'on trouve dans certains coins du Front populaire, les Socialistes conscients de leur rôle devraient chaque fois expliquer à ceux qui leur en parlent l'immense différence de situation politique existant en France entre alors et aujourd'hui.

Deuxième exemple pour justifier que les risques sont exagérés, 1947 : on n'est pas allé à Prague. Mais grâce à qui ? Là, vraiment, il suffit que les dangers soient passés pour qu'on les oublie ! Mais quels sont donc les militants d'ici qui n'ont pas le sentiment qu'en 1947 et 1948 c'en était fini de la démocratie en France ? Alors c'est fini ? C'est uniquement parce que nous avons eu à ce moment-là le courage d'aller à contre-courant que nous avons pu barrer la route à la montée non pas du Communisme, j'estime qu'ils ne le font pas, non pas au totalitarisme, mais des pro-russes en France ?

Les risques donc existaient. Et maintenant on nous dit : mais oui, mais le climat a changé. Il y a la détente internationale.

Peut-être. J'ai souvent dit ici que le Parti serait fou s'il ne jouait pas la carte de la détente, nous devons essayer par tous les moyens, mais chaque fois nous avons

mis des limites, nous avons dit : attention, il ne faut pas se laisser prendre au piège, à ce qui ne serait qu'une tactique, il ne faut pas se laisser prendre à un sourire actuel.
Et sur le plan de la politique intérieure, tu ajoutes : "Et là, d'ailleurs, la montée du Parti Communiste est arrêtée", Pourquoi ? Grâce à qui ? C'est vrai qu'il y a des troubles internes au Parti Communiste, mais parce que nous avons depuis des années débourré des crânes, parce qu'enfin nous avons réussi à appeler une partie de la classe ouvrière à se rendre compte de la trahison permanente des chefs Communistes. Grâce à nous, il y a des troubles chez eux, et j'ajoute grâce à nous il y a des troubles chez eux mais il y a un argument supplémentaire très important, c'est qu'il y a une grande partie, maintenant, de travailleurs mécontents qui s'étaient cru Communistes, mais qui se disent : "Les Communistes, cela ne sert plus à rien, ils sont isolés, ils sont inefficaces".
Car nous avions réussi ceci, que vous nous demandez de rompre : nous avions réussi à faire apparaître comme évidente à la classe ouvrière l'inefficacité du Parti Communiste, et déjà les militants syndicalistes de la Seine, les gars du FO qui ont enlevé l'affaire Renault, étaient en train de démontrer de là même façon l'inefficacité de la pseudo-action révolutionnaire des staliniens.
C'est au moment où il y a ces troubles que vous nous signalez vous-même, c'est à ce moment-là que vous en tirez comme conclusion : "Dédouanons-les, faisons-les rentrer dans la vie politique" !
Camarades, je crois qu'il n'est pas possible à un camarade de venir ici sincèrement nous dire que les risques d'absorption dans l'hypothèse de l'action avec les Communistes ont disparu.
Mais alors quels sont les deux arguments sérieux qui sont employés ? Il y en a deux.
Le premier -je cite- : "Il y a un courant populaire. Vous ne résisterez pas longtemps à la volonté des couches populaires. Alors plutôt que de suivre le courant, essayons sinon d'en prendre la tête du moins de le canaliser".
Je n'ai pas trahi d'un mot. Quel argument !
D'abord il faudrait voir la valeur de ce courant. Il y a quelque chose de tout à fait caractéristique, c'est que s'il est réel dans les milieux qui se disent intellectuels, il est moins grand dans les milieux ouvriers. Il vaut mieux ne pas parler de cela trop haut dans les quartiers des mines dans le Pas-de-Calais.
En plus je crois qu'il y a quelque chose cependant de réel, mais alors je voudrais qu'on retienne ce que nous disait tout à l'heure Augustin Laurent, que notre rôle à nous, Socialistes, c'est de ne pas permettre que ce courant vers l'unité soit une nouvelle fois sacrifié aux apparences, et qu'on amène ce prolétariat à qui on aurait laissé espérer l'unité se désespérer dans quelques années à cause de la trahison.
Mais enfin ce que je veux dire là-dessus, c'est que l'argument qui consiste à dire: il y a un courant dans l'opinion, je souhaite qu'on l'utilise le moins souvent possible, surtout avec l'argumentation "si on ne peut pas en prendre la tête, il faut le canaliser". Cet argument-là, dans le Parti et dans le pays, a justifié pendant longtemps tous les abandons, tous sans exception. Je ne veux pas citer

d'exemple historique, ce serait trop cruel, et je sais que pour ceux qui ont soutenu cette thèse se serait injuste.
Mais tout de même, camarades, essayez de vous souvenir de la valeur de l'argument, "il y a une majorité dans le pays", il y a des heures dramatiques dans la vie de notre pays qui ont excusé tous les abandons.
Deuxième argument sérieux, c'est celui auquel je m'accroche, notre anti-communisme,"votre anti-communisme, -puisqu'il arrive que dans la chaleur de l'éloquence on finisse par dire "votre parti, votre anti-communisme", -est sommaire, il est primaire".
Voyons un peu. Est-ce faire de l'anti-communisme primaire ou sommaire que d'affirmer que le soi-disant Parti Communiste français trahit les intérêts de la classe ouvrière en permanence ? Alors que notre Parti -il l'a écrit dans ses statuts- a dit qu'il se voulait à la fois démocrate et révolutionnaire, patriote et internationaliste. Est-ce faire de l'anti-communisme sommaire que de dire que les staliniens ne sont pas démocrates, qu'ils défendent le parti unique, qu'ils défendent le droit pour une minorité d'imposer la loi, qu'ils défendent le droit de se maintenir au pouvoir par la dictature, et pas par le prolétariat, qu'ils maintiennent le droit de se maintenir au pouvoir par les plans de travail, et le droit de maintenir en prison ou d'exécuter les frères Socialistes dans les pays satellites, le jour où ils acceptèrent d'être des alliés ou des apparentés ?
La liberté, qui est notre préoccupation permanente à nous, n'a pour eux aucune espèce de signification.
Est-ce faire de l'anti-communisme primaire que de dire cela ? Est-ce exagéré de dire que comme d'autres jésuites ils ne revendiquent l'usage de la liberté que pour mieux supprimer la nôtre le jour où on leur en donnera l'occasion ?
Ils sont révolutionnaires. En fait, ils ont trahi jusqu'à la signification même du mot. Ils ont réussi à l'avilir à un point tel qu'ils ont amené les prolétaires dans différents pays du monde à confondre Socialisme et capitalisme, à confondre révolution avec colonisation soviétique. Est-ce que l'exemple de Tito a besoin d'être longuement rappelé pour prouver que ce que je dis est vrai ?
Patriotes ? Oui, sans doute, et même souvent courageusement, ils ont prouvé ce fait à certaines heures. Mais alors c'était comme des ultra-nationalistes fanatiques, et pour une autre nation que celle qui était la nôtre, et seulement quand les intérêts de cette autre nation coïncident avec ceux de la nation dans laquelle ils sont appelés à vivre.
Pacifistes ? Alors que j'ai toujours pensé, depuis que j'ai appris à penser en Socialiste, que la différence essentielle qu'il y avait entre eux et nous, c'est que nous dénonçons la guerre toujours, et que pour eux la guerre est un moyen comme les autres.
Internationalistes ? Oh, je viens déjà de répondre. Vous savez bien que n'importe quand, dans une réunion contradictoire, vous n'obtiendrez d'un orateur Communiste, ou soi-disant tel, qu'il accepte l'idée que la Russie peut peut-être se tromper.
Vous savez bien qu'ils sont d'ores et déjà d'accord avec ce que dira Kroutchev demain, ou l'assassin de Kroutchev si celui-ci est remplacé ce soir.

Dis-moi, Mazier, tu nous as dis que nous défendons partout des slogans d'anti-communisme primaire, par ce langage que je viens de rappeler, que je m'excuse de rappeler parce que je sais que c'est la pensée profonde de chacun d'entre vous. La question que je pose, c'est celle-ci : est-ce que c'est faire de l'anti-communisme primaire que de tenir ce langage ? Si oui, alors je le confesse, je suis fier d'être un primaire, et dans ce cas là je plains un peu et je crains les esprits supérieurs. Je les plains parce qu'ils mourront avec nous, je les crains parce que nous mourrons avec eux, et que sera enterré avec nous tous l'idéal pour lequel nous nous battons actuellement.

(Applaudissements)

Or qu'est-ce que vous nous proposez, camarades ? A quoi nous mène l'apparentement avec le Parti Communiste ? Un d'entre vous, Mazier, l'a dit en clair, les autres non. Qu'on le veuille ou non, c'est faire rentrer le Parti Communiste dans la vie française. Il faudra bien que les ouvriers Communistes rentrent dans la vie française, je suis aussi convaincu -je ne dis pas plus- que n'importe lequel d'entre vous qu'il n'y aura jamais de solution définitive au problème du prolétariat français tant qu'on n'aura pas réussi à faire l'unité ouvrière.

Je me répète d'un mot que j'employais un jour il y a quelque neuf ou dix années, je me sens toujours plus prêt de l’ouvrier Communiste que l'on trompe que du bourgeois qui l'exploite ou du dirigeant Communiste qui le trompe. Je n'ai pas changé.

Mais ce que vous nous proposez, ce n'est pas de conduire les ouvriers Communistes à changer, c'est de faire entrer le Parti Communiste tel qu'il est dans la vie politique française. Moi aussi je souhaite qu'il y entre, mais pas tel qu'il est ! Autrement, voyons, vous allez nous faire admettre cette idée qu'avec nous alors les Communistes vont pouvoir apparaître aux yeux de la population ouvrière comme des défenseurs de la République, comme des défenseurs de la démocratie, connue des défenseurs de la laïcité, comme des défenseurs de l'association librement consentie dans les territoires d’Outremer !

J'ai entendu des camarades évoquer les drames affreux de l'Afrique du Nord et d'ailleurs. Est-ce que vous comptez sur les Communistes pour avoir une politique commune avec vous sur ce point ? Vous vous rendez bien compte que nous allons les faire paraître comme tels devant l'opinion française, nous allons les faire apparaître comme des partisans de l'internationalisme, ce qui est vraiment le point sur lequel il y a le plus entre eux et nous d'opposition.

Et pourtant c'est, qu'on le veuille ou non, ce qu'on dira dans l'opinion ouvrière.

On aurait beau dire : nous, non. Mais à partir du moment où vous direz : "Contre les menaces à la démocratie, contre les menaces à la paix, contre l'attitude de la Droite en Outremer, contre l'existence d'une droite réactionnaire, nous faisons le front", c'est que tous ceux avec qui vous faites front sont d'accord avec vous pour être contre les autres, c'est-à-dire que vous les incorporez à la fois dans les républicains, les démocrates, les laïcs et les internationalistes.

Camarades, vous en doutez ? Je vais vous poser des problèmes maintenant et je vous demande d'y réfléchir. Je n'ai d'ailleurs pas l'illusion de convaincre

beaucoup de monde à cette heure du soir.
Est-ce que vous ne croyez pas que le lendemain de cette opération toute nouvelle tentative de notre part de débourrage de crâne, c'est fini. Tout effort pour empêcher sur les chantiers les travailleurs d'aller à l'unité d'action, que cet effort soit tenté par nous ou par les organisations syndicales libres, alors condamnées à disparaître, tout cela est fini.
Vous savez bien le résultat pour la plupart des travailleurs dans un cas comme celui-là, ce sera soit d'aller à l'unité d'action, soit pour ceux qui refuseront d'être encore un peu plus nombreux, de s'isoler dans le désespoir.
Toute action des hommes libres, des syndicalistes et des Socialistes, se trouvera alors devenue vaine. Que vous le vouliez ou non, l'absorption commencerait alors, à laquelle nous avons su résister.
Jamais, camarades, jamais je n'ai connu conviction semblable à celle qui m'anime aujourd'hui. Jamais je n'ai connu certitude aussi angoissante : de nos décisions d'aujourd'hui dépend bien plus que le résultat des élections, tout l'avenir de la démocratie Socialiste en France, toutes les chances de la démocratie Socialiste en France, et j'ajoute pas seulement en France, en Europe et dans le monde !
Camarades internationalistes qui, de temps en temps, l'êtes plus que nous, je voudrais que vous vous posiez des problèmes. Quel coup dur que notre décision, pas seulement pour les Socialistes de France, mais quel coup dur pour les Socialistes de Belgique, d'Allemagne, des pays scandinaves, de Grande-Bretagne !
"Dites-moi, vous tous qui inlassablement venez nous demander, quand certains problèmes se posent à nous sur le plan national : "Pensez un peu aux Socialistes d'ailleurs", quelle trahison à l'égard de la démocratie Socialiste internationale sommes-nous sur le point de commettre !
(Applaudissements)
Et ce sacrifice, pourquoi maintenant ?
Pour sauver quelques sièges Socialistes ? Peut-être, ce n'est pas sûr.
Je vais maintenant parler un peu chiffres et répondre à certaines questions posées, à certains arguments utilisés. Il n'est pas question pour nous de dire que nous faisons fi des mairies, des élus, sous quelque forme que ce soit. Il est question de dire deux choses : 1°- il faut regarder un peu les chiffres, il faut savoir où on en perd le plus, on en gagne le plus ; 2°- il faut avoir une préoccupation permanente : pour avoir des sièges, on ne peut pas payer n'importe quel prix, c'est contraire à toute la morale et la pensée Socialiste.
Je crois que nous sauverions en effet un petit nombre de sièges. Aux élections de 1951 le total des voix Communistes et Socialistes permettait d'aboutir à une majorité absolue, donnant tous les sièges aux Communistes et aux Socialistes.
Le petit travail qui consistait à se demander combien de sièges pour chaque département a été cité par Jeannette Veermersch à la tribune de l'assemblée, mais très peu de monde s'est posé la question. Il y a des Socialistes actuellement élus, ils n'ont pas élus par apparentement avec les Communistes, mais ils sont déjà là, ces Socialistes. Par contre on a éliminé les Communistes, très souvent.

Les résultats se traduisent par une augmentation, dans ces départements, de 45 sièges staliniens et seulement 7 sièges Socialistes, ceci dans l'hypothèse optimiste.
Camarades, est-ce que vous avez tellement peu de conscience de la valeur de la propagande Socialiste que vous soyez absolument convaincus que tout ce qu'on a dit pour dénoncer le caractère des staliniens depuis quinze ans, vingt ans même, a été inutile, qu'il n'en reste rien ? Moi pas. Je suis convaincu qu'à l'heure actuelle, parmi les gens qui votent Socialiste, il y en a pas mal qui ont tellement cru en nous quand nous dénoncions les staliniens qu'ils ne voteront plus pour nous si on se met à travailler avec ces staliniens.
(Applaudissements)
Vos beaux calculs numériques sont donc faux, mais j'ajoute quelque chose d'autre de plus important, c'est que je ne crois pas que l'apparentement Socialiste-Communiste donnerait ces résultats mirobolants de majorité, mais que par contre, qu'avec le vote sur les apparentements, on ne gagne pas de sièges seulement quand on a la majorité absolue, non, non, on gagne aussi des sièges quand on est dans un bloc apparenté le parti le plus fort des apparentés. Voulez-vous bien tous vous souvenir du fonctionnement de la loi de 1951 ! Si bien que là où vous aurez apparentement Socialiste-Communiste, du fait qu'ils sont plus nombreux que nous, c'est un fait, du fait qu'eux ne perdront pas une seule voix, s'il y a apparentement, que nous avons des chances, ou des craintes, d'en perdre, la plus forte moyenne verra encore augmenter leur nombre, mais cette fois par une diminution des nôtres.
Camarades, contester le fait qu'ils puissent être 200, -ce même camarade disait d'ailleurs qu'avec la proportionnelle sans apparentement ils seraient entre 160 et 185, c'est vrai d'ailleurs- possible, mais je crois, en ce qui me concerne, que s'il n'y a pas d'apparentement, ils reviennent 150, et tout cela dépend des circonstances ! Je crois qu'ils n'augmenteront pas leurs voix, je crois même qu'ils seront un peu en recul, mais du fait que s'il y a un certain nombre d'abstentions, il n'y en aura pas chez eux, ils peuvent augmenter en pourcentage, et ils maintiendront probablement 150 sièges, cela, en tout état de cause, c'est de l'acquis, et si alors fonctionnent les apparentements, là où cela fait le plain et là où sans le faire, cela leur donne un siège de plus, je dis qu'ils ne seront pas loin du paquet de 200.
Ce qui est amusant, voyez-vous, c'est que lorsqu'on a parlé de l'arrondissement, je disais avoir 140 ou 150 Communistes dans l'assemblée, avec la proportionnelle j'en accepte l'idée, parce que le danger RPF n'existe plus, j'ai cru que j'allais me faire un peu conspuer, car il y avait des camarades qui disaient alors : "Non, ce n'est pas possible, vous ne pouvez pas permettre qu'ils viennent à 150 staliniens à l'assemblée, je vous en supplie, nous vous en conjurons, employons au moins le système de l'arrondissement avec lequel ils ne seront pas plus de 60", et ce sont les mêmes camarades qui disent aujourd'hui : "Pas d'importance s'ils sont 200".
Je voudrais que vous y réfléchissiez et que vous pensiez surtout à la suite, parce que nous aurons des lendemains. Vous nous dites : "Cela ne va pas plus loin,

c'est fini le lendemain", moi je vous dis : vous n'empocherez pas l'unité d'action après, mais je vous dis quelque chose de plus : les mêmes organisations qui à l'heure actuelle vous couvrent de télégrammes, ronéotypés d'ailleurs, ce qui prouve combien c'est spontané de la part des intéressés, avec le même texte pour toute la France, les mêmes organisations vont vous bombarder de mêmes télégrammes pour vous dire : "Et maintenant que vous avez eu ce résultat, aux élections, vous n'allez pas permettre à la Droite de gouverner, vous allez gouverner, nous allons gouverner ensemble ?".

Est-ce que vraiment chez nous on se bouche les yeux pour ne pas voir ou est-ce que pour défendre une thèse, on fait semblant de se les boucher ?

Je dis, camarades, que ce à quoi vous allez, c'est le renversement total d'une politique qui pourtant s'est révélée exacte.

Enfin, je voudrais poser deux questions, parce qu'elles justifient ma dernière proposition et avant vous dire que nous serions, en effet, probablement condamnée à gouverner ensemble ou tout au moins il y aurait une immense pression populaire pour qu'on accepte le gouvernement ensemble.

Or, voulez-vous vous poser deux questions seulement, le Parti Communiste a-t-il une autre chance d'arriver au pouvoir en France que par une coalition de cet ordre ? Je réponds non, jamais il n'y sera seul, le Parti Communiste ne peut venir au pouvoir que par une coalition.

Deuxième question : si le Parti Communiste doit accéder au pouvoir en tout ou en partie, quid du Socialisme et des Socialistes ?

Je dis que poser la question, c'est ne pas avoir besoin d'y répondre.

Un autre argument encore qui a été employé : s'il n'y a pas l'apparentement avec le Parti Communiste, c'est la Droite qui triomphera, et toute l'argumentation a été bâtie là-dessus : "Vous allez voir ce qui va se passer sur le plan social, ce qui va se passer sur le plan économique, en Outremer, partout". Et on ajoute d'ailleurs, dans les rangs où l'on n'a pas peur de l'opinion Communiste : "Et en tout cas, même si ce n'est pas vrai, c'est ce que les Communistes diront".

De toutes façons, ils le diront, soyez-en assurés, ou inquiets, suivant votre tempérament !

Ma conviction, c'est que s'il y avait ce soir une décision du parti demandant, préconisant, autorisant ou tolérant les listes d'apparentement avec les Communistes, c'est dans ce cas là que vous avez la certitude mathématique d'une majorité de droite. C'est çà la vérité ! Je ne sais pas pourquoi l'on fait semblant de ne pas la voir, c'est la vérité.

La seule chance, s'il y en a une, qu'il n'y ait pas cette élection de droite, c'est l'élection triangulaire : la Droite, la Gauche, le Parti Communiste à part. J'y reviendrai, car ce sera ma conclusion, mais si vous en doutez de cela, alors il faudra m'expliquer -car je ne suis pas de ceux qui ont été foncièrement mendéssiste moi- pourquoi vous nous avez soutenus pendant si longtemps, qu'il y avait dans ce pays une majorité, sans les Communistes, pour soutenir l'expérience Mendès ?

Il faudra venir nous dire si vous étiez convaincus et sincères, s'il y avait un semblable courant dans le pays pour une gauche sans les staliniens.

Fondation Jean Jaurès

Moi, je continue à croire qu'effectivement il n'y a pas mal de jeunes, il n'y a pas mal de chrétiens même qui risquent d'être cette fois d'accord avec nous, mais cela je l'ai dit et comme c'est déjà une conclusion, je vais y revenir.
Il y a enfin des camarades qui ont ajouté : "Ce que nous vous proposons, nous le faisons en toute indépendance d'esprit, parce que nous ne le ferons pas, nous, dans notre département, dans notre fédération. Ce que nous vous proposons, c'est quelque chose pour l'ensemble du Parti, mais dans nos départements, nous avons parfaitement conscience qu'un semblable apparentement nous mettrait dans une situation difficile et risquerait de nous faire tout perdre".
Oui, je crois qu'ils ont raison, je crois même qu'il y en a beaucoup comme cela et c'est pourquoi j'aurais préféré entendre ceux qui après avoir étudié leur situation locale, estiment qu'ils ont intérêt à cet apparentement, car je trouve un peu bizarres ces positions sur le plan strictement théorique qui ne correspondent pas à l'argument que l'on emploie pour le défendre, c'est-à-dire l'intérêt de l'autodéfense.
Mais si même nous en avions quelques-uns qui prétendent qu'il y a intérêt dans leur cas particulier, qui prétendent qu'il y a intérêt sur le plan local, je voudrais voir combien ils sont et qu'ensuite on fasse la balance pour voir combien le Parti a à perdre, par contre, ailleurs, et je vous assure que vous arriverez alors à des choses qui ne seront pas positives.
"Alors, nous disent certains, laissez-nous au moins la liberté, si tout cela est exact".
"Laissez-nous la liberté !" Je voudrais d'abord dire une chose, c'est que quelle que soit la décision du Conseil national concernant les apparentements, il n'aura d'obligation que celle de respecter, dans la limite fixée par le Conseil national, ces apparentements, mais il n'y aura jamais obligation de faire tel ou tel apparentement. On n'obligera jamais qui que ce soit à faire des apparentements qu'on aurait décidé sur le plan national, on lui dira : "S'il y a des apparentements, cela ne peut être que ceux qui ont été décidés", il y a donc là une certaine forme de liberté, mais ce n'est pas cette liberté que vous entendez, je le sais bien, c'est celle de faire ce que vous voudrez, et, à l'avance, un camarade nous a dit : "Vous allez me répondre par la radicalisation !".
Eh bien, évidemment ! Qu'est-ce que c'est d'autre si ce n'est que le Parti Socialiste remplace, prend la place du Parti Radical et va, à travers le pays, avoir ici des élus dans tel sens, là des élus dans l'autre !
Vous savez, camarades, essayez d'aller expliquer cela devant vos sections ; vous les candidats ou les parlementaires sortants, faites de temps en temps un effort, demandez vous ce que vont penser les militants des sections, le jour où ils verront revenir sur eux une semblable proposition tendant à dire : "Vous pouvez dire ce que vous voulez dans les sections, cela n'a pas d'importance, puisque, quand on sera en Congrès ou en Conseil, on décidera que chacun fera ce qu'il voudra".
Mais il y a plus grave, bien plus grave que cet argument contre cette liberté.
Supposez qu'on laisse cette liberté, ou même une tolérance, dites-moi un peu dans toutes ces fédérations où vous dites que pour vous-même c'est dangereux,

dans toutes ces fédérations où pour des raisons de principe on est hostile, quelle formidable pression va s'exercer sur nous quand on va pouvoir nous dire : "Vous avez laissé des camarades libres de le faire ; dans tels départements, ils le font, eux, ils la font cette superbe alliance du prolétariat, ils font l'unité ouvrière, pourquoi nous la refusez-vous ?" Au nom de la solidarité, si ce n'est de la discipline ! J'espère bien que le Parti ne permettra pas cela, qu'il sortira ce soir une décision quelle qu'elle soit qui vaille pour tous.

Alors, ma conclusion sur ce point est simple : je demande à ce Conseil national de dire que le Parti Socialiste est et demeure acquis à l'idée de l'unité ouvrière et de l'action commune, mais que celle-ci reste impossible aussi longtemps que les dirigeants du Parti Communiste n'auront pas renoncé aux erreurs criminelles qui ont divisé la classe ouvrière. Je souhaite qu'on la dise dans les termes mêmes ou à peu près dans les termes que Rimbert a employés à cette tribune, donc pas d'apparentement avec le Parti Communiste, telle doit être la loi !

Et le Conseil national devra dire en outre que cette loi vaut pour tous sans dérogation, sans indiscipline et je m'explique : qu'en conséquence, l'attestation permettant l'apparentement ne pourra être donnée par le Secrétaire général du Parti qu'aux fédérations et candidats qui auront pris l'engagement de respecter la discipline du Parti.

(Applaudissements)

Mais si le Conseil national doit prendre ces décisions négatives, quelle peut être alors la position positive ?

Dimanche dernier, dans ma fédération, dans la fédération du Pas-de-Calais, l'unanimité se faisait d'abord sur l'idée de refuser tout apparentement. En tout état de cause, c'est ce que fera le Pas-de-Calais ; même si on autorise ici ce soir de faire des apparentements, il ne demandera pas à bénéficier de l'autorisation.

Je conçois que la fédération du Pas-de-Calais ait été pour cette position, le Secrétaire général du Parti lui-même trouverait là une solution facile, puisqu'il en résulterait comme conséquence qu'il n'y aurait aucune attestation à signer, donc pas le moindre risque d'indiscipline ou de dérogation.

C'est facile à justifier, nous nous battus contre, nous avons même sans doute été les seuls à être sincères dans cette bataille contre les apparentements, mais nous ne regrettons pas d'avoir fait ceux de 1951 -je souhaite que le Parti le dise- et nous avons constaté qu'immédiatement après ils n'avaient pas fonctionné à cause de la trahison du MRP -et je souhaite que le Parti le dise aussi. Mais j'ajouterai qu'on pourrait même utiliser un argument supplémentaire, je sais que ce n'est pas populaire, je ne tiens pas à ce qu'on le retienne, j'ai signalé le caractère un peu démagogique de cet argument, mais pour toutes ces raisons je serai favorable à l'idée et même mes camarades du Pas-de-Calais, à ma demande, qui ne feront pas de demande de dérogation, ont eu la préoccupation de penser à d'autres départements, ils ont pensé que dans certains départements le désir pouvait se manifester d'unir un certain nombre d'hommes et de partis qui peuvent être d'accord d'abord contre ce qui vient de se faire et ensuite non pas sur un programme, mais sur un certain nombre de thèmes généraux, ceux, par exemple, qu'a uni pendant une période trop courte de cette législature une volonté

commune de changement sous le gouvernement Mendès France, et pour faire aboutir les deux préoccupations négatives : aucun apparentement avec les gens de la majorité : Faure, Binay, Barangé, Barrachin, Teitgen, aucun apparentement avec les staliniens, deux critères positifs que voici :
- ceux qui ont voté pour Mendès France le jour de sa chute, les seuls qui étaient sincères, ceux qui ont voté pour un scrutin clair, c'est-à-dire l'arrondissement.
Je ne suis pas suspect de tendresse excessive pour ce qu'on appelle le mendésisme ; il m'est même arrivé de contrer certains camarades avec mon caractère qui m'est souvent reproché, je dis à juste titre, je ne me connais pas bien, mais je connais certains de mes défauts, en leur demandant pourquoi à la fin de leur intervention, ils ne concluaient pas en disant : "Adhérez au Parti Radical" au lieu de dire "Adhérez au Parti Socialiste", cela m'est arrivé pas mal de fois !
J'ai cru pouvoir rappeler à ces camarades que Mendès France n'était évidemment pas des nôtres, mais j'ai chaque fois tenu à ajouter, sous une forme de boutade, que s'il n'était pas des nôtres, il était au moins le meilleur des autres.
Je me souviens même avoir dit dans cette salle même, en parlant de lui, pour marquer la différence entre lui et d'autres candidats éventuels à la présidence du Conseil: "Il ne faut pas dire qu'il est le moins loin de nous, mais dire qu'il est le plus près" ; une autre fois, je disais,"Il ne faut pas dire qu'il est le moindre mal, mais qu'il est le second best, le deuxième meilleur, c'est la formule que j'avais alors employée.
J'ai une conviction, c'est que les jeunes qui actuellement s'inscrivent en masse dans les mairies appuieront de leur voix un accord, non pas un accord fait comme la presse, hélas, cette presse qui a toujours le besoin de chercher des noms au lieu d'idées, non pas un accord entre des hommes comme Mendès France et Guy Mollet, non -en tout cas, c'est contraire à mon propre tempérament- mais un accord qui se fait entre un radicalisme qui veut se rénover, cette fraction du radicalisme qui veut se rajeunir et un Parti Socialiste qui reste fidèle à lui-même.
Je dis qu'il y a à l'heure actuelle cette chance et si on trouvait, comme le proposait Augustin Laurent, un certain nombre de grands thèmes généraux affirmés en commun, moi je suis moins pessimiste que vous, je suis assez confiant, j'ai la conviction, à l'heure actuelle, que cela répond à un appel profond du pays, et que nous pourrions être entendus.
Deuxième critère que j'ai cherché, c'est celui de l'arrondissement. Alors, camarades, si j'ai pu dire que je n'étais pas suspect de mendésisme, il m'est encore plus facile de dire que je ne suis pas suspect d'être arrondissementier. Je crois que je me suis battu autant que j'ai pu le faire dans le dernier Conseil national. Je veux vous rappeler tout de même qu'une des raisons essentielles qui me faisaient prendre position contre le scrutin d'arrondissement est la même qui m'anime aujourd'hui. Je voudrais vous rappeler que la partie la plus importante de mon intervention l'année dernière, ou plutôt la fois dernière, je viens presque de la répéter. J'avais une peur folle de ce qui se produit, que l'on veuille par ce biais nous entraîner à l'unité d'action. Mais, le Parti l'a ainsi décidé. J'ai été

minoritaire, j'ai respecté, j'ai appliqué, j'ai même fait appliquer la discipline.
On a beaucoup écrit de moi, on n'a pu faire état, où quoi que ce soit, d'une phrase que j'aurais dite, même d'une indiscrétion. J'ai même été appelé à dire à certains camarades qui se rebellaient : il faut être discipliné.
Je l'ai fait, pourquoi ne pas l'avouer, quelquefois avec un peu d'amertume, car je suis très amère à cette contestation que je suis bien obligé de faire que dans trop de problèmes, la discipline ne joue que quand je suis minoritaire. Ce n'est pas ma chance, on n'arrive pas à la faire jouer quand je suis majoritaire.
Enfin, je l'ai fait, je ne le regrette pas. Le Parti s'est battu là-dessus et, comme je pense que l'argument peut servir dans la campagne électorale, je propose très volontiers moi-même que l'on s'en serve.
Telles sont, mes camarades, les propositions que j'appuie.
J'ai voulu le faire avec sérénité, mais je voudrais que vous ayez conscience que si je n'exprime pas mon émotion trop largement, je le fais tout de même avec beaucoup de gravité.
Je voudrais presque vous dire que je le fais avec anxiété.
Je ne vous dis pas que si le Parti, si le Conseil national était d'accord sur les formules que je propose, nous allions vers des grands triomphes et des solutions faciles. Sûrement pas. Les difficultés du lendemain de ces élections seront en tout état de cause terribles ; il faut que nous en ayons conscience.
Mais, c'est notre lot à nous, démocrates et Socialistes, que d'avoir à convaincre, que d'avoir à se battre pied à pied, douloureusement pour faire avancer, dans la voie du Socialisme, sans jamais accepter de reculer, dans la défense de la liberté.
Je sais que c'est un chemin lourd, long, difficile, mais ce que je sais, par contre, c'est que l'autre choix, que certains d'entre vous proposent à votre défense, que certains proposent parce qu'ils voient plus loin ou croient du moins voir plus loin, je dis que cet autre choix, c'est un pari, c'est un pari catastrophique, un pari qui mène presque sûrement à l'anéantissement de toute chance pour cette liberté pour laquelle nous nous sommes battus ensemble et qui nous unit.
Il faut qu'on se ressaisisse, camarades. Il faut que nous ayons davantage de confiance en nous-mêmes, davantage de confiance en notre Parti, davantage de confiance en la justesse de notre cause.
Vous avez fait état de je ne sais quel courant d'opinion publique. Permettez-moi de conclure simplement sur cette constatation. La victoire, elle n'est jamais aux suiveurs. Elle est à ceux qui résistent, puis qui se battent et qui, un jour, connaissent enfin la liberté triomphante.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, la discussion est maintenant terminée. Je vais donner la parole à Pierre Commin, qui va tous proposer la composition d'une Commission des résolutions.

Pierre Commin

Avant de vous proposer la Commission des résolutions, je voudrais faire une communication au Conseil national.

Fondation Jean-Jaurès

Nous aurons, à partir de lundi soir, deux films de propagande qui sont à la disposition des fédérations : un premier film, d'une durée de 35 minutes et enfin une petite bande d'actualité Socialiste, intitulée "Ce que veut le Parti Socialiste", d'une durée de 15 minutes, et comprenant deux allocutions, l'une de notre camarade Albert Gazier, sur les problèmes économiques et sociaux, l'autre de notre ami Guy Mollet, sur les problèmes de politique intérieure et extérieure.
Je demande aux secrétaires des fédérations ou aux responsables qui sont ici de passer les commandes des copies de ces deux bandes, en 16 millimètres, pour la somme de 30.000 francs les deux, à notre camarade Charles Pot (?) qui se trouve dans la salle.
Bien entendu, toute une documentation dont une partie part ce soir, vous sera adressée dans toutes les fédérations, en nombre suffisant. Un certain nombre de tracts vous seront envoyés dès mercredi et jeudi par l'imprimerie du Pas-de-Calais. Nos camarades des fédérations les recevront directement.
Je passe maintenant à la composition de la Commission des résolutions, que nous avons prévue sans aucun souci de précis de dosage, d'autant que nous n'avions aucune indication pour nous le permettre. Voici les propositions du bureau :
Comte - Cormier - Defferre - Deixonne - Delabre -Depreux - Gazier - Herbault - Jacquet – Lamarque-Cando -Lancel - Laurent - Le Bail - Leenhardt - Lejeune - Loustau -Levindrey - Mazier - Métayer - Moutet - Notebart - Pineau - Pivert - Noireau - Provo - Rimbert - Robert - Roux - Silber -Weil-Reynal, c'est-à-dire les 31 membres prévus par le règlement intérieur du Conseil national.

Le président - Y a-t-il des observations au sujet de cette proposition ?

Un membre - Comte est parti.

Le président - Un remplaçant. Boutbien ?
Attendez, Courtois a la parole.

Jean Courtois - J'ai un candidat à proposer.

Le président - Après accord entre Courtois et Boutbien, c'est Boutbien qui est nommé, Courtois étant suppléant au cas où un autre camarade ne pourrait pas assister à la réunion.
Avec ces modifications, que ceux qui sont d'accord sur la composition de la commission des résolutions le manifestent en levant la main.
(Il est procédé au vote à mains levées)
La Commission est ainsi composée.
Elle se réunit immédiatement. La séance sera reprise à 20 heures.
La séance est suspendue.

PARTI SOCIALISTE – SFIO

Conseil national extraordinaire du 6 décembre 1955, Puteaux

Séance du soir

La séance est reprise avec le même bureau que l'après-midi.

Le président - Camarades, nous avons le souci de terminer le plus rapidement possible pour que les camarades puissent rejoindre leurs départements.
Une première communication : les membres du Comité directeur sont avisés que le Comité directeur se réunira demain à la Cité Malesherbes, à 19 heures, pour permettre aux camarades de province qui en sont membres de partir dans la soirée.
Une seconde communication : la Commission des résolutions a été saisie de textes concernant la tactique, concernant le programme. Tous les textes concernant le programme ou les textes divers ont été, d'un accord unanime, renvoyés au Comité directeur qui statuera sur eux dans sa séance de demain.
Voua êtes donc saisis simplement des conclusions de la Commission des résolutions concernant la tactique électorale. Sur cette question, je donne la parole au rapporteur, Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Camarades, voici le texte que je vous propose au nom de la Commission des résolutions. Je vous dirai, après la lecture, le passage à partir duquel on demande, des camarades ont demandé le vote par division, et ensuite, à partir de quel paragraphe il y aura un amendement, ou plutôt, à propos de quel paragraphe il y aura un amendement.
"La dissolution de l'Assemblée Nationale, décidée en fait par 218 députés sur 623, souligne le désarroi de l'équipe gouvernementale, mais ce coup de force permettra au pays de juger ceux qui, pendant 54 mois, ont perpétré tant de mauvais coups et préparé tant de désastres.
Le Parti Socialiste, qui a conscience d'avoir rempli sa mission tant par son opposition constructive à la majorité réactionnaire et cléricale de l'assemblée que par son appui sans défaillance au gouvernement de Monsieur Mendès France, le seul qui ait manifesté sa volonté de rompre avec les errements de cette majorité, relève le défi et accepte le combat.
En réclamant pour les prochaines élections le retour au scrutin d'arrondissement à 2 tours, et, à défaut, une proportionnelle juste et loyale, le Parti Socialiste a sûrement exprimé la pensée et le souhait de tous les électeurs soucieux de clarté.
Aussi dénoncera-t-il avec vigueur tous ceux, indépendants, MRP et Parti Communiste, qui, par leur attitude, leurs manœuvres et leurs décisions, ont rendu inévitable le maintien de la loi électorale de 1951.
Aussi éloigné de la majorité de Dien Bien Phu, de la majorité du coup de force contre le Sultan du Maroc, de la loi Baranger que du Parti Communiste dont l'inconditionnelle soumission à l'égard de Moscou a déjà coûté tant de défaites

au prolétariat international et tant de déceptions chez les travailleurs français, le Parti Socialiste présentera partout des listes homogènes et un programme d'action, de justice sociale et de rénovation économique.
Adversaire des apparentements, il se déclare prêt, dans le cas où ceux-ci seraient réalisés par les partis réactionnaires pour fausser le sens du prochain scrutin, à les autoriser avec tous ceux qui se sont opposés aux manœuvres dirigées contre la démocratie, sous réserve qu'ils se déclarent d'accord avec les principes essentiels de son programme concernant : les libertés démocratiques, la lutte pour la paix par la négociation, le désarmement général réellement contrôlé, la défense atlantique et la construction européenne, le progrès social, l'expansion économique, l'organisation des marchés agricoles, l'arrêt, par des négociations, de la guerre en Afrique du Nord, la restauration de la laïcité.
Le Conseil national mandate formellement le Comité directeur pour s'opposer à toute autre forme d'apparentement, notamment avec des partis réactionnaires, cléricaux ou totalitaires."
Voilà, camarades, la résolution qu'une partie de la Commission des résolutions vous propose dans son ensemble, étant entendu, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, qu'à la demande de quelques camarades, on votera par division à partir du 6ème paragraphe où l'on dit : "Aussi éloigné... etc. ..".

Le président

Camarades, voilà comment nous allons procéder :
Je vais d'abord vous redonner lecture des premiers paragraphes qui n'appellent aucune observation de membres de la Commission des résolutions, et je vous demanderai de vous prononcer, s'il n'y a pas d'amendement, à mains levées, sur ces paragraphes.
Nous en viendrons ensuite aux paragraphes pour lesquels des camarades ont demandé un vote spécial, et puis enfin, au dernier paragraphe de la résolution auquel s'opposera un amendement de Deixonne, que ce dernier viendra défendre à la tribune. Etes-vous d'accord avec cette façon de procéder ?
(Aucune objection)
Je redonne donc lecture d'abord des paragraphes qui n'ont pas soulevé d'objection :
"La dissolution de l'Assemblée Nationale décidée en fait par 218 députés sur 623, souligne le désarroi de l'équipe gouvernementale, mais ce coup de force permettra au pays de juger ceux qui, pendant 54 mois, ont perpétré tant de mauvais coups et préparé tant des désastres.
"Le Parti Socialiste, qui a conscience d'avoir rempli sa mission tant par son opposition constructive à la majorité réactionnaire et cléricale de l'assemblée que par son appui sans défaillance au gouvernement de M. Mendès France, le seul qui ait manifesté sa volonté de rompre avec les errements de cette majorité, relève le défi et accepte le combat.
En réclamant pour les prochaines élections le retour au scrutin d'arrondissement à deux tours et, à défaut, une proportionnelle juste et loyale, le Parti Socialiste a sûrement exprimé la pensée et le souhait de tous les électeurs soucieux de clarté.

Aussi dénoncera-t-il avec vigueur tous ceux, Indépendants, MRP, Parti Communiste, qui, par leur attitude, leurs manœuvres et leurs décisions, ont rendu inévitable le maintien de la loi électorale de 1951."
Sur cet ensemble de paragraphes, je le répète, il n'y a pas eu d'objection.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main avec leur mandat à la main?
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Ces paragraphes sont adoptés à l'unanimité. Des camarades de la Commission des Résolutions ont demandé que le paragraphe suivant fasse l'objet d'un vote spécial, qu'il soit divisé des autres. Je le relis. Je vais vous demander de voter pour ou contre à mains levées.
"Aussi éloigné de la majorité de Bien Dien Phu, de la majorité du coup de force contre le Sultan du Maroc, de la majorité de la loi Baranger, que du Parti Communiste dont l'inconditionnelle soumission à l'égard de Moscou a déjà coûté tant de défaites au prolétariat international et tant de déceptions chez les travailleurs français, le Parti Socialiste présentera partout des listes homogènes et un programme d'action, de justice sociale et de rénovation économique".
Que ceux qui sont partisans d'adopter ce paragraphe lèvent la main dans les mêmes conditions que tout à l'heure?
…
Baissez les mains. Avis contraires ?
… 3 avis contraires.

Abstentions ?
… 8 abstentions.

Le paragraphe est adopté.

Voilà maintenant une nouvelle partie qui a reçu l'accord de l'unanimité de la Commission des résolutions :
"Adversaire des apparentements, il se déclare prêt, dans le cas où ceux-ci seraient réalisés par les partis réactionnaires pour fausser le sens du prochain scrutin, à les autoriser avec tous ceux qui se sont opposés aux manœuvres dirigées contre la démocratie, sous réserve qu'ils se déclarent d'accord avec les principes essentiels de son programme concernant : les libertés démocratiques, la lutte pour la paix par la négociation, le désarmement général réellement contrôlé, la défense atlantique et la construction européenne, le progrès social, l'expansion économique, l'organisation des marchés agricoles, l'arrêt, par des négociations, de la guerre en Afrique du Nord, la restauration de la laïcité."
Sur ce paragraphe, il n'y a pas eu d'objection à la Commission des résolutions.
Y a-t-il un amendement ?

Fondation Jean-Jaurès

Léon Boutbien - Ce matin, à la lecture, … à la lecture, il y a un point qui me parait un peu mériter une précision. Vous dites, à propos de l'Algérie : "l'arrêt par la négociation des hostilités en Algérie". Je crois qu'il serait préférable de mettre : "la paix en Afrique du Nord", car, sans cela, on demandera : la négociation avec qui, en Algérie ?, Par exemple, et on serait peut-être gêné pour répondre.

Maurice Rabier - C'est pour déposer un amendement. On tolérera que je le dépose, je ne le sais, mais je voudrais donner mon point de vue. J'ai appuyé ce que vient de dire Boutbien, et je vous ai recommandé, en ce qui concerne l'Algérie, ce qui ne nous empêche pas d'être audacieux, d'être prudents, parce qu'il est dangereux de s'engager sur ces problèmes où l'on risque d'aller vers un point où l'on arrive difficilement. Mon amendement a pour but de combler une lacune. On parlait de construction européenne. Je voudrais que vous parliez également après la laïcité, ou où vous voudrez, de "la construction d'une véritable Union française".

Marcel Mérigonde - Je voudrais poser la question suivante : dans le cas où dans un département la réaction ne fait pas d'apparentement, le Comité directeur n'autorisera pas le Parti Socialiste à faire des apparentements, car vous dites : "Il n'y aura d'apparentements que dans la mesure où la Droite fera des apparentements". Mais, sur le plan national ou sur le plan particulier, cela a besoin d'être précisé.

André Bidet - Je veux tout de même dire mon étonnement qu'il n'y ait rien à propos de l'Outremer. Vous avez enterré mon texte, je le regrette, car c'est attendu, Outremer, cette proposition que j'ai déposée ce matin, d'autant plus que la presse le sait. C'est étonnant que cela n'ait pas été retenu. Je vous mets en garde contre la déception que vous allez provoquer.

Un délégué - Vous allez parler de la construction de l'Europe. De quelle construction s'agit-il, et de quelle Europe ?

Le président - Je donne la parole à Augustin Laurent, rapporteur, et on va voter.

Augustin Laurent - Le texte de Bidet, si je suis bien renseigné, a été renvoyé au Comité directeur. Il n'a pas été enterré. Et le Comité directeur a reçu le mandat de s'en servir dans les conditions que la campagne électorale peut permettre. On ne peut pas dire qu'il a été enterré parce qu'il a été renvoyé au Comité directeur. Si Bidet demande à ce qu'on fasse aujourd'hui un texte, qu'il le propose par un amendement, mais le Comité des résolutions avait cru devoir le renvoyer au Comité directeur.

Maurice Rabier (?) - Je pense que vous voudrez bien retenir mon amendement.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - "La paix en Afrique du Nord" au lieu de "l'arrêt par des négociations, de la guerre en Afrique du Nord".

Augustin Laurent - Je ne pense pas qu'on puisse...

Guy Mollet - Et ajouter : "la construction d'une véritable Union française".

Augustin Laurent - Mais on accepte l'amendement de Rabier, je pense que toute la Commission est d'accord pour le reprendre.

Le président - Je vais faire voter le texte par division.

Un délégué - On n'a pas répondu aux questions.

Le président - On ne répond pas à des questions posées qui concernent la Commission des résolutions.

Guy Mollet

Ce n'est pas la peine de créer des difficultés là où il n'y en a pas. Il y a plusieurs propositions faites. Dans l'ordre, Augustin Laurent vient de vous lire, et il traduit l'opinion de toute la Commission des résolutions, la résolution. On est d'accord pour dire "la paix en Afrique du Nord" au lieu de la formule employée. On est d'accord pour insérer la formule le Rabier : "la construction d'une véritable Union française". Ce n'est pas du tout parce qu'il y avait un désaccord qu'on ne l'a pas mis, c'est parce qu'il ne s'est pas trouvé dans la Commission des résolutions quelqu'un pour le demander.

Je propose même que nous voyons tout à l'heure, quand nous allons avoir fini avec ce texte, le texte de Bidet. Je le précise, s'il ne devait pas soulever d'amendement ou d'objection devant le Conseil national, il pourrait être adopté ce soir. S'il devait faire l'objet d'observations, je proposerais qu'il soit renvoyé au Comité directeur pour être fignolé et revu demain soir. Tout le monde à la Commission est d'accord là-dessus.

Il y a une question de Mérigonde. C'est une erreur d'interprétation. Notre texte ne dit pas du tout que dans chaque département il ne pourra être fait d'apparentements que si la Droite en a fait. C'est sur le plan national…

Et un autre camarade a posé la question : "Quelle construction de l'Europe ?" Mon cher, ça a été décidé par un certain nombre de Congrès, c'est la construction de l'Europe, telle qu'elle a été définie par nos Congrès antérieurs.

Le président

Je vais donner lecture du texte modifié :

"Adversaire des apparentements, il se déclare prêt, dans le cas où ceux-ci seraient réalisés par les partis réactionnaires pour fausser le sens du prochain

Fondation Jean-Jaurès

scrutin, à les autoriser avec tous ceux qui se sont opposés aux manœuvres dirigées contre la démocratie, sous réserve qu'ils se déclarent d'accord avec les principes essentiels de son programme concernant : les libertés démocratiques, la lutte pour la paix par la négociation, le désarmement général réellement contrôlé, la défense Atlantique et la construction européenne, le progrès social, l'expansion économique, l'organisation des marchés agricoles, la paix en Afrique du Nord, la construction d'une véritable Union française, la restauration de la laïcité."
Ceux qui sont d'accord avec ce texte lèvent la main.
Avis contraires ? … 4
Abstentions ? … 4
Vient maintenant le dernier alinéa du texte proposé par Augustin Laurent, je vais le lire et tout de suite après, je donnerai la parole à Deixonne, qui a un amendement à défendre pour remplacer ce texte par un autre.
Voici le texte :
"Le Conseil national mandate formellement le Comité directeur pour s'opposer à toute autre forme d'apparentement, notamment avec des partis réactionnaires, cléricaux ou totalitaires."
Je donne la parole à Deixonne pour qu'il défende son amendement.

Maurice Deixonne

Camarades, je vais d'abord vous lire le texte que j'ai l'honneur de rapporter devant vous, j'ajouterai de brefs commentaires.
Il s'agit de remplacer le petit paragraphe que l'on vient de vous lire, qui exclut certains apparentements, par celui-ci, qui est dû à une collaboration.
"Face au complot qui tend à maintenir au pouvoir, et à renforcer la majorité réactionnaire, condamnée par le pays, le Parti Socialiste se considérant en état de légitime défense, adoptera dans chaque fédération, la tactique capable de déjouer cette manœuvre et de la retourner contre ses auteurs.
C'est pourquoi, partout où le Parti Socialiste se trouvera placé devant une coalition des droites qui aurait pour conséquence d'assurer une majorité réactionnaire, le Conseil national autorise ces fédérations à assurer par tous les moyens, dans le cadre même de la loi des apparentements, la défaite de la Droite réactionnaire, cléricale et colonialiste."
Mes chers camarades, Laurent vous l'a dit, il a rapporté au nom d'une partie de la Commission des résolutions, et c'est un fait que nous ne nous sommes pas comptés. Le Congrès va dire où se trouve la majorité. Mais Laurent ne me démentira pas : la fraction qui m'a pris pour son porte-parole, a fait preuve d'un très grand effort de conciliation d'abord en adoptant la partie commune, à mon sens excellente et qui vous a été lue tout à l'heure, qui n'a fait d'aucune objection. Puis, nous avons adopté encore un texte probablement plus contestable, puisqu'il y a eu quelques oppositions. Il est bien certain, par exemple, que nos camarades qui s'étaient réunis à part pour le rédiger, ont peut-être un peu forcé la note dans une intention assez apparente, par exemple, il est clair que parler de "défense Atlantique", sans aucune contrepartie quant à la politique pacifiste qui est

Fondation Jean-Jaurès

également la nôtre, ce n'est pas suffisant... Mais c'est voté, par conséquent je ne reviens pas là-dessus.
Je veux simplement vous dire dans quel esprit vraiment très conciliant, très unitaire, nous avons travaillé, et surtout nous avons accepté de procéder par voie d'amendement dans une intention assez claire, à savoir que si cet amendement que je vous présente n'était pas adopté, eh bien, un certain nombre d'entre vous auraient la faculté de reporter ensuite leur vote sur la motion supposée majoritaire et de lui donner ainsi une autorité plus grande dans le pays.
Je crois avoir, par conséquent, fait la preuve que nous avons poussé aussi loin que possible la volonté de compréhension mutuelle.
Mais, ceci dit mes chers camarades, et c'est cela qui amène notre intervention, il y a des fédérations où le complot réactionnaire est évident. La volonté d'étranglement de la représentation Socialiste ne peut pas être contestée. Il y a des départements où les ploutocrates de l'endroit, où la réaction militante, quelquefois même des margoulins et des faisans, ont juré d'avoir la peau du député Socialiste, ou d'empêcher en tout cas à un de nos camarades d'être élu.
Eh bien, c'est en vue de cette éventualité que nous vous présentons un texte évidemment plus souple que celui qu'a rapporté notre camarade Augustin Laurent. Ce texte, j'attire votre attention là-dessus, nous place d'abord dans le cas de la légitime défense, cela a été exposé par différents orateurs ce matin et cet après-midi. Il est clair que nous sommes dans une situation exceptionnelle, et que nul ne pourra se prévaloir de ce texte, s'il est voté, pour en tirer cette conséquence que nous avons modifié en quoi que ce soit notre position doctrinale, par exemple vis-à-vis du Parti Communiste.
D'autre part, il est question d'une simple autorisation laissée aux fédérations. C'est elles qui seront juges, on n'oblige personne.
Eh bien, camarades, je dis que si ce texte est voté, vous arriverez dans les départements à résoudre les difficultés que, pour ma part, je le répète, je ne connais pas dans le mien, mais qui existent, nous le savons, ça résulte des conversations qui ont eu lieu, des exposés qui ont été faits. Je voudrais bien que, dans ces départements-là, le Parti ne puisse pas encourir le reproche d'avoir permis l'élection de la pire réaction, de l'extrême droite. Je ne voudrais pas que le Parti, ou ses représentants, puisse s'entendre tenir ce langage : "Tout ce que vous dites c'est très joli, vous pouvez affirmer ce que vous voudrez, c'est finalement vous qui avez permis à la réaction de revenir au pouvoir."
Mes chers camarades, voilà le sens du texte que nous vous soumettons et dont nous espérons l'approbation.

Augustin Laurent

Camarades, je n'avais pas cru devoir apporter de commentaires à la résolution et je voulais par-là faire gagner du temps au Conseil national.
Je ne reproche pas à Deixonne d'avoir expliqué dans quelles conditions ses amis avaient été amenés à proposer cet amendement, mais je tiens tout de même à dire que par exemple, lorsqu'il laisse entendre que nous avons corsé un peu une partie de notre résolution dans un certain sens, je tiens à dire que nous l'avons

fait, et nous le lui avons dit, dans le meilleur sens, parce que nous pensions que du moment -et nous ne demandions pas à ces camarades de voter notre texte- du moment où l'on parlait de la nécessité d'assurer la paix par le maintien des alliances atlantiques, cela revenait à dire : "S'il est vrai que vous êtes pour les apparentements avec le Parti Communiste, il est bien vrai que vous ne pouvez pas voter ce texte." C'est une précision que je tenais à apporter.
La différence qui existe entre le texte de Deixonne et le nôtre, c'est que, avec une formule dite "de souplesse" qui laisse à chaque fédération le soin de faire jouer le mécanisme de l'auto-défense, notre texte interdit tout apparentement avec le Parti Communiste, alors que le texte de Deixonne, lui, les permet. Et il se trouve qu'à l'intérieur du contingent de camarades favorables à cet amendement, il y en a qui sont pour les apparentements avec le Parti Communiste, même s'il n'y a pas dans cet apparentement d'autres formations républicaines, et il se trouve d'autres camarades qui, au contraire, disent : "J'accepterai les apparentements avec le Parti Communiste, à la condition que cet apparentement englobe d'autres formations républicaines."
Voilà tout de même les quelques remarques que je devais faire après l'intervention de notre camarade Deixonne.
Loin de nous préserver des opérations de blocage de la Droite -et cela a été montré d'une manière si claire, si pertinente par Guy Mollet tout à l'heure- loin d'empêcher le blocage de la Droite dans certains départements, le texte de Deixonne risquerait de le favoriser.
Je dois encore dire ceci : il se trouve qu'il y a des camarades qui vous proposent cette solution là, c'est-à-dire apparentements avec les Communistes, et qui ne le feront pas dans leur département. Ils le proposent pour d'autres, sans tenir le moindre compte, précisément, de la situation dans laquelle les autres fédérations se trouvent par rapport à l'éventualité des apparentements.
En tout cas, il est certain que le mécanisme proposé par l'amendement Deixonne risque de provoquer le blocage de la Droite, et fait précisément courir le danger que nos camarades pensent éviter.
Voilà pourquoi, camarades, nous pensons que le Conseil national voudra, dans sa grande majorité, voter le texte que je vous ai rapporté.

Le président - Je rappelle, camarades, que la Commission des résolutions s'était mise d'accord sur la procédure suivante :
L'amendement de Deixonne va être mis aux voix. Etant donné l'importance de la question, le vote par mandats s'impose.

André Bidet - J'ai un texte à proposer qui n'est pas à proprement parler un amendement, mais qui serait un additif à la motion qui nous est proposée, sans l'amendement de Deixonne. Je me pose la question de savoir si je dois le présenter maintenant, ou si je dois le présenter après le vote sur l'amendement de Deixonne ?

Le président - Il vaut mieux voter sur l'amendement Deixonne d'abord. Tout le

monde est d'accord avec cette procédure ? On va donc mettre aux voix, par mandats, l'amendement proposé par Deixonne ; vous répondrez pour, contre, ou abstention.
(Il est procédé à l'appel)

Guy Mollet

Je vais vous lire le texte de Bidet. S'il ne fait l'objet d'aucune objection, on peut le faire adopter dès maintenant par le Conseil national :
"Le Conseil national du Parti Socialiste, considérant que l'institution du collège unique et l'augmentation du nombre des députés dans les territoires d'Outremer avaient été votées à première lecture à une forte majorité par l'assemblée nationale,
Considérant que la duplicité de M. Teitgen, ministre MRP et sa frénésie partisane en faveur de la distribution ont sacrifié les aspirations légitimes des populations autochtones aux intérêts particuliers d'une coalition gouvernementale condamnée par la représentation populaire,
Dénonce l'attitude inadmissible de M. Edgar Faure et de ses ministres qui, par le coup de force du 2 décembre, ont interdit le vote d'une loi électorale,
Dénonce les manœuvres qui ont empêché de faire foi à la demande du groupe parlementaire Socialiste de réunir l'assemblée, privant ainsi le Parlement de la possibilité de se prononcer définitivement sur le texte voté par l'Assemblée Nationale.
Il tient à mettre M. Edgar Faure et ses complices devant leurs responsabilités".
Est-ce que quelqu'un a une observation à faire ? Pas d'observation ?
Alors je demande au président Albert Gazier de bien vouloir faire adopter le texte.

Le président

Aucune observation ? Aucun amendement ? Que ceux qui sont pour lèvent la main.

Avis contraires ?
Abstentions ?

Le texte est adopté.

Nous attendons maintenant les résultats du vote.
(Reprise de la séance)

Voici les résultats du vote :
Nombre de mandats : 3 605.
Pour : 1 243.
Contre : 1 979.
Abstentions : 324.

Fondation Jean Jaurès

Absents : 59.

Le texte de Deixonne est repoussé.

J'en viens maintenant au texte proposé par Augustin Laurent, mais il y avait une proposition de Durroux. Est-ce qu'il la maintient ?

Jean Durroux (Ariège) - A la réflexion, mon texte dit à peu près exactement ce que disait l'amendement de Deixonne. Par conséquent je n'ai aucune chance de faire autre chose que de faire perdre du temps au Conseil national.
Je voudrais simplement dire que je regrette que le Parti se prononce un mardi aussi rapidement que cela.

Le président - Merci d'éviter au Conseil national de perdre du temps.
Je mets aux voix le texte suivant d'Augustin Laurent :
"Le Conseil national mandate formellement le Comité directeur pour s'opposer à toute autre forme d'apparentement, notamment avec les partis réactionnaires cléricaux ou totalitaires".
Que ceux qui sont partisans d'adopter ce texte lèvent la main.
(L'assemblée demande le vote par mandats)
Si le dixième des délégués demandent le vote par mandats, il est de droit.
Justement des camarades à la Commission des résolutions ont demandé que l'on vote séparément sur le texte de Deixonne en indiquant que si ce texte était repoussé eux personnellement reporteraient un certain nombre de mandats sur le texte d'Augustin Laurent. C'est la raison pour laquelle on a effectué deux votes séparés.
Que ceux qui sont partisans du vote par mandats lèvent la main. Il y a manifestement le dixième, donc le vote par mandats a lieu.
Le vote est commencé.
(Le vote est ouvert. On procède à l'appel nominal des fédérations)
Il n'y a pas l'autre motion ?

Guy Mollet

Camarades, ce n'est pas une motion susceptible d'être publiée, c'est un rappel de décisions, une interprétation de décisions à usage interne, mais importantes pour le Comité directeur et le Bureau du Parti.
Je voudrais que le Conseil national soit unanime -je crois qu'il doit l'être- pour vous rappeler certaines obligations :
1°) Le Conseil national doit rappeler que tous les candidats du Parti doivent remettre à leur Secrétaire fédéral, avant même leur désignation officielle, l'engagement de fidélité à la discipline du Parti.
C'est la loi du Parti, il n'est pas question de la modifier. Je suppose-, je propose simplement que ce soit rappelé à l'usage interne,
2°) Le Conseil national doit donner mandat au Bureau du Parti de faire appliquer les décisions qui viennent d'être prises. J'ai entendu presque tous les orateurs

Fondation Jean-Jaurès

dire, lorsqu'ils défendaient une thèse : "En tout cas, en tout état le cause, nous prenons l'engagement de respecter la décision prise". C'est la raison pour laquelle je voudrais donner mandat au Bureau du Parti de telle sorte que les attestations d'appartenance, celles qui sont nécessaires pour permettre des apparentements éventuels dans les fédérations, ne soient données qu'aux fédérations et candidats qui auront pris l'engagement formel de respecter la décision prise ce soir par le Conseil national quant à ces apparentements.
Il va sans dire qu'il s'agit là d'une mesure uniquement intérieure au Parti, ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel. Si je le rappelle, c'est parce que je ne veux pas que dans la semaine on vienne me dire : "Mais, le Parti n'a pas dit cela".
Je rappelle les décisions permanentes du Parti : les candidats doivent avoir signé l'engagement de fidélité avant d'être désignés à la préfecture et la décision qui vient d'être prise est valable pour tout le monde et je demande qu'on nous donne les moyens de l'appliquer.

Le président - Pas d'observation sur la proposition de Guy Mollet ?

Marcel Levindrey - Je dois dire que je ne souscris pas à la deuxième proposition de Guy Mollet. Je ne dis pas que Guy Mollet a tort de le proposer, mais je ne veux pas y souscrire.

Le président - Je mets la proposition de Guy Mollet aux voix. Elle est réservée à l'usage intérieur. Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main?
…
Avis contraire ?… 1
Abstention ?… 1

Voila les résultats du vote :
Mandats : 2 605
Pour : 2 454
Contre : 667
Abstentions : 378
Absents : 106

Camarades, nos débats sont terminés. Je voudrais simplement dire que je trouve réconfortant que des débats sur une question aussi difficile se soient déroulés de cette belle manière. Nous allons maintenant aller au combat, et nous aurons, si nous faisons l'effort nécessaire, de nombreuses victoires.
La séance est levée.

(L'assemblée debout chante l'Internationale)

Coll. Fondation Jean-Jaurès